



BURKINA FASO

Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

ANNUAIRE STATISTIQUE 2016 DE LA JUSTICE



Edition mars 2017

BURKINA FASO

**Ministère de la justice, des droits humains et
de la promotion civique**

Direction générale des études et des statistiques sectorielles



**ANNUAIRE STATISTIQUE
2016**



Edition mars 2017

Avant-propos



Le secteur de la justice, des droits humains et de la promotion du civisme revêt une importance indéniable dans l'encrage institutionnel, économique et social du Burkina Faso. C'est dans l'optique de jouer pleinement sa partition dans la mise en œuvre de la politique gouvernementale que le ministère, à travers ses outils de planification et d'orientation, met concomitamment en œuvre la Politique nationale de justice (PNJ) et le Pacte national pour le renouveau de la justice (PNRJ), fruit des états généraux sur la justice. Ces actions visent à renforcer l'Etat de droit et la bonne gouvernance à travers une justice plus indépendante, accessible, efficace, efficiente, juste et équitable pour une meilleure protection des libertés individuelles et collectives. Ces efforts s'inscrivent dans l'axe 1 du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 qui vise la

réforme des institutions et de la modernisation de l'administration. Il s'agit principalement de la promotion de la bonne gouvernance politique et administrative à travers le renforcement de l'indépendance de la justice, de l'efficacité et de l'efficience des structures judiciaires, de l'amélioration de son accès à tous les citoyens et de la restauration de l'autorité de l'État. C'est donc dans la perspective de rendre compte aux populations, des actions que mènent les juridictions et les établissements pénitentiaires que s'inscrit l'élaboration de l'annuaire statistique. Il comporte les indicateurs primordiaux permettant de rendre davantage visibles les activités des juridictions et des établissements pénitentiaires du Burkina Faso.

Ce document fait le bilan des activités menées par les juridictions et les établissements pénitentiaires et fournit certaines données de l'administration centrale (chancellerie). De ce fait, il constitue un référentiel dans la mesure où il permet de renseigner les utilisateurs sur les différentes actions judiciaires réalisées. Il a également l'avantage de permettre une appréciation qualitative et quantitative des activités effectuées par le personnel judiciaire, que sont les magistrats, les greffiers et les gardes de sécurité pénitentiaire. En cela, il constitue un outil de connaissance et d'aide à la gouvernance à travers une exploitation rationnelle des informations y contenues.

Le présent annuaire statistique est articulé autour de cinq (5) parties à savoir : la présentation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique, les moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif et la situation des établissements pénitentiaires. Il renferme les données des dix (10) dernières années, à savoir celles de 2007 à 2016. Les résultats obtenus, présentés d'années en années, permettent d'apprécier les niveaux d'évolution du travail des juridictions et des établissements pénitentiaires et traduisent les efforts consentis par les acteurs de la justice pour résorber constamment les immenses défis auxquels ils font face.

Pour ce faire, j'invite tous les acteurs judiciaires à plus de responsabilité, de rigueur et à redoubler d'efforts dans leur mission régaliennne de dire le droit ; condition sine qua non pour le renforcement de l'Etat de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Le présent document statistique est élaboré pour répondre aux besoins d'information des acteurs de la justice, des citoyens, des partenaires techniques et financiers. Par conséquent, je vous invite tous à en faire bon usage et à apporter toutes critiques constructives pour l'amélioration des éditions futures.

Je ne saurai clore mon propos sans remercier tous les partenaires de la Justice et tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique. Mes remerciements s'adressent particulièrement à l'UNICEF pour son appui financier à la réalisation de cette onzième édition.

Le Ministre de la Justice, des Droits humains
et de la Promotion civique, Garde des Sceaux

Bessolé René BAGORO Le Ministre
Officier de l'Ordre National

Table des matières

Avant-propos.....	3
Table des matières	4
Abréviations	5
Démarche méthodologique	7
I Organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique	8
I.1 Présentation des structures centrales	9
I.2 Schéma de l'organigramme.....	20
II Moyens de la justice	21
II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	22
II.2 Budget.....	26
II.3 Personnel	30
III Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	54
III.1 Cour de cassation	55
III.2 Cours d'appel.....	58
III.3 Tribunaux de grande instance.....	64
III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance.....	64
III.3.1.1 Activités des chambres civiles et commerciales	64
III.3.1.2 Activités civiles des parquets.....	76
III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance.....	80
III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance	80
III.3.2.2 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	94
III.3.2.3 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance.....	105
III.3.2.4 Activités des greffes des tribunaux de grande instance.....	119
III.4 Tribunaux de commerce	125
III.5 Tribunaux d'instance.....	132
III.6 Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants	136
III.7 Tribunaux du travail	141
IV Activités des juridictions de l'ordre administratif	145
IV.1 Cour des comptes.....	146
IV.2 Conseil d'État.....	149
IV.3 Tribunaux administratifs	153
V Etablissements pénitentiaires	160
V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées.....	161
V.2 Caractéristiques des prévenus	167
V.3 Caractéristiques des inculpés	174
V.4 Caractéristiques des condamnés	181
V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC 2016 ..	189
Les chiffres clés de la justice (1/2)	192
Les chiffres clés de la justice (2/2)	193
Liste des tableaux	194

Abréviations

BE	Bureau d'Etudes
CA	Cour d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'État
CEDDH	Centre d'Ecoute et de Documentation sur les Droits Humains
CNC	Commission Nationale de Codification
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CONHADA	Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DACCAS	Direction des Affaires Civiles, Commerciales, Administratives et Sociales
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DASR	Direction des Affaires Sociales et de la Réinsertion
DCPM	Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DECC	Direction de l'Education au Civisme et à la Citoyenneté
DEDH	Direction de l'Education aux Droits Humains
DFP	Direction de la Formulation des Politiques
DG	Direction des Greffes
DGAJJ	Direction Générale des Affaires Juridiques et Judiciaires
DG-COOP	Direction Générale de la Coopération
DGDDH	Direction Générale de la Défense des Droits Humains
DGPCS	Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau
DGEP	Direction des Grâces et de l'Exécution des Peines
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGGSP	Direction Générale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DGPC	Direction Générale de la Promotion Civique
DGPCS	Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau
DGPDH	Direction Générale de la Promotion des Droits Humains
DH	Droits Humains
DLCJ	Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Partenariat
DPGSP	Direction du Personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DPPO	Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle
DPTP	Direction de la Promotion de la Tolérance et de la Paix
DPVDH	Direction de la Protection contre les Violations des Droits Humains
DRDHPC	Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique
DRGSP	Direction Régionale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAI	Direction du Suivi des Accords Internationaux
DSEC	Direction du Suivi, de l'Evaluation et de la Capitalisation
DSI	Direction des Services Informatiques
DSP	Direction de la sécurité pénitentiaire
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles
ENGSP	l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
ENP	Ecole Nationale de Police
EP	Établissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de Mise à Disposition

ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PA-PNJ	Programme d'Appui à la Politique Nationale de la Justice
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SCC	Service Central du Courrier
SP/CIMDH	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits humains et du Droit International Humanitaire
TA	Tribunal Administratif
TAR	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

Démarche méthodologique

La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2016 est similaire à celle des éditions antérieures. Elle est basée sur la révision des questionnaires, la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées, le traitement de ces données, l'élaboration et la validation du document.

L'élaboration de l'annuaire statistique 2016 s'inscrit dans la dynamique de mise à la disposition des usagers du secteur de la justice, d'un système d'information statistique performant et pérenne. Cette opération, effectuée sous la supervision de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), a connu la participation de plusieurs directions techniques du Ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

La démarche pour l'élaboration de cette onzième édition a consisté d'abord en la collecte de données au moyen de formulaires spécifiques adressés aux différentes structures concernées. Mais au préalable, il a été procédé à la révision des questionnaires statistiques avec l'introduction de nouveaux indicateurs relatifs aux services sociaux et au renforcement des capacités des membres des cellules statistiques des structures centrales et déconcentrées aux techniques de collecte et de remplissage des questionnaires.

L'équipe de supervision a effectué par la suite une tournée de collecte de données dans tous les juridictions et établissements pénitentiaires. Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres utilisés pour les renseigner, à défaut, à procéder à la correction des incohérences ou à la collecte proprement dite.

Le traitement des informations collectées s'est effectué à travers l'actualisation de la base de données, suivie de la saisie, de l'apurement des données et de l'élaboration du draft de l'annuaire.

L'approche participative qui a prévalu tout au long du processus a permis à la Direction générale des études et des statistiques sectorielles de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

Cependant, quelques difficultés ont émaillé l'étape de collecte. Il s'agit principalement de l'insuffisance du personnel dans certaines structures et accessoirement du manque de motivation dudit personnel ; toute chose qui n'a pas facilité le travail de la mission de supervision.

Malgré toutes ces difficultés, le présent document qui a été élaboré et validé au cours d'un atelier contient des informations essentielles pouvant renseigner les utilisateurs sur l'activité judiciaire courant 2007-2016.

I Organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

I.1 Présentation des structures centrales

Le Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique (MJDHPC) est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n°2016-006/PRES /PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant attributions des membres du gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de justice, des droits humains, de la promotion civique et de sceaux de l'Etat.

C'est ainsi que le gouvernement a adopté suivant le décret n°2016-299/PRES/PM/MJDHPC du 29 avril 2016, l'organigramme du ministère qui permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités pour un meilleur fonctionnement des services.

En tout état de cause, il ressort de cet organigramme que le Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique est structuré autour du Cabinet du Ministre et du Secrétariat Général.

A/ Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

❖ Le Directeur de cabinet ;

Il est chargé :

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Secrétaire particulier ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles et de traiter tout courrier qu'il pourrait lui confier ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels et les institutions.

❖ Les chargés de mission ;

La cellule des chargés de mission regroupe entre autres, des cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques, judiciaires et / ou administratives et qui rejoignent leur département ministériel en fin de mission. Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'administration publique ou de la justice qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ Les Conseillers techniques ;

Ils assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ L'Inspection technique des services ;

L'Inspection technique des services contrôle l'application de la politique du département, le fonctionnement des services, projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

- de l'appui conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services ainsi que des projets et programmes ;
- du contrôle de l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- de l'étude des réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes de la justice et des droits humains ;
- de la lutte contre la corruption au sein du ministère ;

Elle est chargée, en outre :

- de veiller au fonctionnement régulier des juridictions, des établissements pénitentiaires, des services administratifs ainsi que des projets et programmes ;

- de prodiguer aux magistrats, aux greffiers, aux personnels pénitentiaires et des droits humains et aux personnels administratifs des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- d'effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- de proposer au Ministre les mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions, des établissements pénitentiaires et des services administratifs.

❖ **Les secrétariats techniques**

Ils sont créés pour exécuter des missions conjoncturelles ou temporaires. Placé sous l'autorité d'un Secrétaire technique, le secrétariat technique peut être organisé en départements.

❖ **Le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits humains et du Droit International Humanitaire (SP/CIMDH)**

Le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire (SP/CIMDH) assure le suivi des activités dudit comité.

Il est subdivisé en quatre (4) départements à savoir :

- le Secrétariat Particulier (SP) ;
- Le Département de la Sensibilisation et de l'Information (DSI) ;
- le Département de la Planification et du Suivi-évaluation (DPSE) ;
- le Service Administratif et Financier (SAF)

❖ **Le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA)**

Il est chargé de la mise en œuvre des orientations qui concourent à la réalisation des missions de la Commission.

Il comprend les quatre (4) départements suivants :

- le Secrétariat Particulier (SP) ;
- le Département des Activités Normatives (DAN) ;
- le Département des Activités Juridictionnelles et de Formation (DAJF) ;
- le Service Administratif et Financier (SAF)

❖ **La Direction Générale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (DGGSP) ;**

Elle est la structure de commandement de la garde de sécurité pénitentiaire. A ce titre, elle est chargée :

- d'administrer, de coordonner, de gérer, de contrôler et de suivre l'ensemble du personnel et des services de la sécurité pénitentiaire du Burkina Faso ;
- de proposer des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des établissements pénitentiaires ;
- de maintenir la sécurité publique, de participer à l'exécution des peines privatives de liberté ;
- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre du programme pénitentiaire ;
- de participer au recrutement et à la formation des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'étudier, de coordonner, de contrôler et de suivre les mesures d'ordre, de discipline des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'assurer la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la lutte contre la criminalité nationale et internationale ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;
- de gérer le casernement du matériel technique et du matériel spécifique de sécurité ;
- de promouvoir les activités sportives, culturelles et artistiques au sein de la Garde de sécurité pénitentiaire ;

- d'organiser le travail pénitentiaire et de promouvoir la production pénitentiaire ;
- d'étudier et de mettre en œuvre toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons ;
- de mettre en œuvre les solutions tendant à l'humanisation des prisons en liaison avec la DGPCS et la DGDDH;
- de contribuer à la prise en charge sanitaire des détenus ;
- de contribuer à la réinsertion sociale des détenus ;
- d'assurer la coopération pénitentiaire et la mise en œuvre des conventions et des normes internationales en matière pénitentiaire ;
- de participer aux missions de maintien de la paix au plan national **et** international ;
- de participer aux activités des corps militaires et paramilitaires ;
- d'établir les statistiques pénitentiaires.

❖ **Le Secrétariat Particulier**

Il assure la réception, le traitement et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Directeur de cabinet et le protocole.

❖ **Le Protocole du Ministre**

Le Protocole du Ministre est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des cérémonies du département, des audiences et des déplacements officiels du Ministre.

❖ **Le Comité Ministériel de Lutte contre le Sida (CMLS)**

Le Comité ministériel de lutte contre le sida du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique (CMLS/JDHPC) assure la coordination des activités de lutte contre le Virus d'immunodéficience humaine/ Syndrome immunodéficientaire acquis (VIH/SIDA) et les Infections sexuellement transmissibles (IST) du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

A ce titre, il est chargé :

- de coordonner les activités de lutte contre le VIH/SIDA et les IST du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- de collaborer avec le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le SIDA et les IST ;
- de collaborer avec les CMLS des autres secteurs ministériels et des comités non ministériels dans le cadre de la lutte multisectorielle contre le VIH/SIDA et les IST.

❖ **La Sécurité du Ministre**

Elle est chargée de la sécurité du ministre, chef de département et des installations du ministère.

B/Le Secrétariat Général

Il assiste le Ministre dans la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de justice, des droits humains et de la promotion civique.

Il est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission du ministère.

Il comprend :

- Les services du Secrétariat général ;
- Le Secrétariat général adjoint ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées :
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.
-

1- Le Secrétariat Général Adjoint

❖ **Le Secrétaire Général Adjoint**

Il assiste le Secrétaire Général dans la gestion administrative et technique du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique. Il dispose d'un secrétariat particulier.

❖ **Le Secrétariat Particulier**

Il assure la gestion du courrier du Secrétaire général adjoint. Il est dirigé par un secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

2- Les services du Secrétariat Général

Pour la coordination administrative et technique des structures du ministère, le Secrétaire général dispose :

❖ **d'un Secrétariat Particulier**

Le secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, de la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la ventilation du courrier interne à destination des structures centrales. Il est dirigé par un secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

❖ **d'un Bureau d'Etudes**

Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études, au nombre de cinq (05) au plus, désignés parmi les cadres supérieurs en raison de leurs compétences techniques.

Il est chargé :

- d'étudier et de faire la synthèse des dossiers qui lui sont confiés ;
- d'élaborer les projets de correspondance ;
- d'assister le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint dans le traitement de tout dossier que ceux-ci leur confient.

❖ **d'un Centre d'Ecoute et de Documentation sur les Droits Humains (CEDDH)**

Le Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains est chargé :

- de l'information du public sur les droits humains et le civisme ;
- de la tenue et de la mise à la disposition du public de la documentation sur les droits humains et le civisme ;
- de la collecte de l'information sur les droits humains et le civisme en vue de les mettre à la disposition de la direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- de la réception, de l'écoute et de l'orientation des citoyens porteurs de réclamations relatives aux violations en matière de droits humains ;
- de l'organisation de toutes activités susceptibles d'améliorer l'accès à l'information, la documentation, l'écoute et l'orientation du public sur les droits humains.

❖ **d'un Service Central du Courrier**

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. Il enregistre le courrier à l'arrivée et le transmet au secrétariat particulier du Secrétaire général. Il assure la ventilation de tout le courrier ordinaire à l'extérieur du ministère. Il est chargé de la reproduction des documents du ministère et de leur reliure.

❖ **d'un Service chargé de l'accueil et de l'information des usagers**

Le service chargé de l'accueil et de l'information des usagers assure un accueil et une orientation des usagers et partenaires du ministère.

3- Les structures centrales

❖ La Direction Générale des Affaires Juridiques et Judiciaires (DGAJJ)

Elle comprend :

- le Secrétariat du Directeur Général ;
- la Direction des Affaires Civiles, Commerciales, Administratives et Sociales (DACCAS) ;
- la Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire (DLCJ) ;
- la Direction des Greffes (DG).

La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires est chargée :

- de suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ainsi que des questions relatives à l'état des personnes et à la nationalité, et des conventions judiciaires internationales dans les matières autres que pénales ;
- de proposer les grandes orientations de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions ;
- d'assurer la conception et le suivi de l'organisation, du contrôle et de la discipline des auxiliaires de justice sous réserve de la réglementation spécifique à certaines professions libérales ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- de participer à la préparation et à l'élaboration des conventions judiciaires internationales et proposer les modifications nécessaires à l'intégration et à l'harmonisation de la législation interne avec les normes internationales et les matières relevant de sa compétence ;
- d'élaborer en liaison avec les autres directions et, le cas échéant, les autres départements ministériels intéressés, les projets de lois, ordonnances, décrets et circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, aux statuts de la magistrature, du personnel du corps des greffiers et du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire, à la procédure devant toutes les juridictions et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale et sociale ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels, autres que les textes comportant des dispositions pénales ;
- de procéder aux publications en matière juridique ;
- d'assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux.

❖ La Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau (DGPCS)

Elle comprend :

- le Secrétariat du Directeur Général ;
- la Direction des Affaires Pénales et du Sceau (DAPS) ;
- la Direction des Grâces et de l'Exécution des Peines (DGEP) ;
- la Direction des Affaires Sociales et de la Réinsertion (DASR).

La Direction générale de politique criminelle et du Sceau est chargée :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique pénale ;
- de participer à l'élaboration du programme pénitentiaire ;
- de superviser et contrôler l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de concevoir et coordonner toutes les questions relatives au Sceau de l'Etat ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de suivre l'administration de la justice en matière pénale ainsi que les conventions internationales en matière pénale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière pénale ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires en matière pénale qui lui sont soumis par les différents départements ministériels et institutionnels ;
- d'administrer, de coordonner, de gérer et de contrôler l'ensemble des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de participer à la conception, à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;

- d'assurer la formation professionnelle des détenus, la mise en œuvre et le suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- de prendre en charge l'assistance sociale, psychologique et morale des détenus ;
- d'étudier toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons et des autres centres de détention en liaison avec la DGGSP et la DGDDH ;
- de suivre et de gérer la santé des détenus ;
- de mettre en œuvre la coopération et les conventions et normes internationales en matière pénales ;
- d'élaborer en liaison avec les autres directions les projets de loi, ordonnances, décrets et circulaires en matière pénale.
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires en matière pénale.

❖ **La Direction Générale de la Défense des Droits Humains (DGDDH)**

La Direction générale de la défense des droits humains comprend :

- le Secrétariat du Directeur général ;
- la Direction du Suivi des Accords Internationaux (DSAI) ;
- la Direction de la Protection contre les Violations des Droits Humains (DPVDH).

Elle est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de protection et de défense des droits humains.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer des rapports destinés aux instances de suivi des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de mettre en place une base de données des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la mise en conformité de la législation nationale aux accords internationaux relatifs aux droits humains ratifiés ;
- d'assurer la participation efficace aux rencontres régionales et internationales sur les droits humains et de veiller à la prise en compte des droits humains dans l'élaboration de la législation et des procédures nationales ;
- de vulgariser les accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'assurer la formation des acteurs nationaux chargés de la mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de suivre la coopération avec les institutions et mécanismes régionaux et internationaux traitant des questions des droits humains. ;
- de recevoir, étudier et donner des avis sur les dossiers de réclamations relatives à la violation de leurs droits ;
- de contribuer au respect des droits humains dans les lieux de détention ;
- de contribuer au renforcement et à la protection des droits des personnes vulnérables ;
- de contribuer par la médiation à la gestion des conflits communautaires ;
- de mettre en œuvre toutes mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'élaboration des normes de protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'application effective des normes de protection de droits catégoriels.

❖ **La Direction Générale de la Promotion des Droits Humains (DGPDH)**

La Direction générale de la promotion des droits humains comprend :

- le Secrétariat du Directeur général ;
- la Direction de l'Education aux Droits Humains (DEDH) ;
- la Direction du Partenariat (DP).

Elle est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de droits humains et de suivi du partenariat.

Ace titre, elle est chargée :

- d'informer, de former, et sensibiliser les citoyens sur leurs droits ;

- de vulgariser les textes et documents relatifs aux droits humains ;
- d'introduire l'éducation aux droits humains dans les systèmes d'éducation formelle et non formelle en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de promouvoir une culture des droits humains ;
- de mettre en œuvre des mesures spécifiques tendant à promouvoir et à consolider les droits catégoriels ;
- de suivre la mise en œuvre du politique national genre en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de fournir un appui-conseil aux partenaires du Ministère pour les actions concernant la promotion des droits humains ;
- de former les organisations de la société civile en droits humains
- de suivre les activités des institutions et organisations partenaires du Ministère ;
- de contribuer à la promotion de la délivrance des actes d'état civil aux citoyens.

❖ **La Direction Générale de la Promotion Civique (DGPC)**

Elle comprend :

- le Secrétariat du Directeur général ;
- la Direction de l'Éducation au Civisme et à la Citoyenneté (DECC) ;
- la Direction de la Promotion de la Tolérance et de la Paix (DPTP).

La Direction générale de la promotion civique est chargée de :

- l'information, de la formation et de la sensibilisation des populations et des autres acteurs publics et privés en matière de civisme et de citoyenneté ;
- l'organisation de fora sur le civisme et la citoyenneté et la mise en œuvre des recommandations ;
- la vulgarisation de textes et documents relatifs au civisme et à la citoyenneté ;
- l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie qui conduit les citoyens, conscients de leurs droits et devoirs, à adopter un comportement civique ;
- l'introduction de l'éducation au civisme, à la citoyenneté dans le système d'éducation formelle et non formelle en relation avec les ministères compétents ;
- la prise de mesures tendant à promouvoir le respect, l'attachement et le dévouement des citoyens pour la patrie, la collectivité, la famille et les individus ;
- l'élaboration et de la mise en œuvre d'un mécanisme de communication et d'information portant sur le civisme ;
- la contribution à la promotion de la délivrance des actes de l'état civil ;
- la promotion d'une prise de conscience par les opinions publiques des pays membres des organisations sous régionales et régionales d'un besoin commun de civisme, de sécurité et de protection de notre environnement ;
- la promotion d'une culture de tolérance et de paix;
- la mise en œuvre des mesures spécifiques tendant à lutter contre les actes de violence et d'incivisme ;
- la mise en œuvre et du suivi de la stratégie nationale de la promotion d'une culture de la tolérance et de la paix ;
- la prévention des conflits communautaires ;
- la promotion des mécanismes endogènes de paix et de tolérance.

❖ **La Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS)**

Elle comprend :

- le Secrétariat du DGESS ;
- le Service Administratif et Financier (SAF) ;
- la Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle (DPPO) ;
- la Direction de la Formulation des Politiques (DFP) ;
- la Direction du Suivi, de l'Évaluation et de la Capitalisation (DSEC) ;
- la Direction des Statistiques Sectorielles (DSS) ;
- la Direction de la Coordination des Projets et Programmes (DCPP).

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) est chargée de la conception, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions de développement du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques du ministère ;
- d'organiser les revues sectorielles (mi-parcours et annuelles) de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidé du ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés (mi-parcours et annuels) du ministère ;
- de préparer les cadres de concertation sectorielle notamment les CASEM, Conseil de cabinet, Comité de pilotage, Cadre sectoriel de dialogue et de suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- de contribuer à mobiliser les financements au profit du ministère par l'organisation des tables rondes sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution en collaboration avec la direction de l'administration et des finances ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'identifier et de suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en terme de contribution à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de collecter, centraliser les données, de les traiter et de produire les statistiques sectorielles et de les diffuser ;
- d'élaborer les documents de planification opérationnelle du ministère ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamisation du ministère.

❖ **La Direction de l'Administration et des Finances (DAF):**

La Direction de l'administration et des finances est chargée de la gestion des moyens financiers et matériels du Ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et d'exécuter le budget du ministère ;
- d'assurer la gestion des biens meubles et immeubles et de tenir une comptabilité matière du ministère ;
- d'assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- de conduire le processus de mise en place du budget-programme du ministère en collaboration avec la DGESS ;
- de produire les rapports périodiques sur l'exécution du budget du ministère.

❖ **La Direction des Marchés Publics (DMP)**

La Direction des marchés publics a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation des marchés dont le montant prévisionnel, toutes taxes comprises, est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la commission de l'UEMOA ;
- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

❖ **La Direction des Ressources Humaines (DRH)**

La Direction des ressources humaines a pour mission d'assurer en relation avec le Ministère chargé de la fonction publique, la conception, la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures visant à accroître la productivité, l'efficacité et le rendement des personnels du département.

A ce titre, elle est chargée notamment :

- de veiller à l'application du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;
- d'assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du ministère ;
- de contribuer à l'élaboration du volet dépenses de personnel du budget du ministère et de suivre son exécution ;
- de proposer l'engagement et la liquidation des dépenses de personnel conformément aux dispositions législatives et réglementaires ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de productivité du personnel du ministère ;
- d'assurer le suivi des écoles de formation professionnelle placées sous tutelle du ministère ;
- d'élaborer et mettre en œuvre la politique sociale et coordonner les initiatives en la matière ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux structures du ministère.

Elle est en outre chargée d'assurer le secrétariat de la commission d'affectation et du conseil de discipline des personnels non magistrats du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique.

❖ **La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM)**

La Direction de la communication et de la presse ministérielle coordonne et gère les activités de communication interne et externe du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du ministère ;
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de gérer les relations publiques du ministère avec les institutions ;
- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presse nationaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec les activités du ministère ;
- d'assurer la mise à jour du site web du ministère en collaboration avec la DSI ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique du ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du gouvernement et à l'animation des points de presse du gouvernement en collaboration avec les services d'informations du Gouvernement.
-

❖ **La Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes(DAJAV)**

La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes est chargée :

- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou toute juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou toute juridiction intéressé ;
- de mener toutes autres activités à lui confiées par le Ministre.

❖ **La Direction des Archives et de la Documentation (DAD)**

Elle a pour mission le traitement, la gestion et la conservation de la mémoire documentaire du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- de constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère ;

- d'appliquer la politique d'archivage et de documentation du ministère en relation avec le centre national des archives ;
- de concevoir et mettre en œuvre des outils de gestion d'archives en fonction de la réglementation en vigueur et de l'organisation du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- d'optimiser les conditions de stockage et de conservation des documents et les espaces en conséquence, de manière prospective ;
- de veiller au respect des conditions de communication des documents, avec pour objectif général de permettre l'accès rapide aux documents ;
- d'opérer le tri et gérer les versements aux administrations des archives, en tenant compte des contraintes légales et des durées d'utilité administrative ;
- de repérer l'information professionnelle utile à son unité et réaliser les résumés signalétiques ;
- d'assurer le catalogage et l'indexation des documents courants avec le langage archivistique approprié ;
- de rechercher et sélectionner l'information et les prestations documentaires appropriées aux besoins d'informations des utilisateurs ;
- de former et accompagner les utilisateurs dans leurs démarches de recherche d'informations.

❖ **La Direction des Services Informatiques (DSI)**

Elle est chargée :

- d'assurer l'élaboration et la mise en œuvre du schéma directeur informatique du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- d'exécuter les tâches d'informatisation du ministère ;
- d'assurer l'administration des bases de données du ministère ;
- d'assurer la cohérence des systèmes d'information développés conformément au schéma directeur informatique du ministère ;
- d'exploiter les applications fonctionnelles ;
- d'assurer la sécurité du système informatique ;
- d'assurer la maintenance du matériel informatique ;
- d'assurer les actions de formation du personnel et de développement dans le domaine informatique ;
- de mettre à la disposition des services du ministère des modules permettant d'élaborer des statistiques fiables ;
- d'assurer le développement des technologies de l'information et de la communication au sein du ministère

❖ **La Direction du Développement Institutionnel et de l'innovation (DDII)**

Elle est chargée de :

- promouvoir la culture du résultat au sein du ministère ;
- concevoir et mettre en œuvre des outils d'organisation du travail pour l'amélioration du management et des prestations du département en rapport avec les normes et standards internationaux ;
- assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des réformes institutionnelles et organisationnelles ;
- établir une catégorie des processus et définir les procédures correspondantes ;
- contribuer à l'élaboration et à la vérification de la régularité des actes juridiques pris au sein du ministère ;
- procéder à l'évaluation des performances des structures administratives.

4- Les structures déconcentrées

Constituent des structures déconcentrées du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique :

- les juridictions ;
- les Directions Régionales de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (DRGSP) ;
- les Etablissements pénitentiaires (EP) ;
- les Directions Régionales des Droits Humains et de la Promotion Civique (DRDHPC).

5- Les structures rattachées

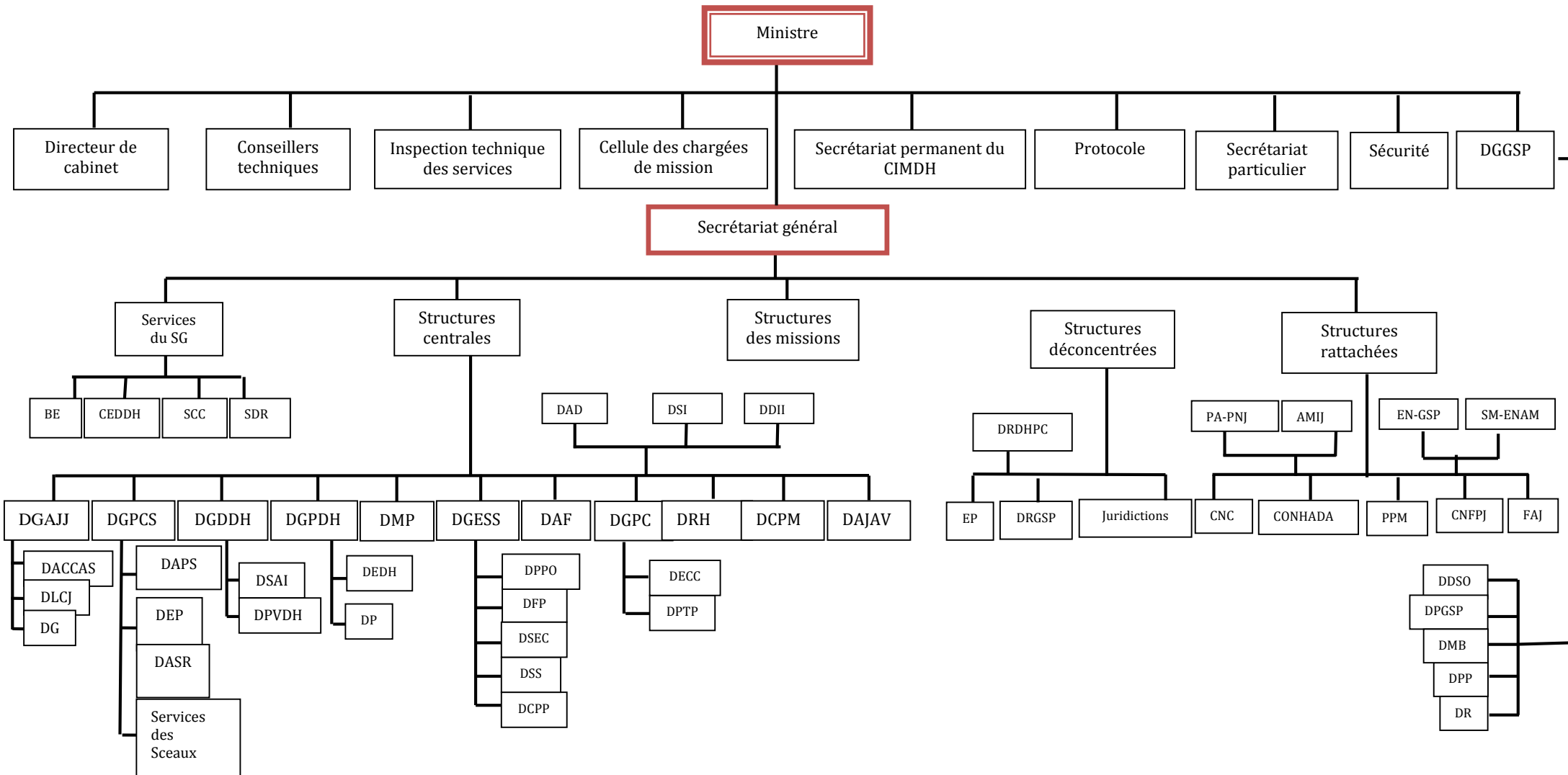
Sont des structures rattachées :

- la Commission Nationale de Codification (CNC) ;
- l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP) ;
- le Fonds d'Assistance Judiciaire (FAJ) ;
- les projets et programmes du ministère.

6- Les structures de mission

Elles concourent à l'exécution des missions conjoncturelles ou temporaires. Elles sont mises en place en cas de besoin.

I.2 Schéma de l'organigramme



II Moyens de la justice

II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 09 mai 2000 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016, la Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, sociale, commerciale, correctionnelle et de simple police par les juridictions de l'ordre judiciaire de droit commun et d'exception ; elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des affaires commerciales. Seuls les tribunaux de commerce des ressorts des tribunaux de grande instance de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso sont fonctionnels. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et n'excédant pas 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière de législation sociale prévue par le Code du travail et autres textes en vigueur.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statue en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004/ AN du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire.

Juge des enfants : le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 al 2 de la Constitution, « le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Cour des comptes : La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Tribunal administratif : Les tribunaux administratifs sont régis par la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016 modifiant la loi n°21/95/ADPdu16 mai 1995. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau II.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	19	20	23	24	24	24	24	24	24	25
Tribunaux de commerce	-	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	2	2	2	2	2	2	7	7	7	7
Tribunaux pour enfants (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAR)	8	8	8	8	8	8	19	19	19	19
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	19	20	23	24	24	24	24	24	24	25
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	19	20	23	24	24	24	24	25	25	26
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau II.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2016 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17					1			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	19	7	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19					1			1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1			1			1	1
Koupéla			1		9								1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	12	1	1	1	2	1	1	1	2
Ouahigouya			1		22					1			1	1
Tenkodogo			1		21								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	25	2	349	19	3	2	2	7	1	1	25	27

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

Etablissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau II.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2007											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	0
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	20	0
2008											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	14	1	224	5	2	1	1	13	13	0
Ensemble	2	20	2	349	8	3	2	2	19	20	0
2009											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	14	0
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	20	21	0
2010											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2011											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2012											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2013											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2014											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	25	2
2015											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	26	2
2016											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	16	1	224	12	2	1	5	16	17	1
Ensemble	2	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2

II.2 Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

La loi de finances (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

La loi de finances rectificative : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finance initiale.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnisations de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2007 à 2016 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.

Tableau II.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016
Personnel	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7	4 235,8	6 347,9	7 654,1	6 878,1	8 785,5	12 414
Fonctionnement	683,0	940,5	1 026,7	980,5	1 304,6	1 470,9	2 369,4	3 192,6	4 056,5	3 532
Transferts courants	475,9	430,3	509,7	349,05	546,3	551,8	1 027,3	790,5	1 143,0	932
Investissements	3 305,5	3 464,1	2 910,3	3 164,2	2 116,8	3 163,2	4 256,0	3 054,7	3 100,7	2 260
Dont										
État	842,6	1 974,3	2 273,4	1 968,5	1 497,0	3 130,7	4 256,0	2 758,20	1 748,40	1 013
Ressources extérieures	2 462,9	1 489,8	636,8	1 195,8	619,8	32,5	0	0	1352,4	1 247
Total	6 942,1	7 002,5	7 167,40	8 930,5	8 203,5	11 533,9	15 306,9	13 915,9	17085,7	19 138

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Lois de finances (rectificative) des années 2007 à 2016

Tableau II.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016
Personnel	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8	5 900,0	7 175,9	6 640,7	8 679,8	13 847
Fonctionnement	657,3	799,2	945,0	872,5	1 220,2	1 451,6	2 356,8	2 834,3	3 576,8	3 278
Transferts courants	371,5	429,1	445,2	349,0	546,3	551,8	1 027,3	762,8	1 142,4	927
Investissements	2 797,4	1 003,7	2219,2	1 832,3	1 872,3	3 130,7	4 255,9	2 757,1	1 748,2	1 766
Dont										
État	679,9	448,6	1 779,8	1 637,2	1 372,2	3 130,7	4 255,9	2734,9	1 748,2	973
Ressources extérieures	2 117,5	555,1	439,4	195,1	500,1	0,0	0,0	0,0	-	793
Total	6 278,1	5 045,8	6 984,7	7 838,4	8 867,6	11 034,1	14815,8	12972,6	15 147,2	19 817

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Économie et des Finances ; ICF

Tableau II.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)

Cours d'appel	Dotations budgétaires					Consommations budgétaires				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Bobo-Dioulasso	59 634	46 820	18 900	19 400	15 450	59 613	46 806	18 735	19 205	13 966
Ouagadougou	59 600	80 306	16 550	15 500	11 350	59 525	80 166	12 639	11 490	9 281
Ensemble	119 234	127 126	35 450	34 900	26 800	119 138	126 972	31 374	30 695	23 246
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	3 580	4 475	5 450	4 900	3 500	3 572	4 470	5 399	4 684	3 400
Ouagadougou	3 695	4 350	5 900	4 900	3 650	3 626	4 120	5 420	4 645	3 434
Ensemble	7 275	8 825	11 350	9 800	7 150	7 198	8 590	10 819	9 329	6 834
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	0	0	3 400	2 800	2 250	0	0	3 299	2 787	2 147
Ouagadougou	0	0	3 400	2 800	2 200	0	0	0	2 345	1 797
Ensemble	0	0	6 800	5 600	4 450	0	0	3 299	5 132	3 944
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	4 145	4 600	6 550	5 700	4 250	4 132	4 494	6 343	5 498	4 038
Koudougou*	7 523	4 427	5 900	5 100	4 000	7 514	4 406	5 786	5 062	3 870
Ouagadougou	4 255	5 314	6 700	5 800	4 300	4 188	5 188	6 262	5 682	4 194
Ensemble	15 923	14 341	19 150	16 600	12 550	15 834	14 087	18 392	16 242	12 102
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	4 475	4 375	5 850	5 550	3 975	4 464	4 370	5 738	5 539	3 773
Ouagadougou	5 695	4 395	6 100	5 300	3 725	5 633	4 284	4 488	4 748	3 496
Ensemble	10 170	8 770	11 950	10 850	7 700	10 097	8 654	10 226	10 287	7 269
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	3 360	5 400	7 250	9 200	7 350	3 022	5 397	7 037	9 197	7 142
Ouagadougou	3 045	4 834	7 700	10 200	7 775	3 347	4 690	4 682	8 781	6 331
Ensemble	6 405	10 234	14 950	19 400	15 125	6 369	10 086	11 719	17 978	13 473
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	4 835	5 146	6 500	6 000	6 100	4 821	5 137	6 383	5 894	5 984
Ouagadougou	5 885	5 868	7 400	6 700	5 025	5 815	5 791	7 250	6 569	4 687
Ensemble	10 720	11 014	13 900	12 700	11 125	10 636	10 928	13 634	12 463	10 671

Tableau II.7 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	187 056	300 400	287 524	221 350	182527	254 455	249 162	199 344
Tribunaux de grande instance								
Banfora	7 445	11 400	11 600	9 350	7 099	11 180	11 398	9 347
Bobo-Dioulasso	11 100	20 850	20 250	15 250	11 084	16 970	20 174	14 029
Bogandé	7 174	11 100	10 400	8 300	6 964	3 094	4 184	7 152
Boromo	7 400	11 350	10 600	8 400	7 296	11 225	8 794	7 664
Dédougou	7 563	12 050	11 950	9 475	7 447	6 677	10 987	8 840
Diapaga	6 104	11 300	10 639	8 600	6 003	8 493	7 279	6 899
Diébougou	6 995	11 150	10 250	8 250	6 779	9 728	9 199	8 049
Djibo	7 200	11 200	10 800	8 250	7 085	11 084	10 341	6 799
Dori	8 000	12 200	12 050	8 150	7 907	12 160	11 765	6 681
Fada N'gourma	7 794	12 350	12 200	9 350	7 571	12 021	9 873	7 662
Gaoua	7 500	11 650	11 650	8 250	7 357	11 455	10 533	8 096
Kaya	7 500	12 150	11 700	8 600	7 295	11 933	10 545	8 240
Kongoussi	6 638	11 150	10 284	8 200	5 337	0	9 290	7 323
Koudougou	7 704	12 950	12 350	9 100	7 585	12 690	7 005	8 002
Léo	6 698	11 250	10 750	8 500	6 585	10 596	9 470	7 020
Manga	7 340	12 050	11 750	8 850	7 163	11 817	10 664	7 456
Nouna	6 600	11 450	10 450	7 850	6 595	8 943	9 596	7 648
Orodara	7 350	11 500	10 600	8 400	7 148	11 094	9 644	8 198
Ouagadougou	15 092	22 050	21 011	16 150	14 912	21 934	20 090	14 383
Ouahigouya	8 650	12 350	12 150	9 200	8 616	11 340	11 190	8 952
Tenkodogo	7 675	12 450	11 950	9 100	7 429	11 625	10 642	7 852
Tougan	7 039	11 350	10 690	8 325	6 922	7 589	8 078	7 735
Yako	6995	11 050	10 500	8 750	6 868	10 878	8 332	7 250
Ziniaré	7 500	12 050	10 950	8 700	7 480	12 024	10 089	8 067

Tableau II.8 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	133 960	532 057	502 945	459 792	128 342	507 975	479 404	452 058
Maisons d'arrêt et de correction								
Banfora	5 103	19 050	18 570	18 160	5 098	19 024	18 364	18 078
Bobo-Dioulasso	8 242	51 370	45 180	35 024	8 235	47 886	42 453	35 010
Bogandé	4 906	18 200	20 886	20 840	4 689	17 066	17 866	19 387
Boromo	5 040	15 900	18 320	16 344	5 032	15 410	16 890	16 042
Dédougou	5 166	15 700	17 670	14 317	5 096	15 696	17 192	13 928
Diapaga	5 920	14 700	14 410	13 019	2 719	14 027	14 196	12 734
Diébougou	4 284	13 350	12 720	10 841	4 076	13 108	12 601	10 734
Djibo	4 410	14 250	13 120	11 433	4 400	13 823	13 108	11 432
Dori	5 460	17 250	15 640	15 356	5 453	17 072	15 488	15 176
Fada N'gourma	4 696	27 550	19 300	19 806	4 591	23 447	19 048	19 130
Gaoua	5 292	14 550	13 640	12 967	5 084	14 329	13 425	12 958
Kaya	5 313	18 740	26 002	22 712	5 306	18 571	22 343	22 452
Kongoussi	5 344	12 950	11 440	10 329	5 337	12 686	11 185	10 124
Koudougou	4 914	20 600	20 160	19 396	4 775	20 394	20 159	18 395
Léo	4 158	14 700	14 340	14 429	3 948	13 584	14 121	14 191
Manga	5 460	15 050	16 280	17 656	5 251	14 827	15 951	17 448
Nouna	5 502	13 400	10 650	9 999	5 502	13 397	10 648	9 804
Orodara	4 662	14 400	12 420	11 404	4 661	14 190	12 218	10 310
Ouagadougou (MACO)	9 603	86 947	82 147	77 592	9 400	83 713	80 416	77 475
Ouagadougou (PHS)	6 193	27 800	22 320	17 057	5 979	25 967	21 700	16 530
Ouahigouya	5 817	17 900	18 840	14 769	5 816	17 740	18 644	14 753
Tenkodogo	5 292	25 600	23 660	26 706	5 086	24 226	20 006	26 692
Tougan	5 775	14 750	11 040	8 944	5 774	10 620	7 218	8 815
Yako	3 328	12 600	11 670	8 830	2 957	12 424	11 645	8 626
Ziniaré	4 080	14 750	12 520	11 862	4 077	14 748	12 519	11 836

II.3 Personnel

Le personnel du Ministère de la justice des droits humains et de la promotion civique, volet justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnel du corps des greffiers
- de personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- de personnel occupant des emplois non spécifiques du département (cadres venant des autres départements ministériels tels que les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les financiers, les agents de bureau, etc.) ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Concepts

Les magistrats sont régis par la loi n° 049-2015/CNT du 25 août 2015 portant organisation composition attribution et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature et la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

Les magistrats du ministère public ou assimilés sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- au niveau du TA : le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et son ou ses substituts ;
- au niveau de la CA : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la CCass : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la CC : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du CE : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

NB : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet.

Les **magistrats du siège** sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Juge des enfants : les juges ;
- au niveau du tribunal pour enfants : le président et les juges ;
- au niveau du Tribunal de commerce : le président, le vice-président et les juges.

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau II.9 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Magistrats	Hommes	281	300	311	333	360	355	378	396	425
	Femmes	90	94	95	95	93	95	99	109	113
	Total	371	394	406	428	453	450	477	505	538
Greffiers	Hommes	219	223	225	274	297	304	315	335	358
	Femmes	92	83	81	94	102	109	110	114	124
	Total	311	306	306	368	399	413	425	449	482
GSP	Hommes	670	723	1236	1311	1426	1493	1591	1730	1733
	Femmes	74	79	135	161	212	237	255	300	299
	Total	744	802	1371	1472	1638	1730	1846	2030	2032
Personnel des DH	Hommes								128	149
	Femmes								42	56
	Total								170	205
Autres Personnels	Hommes					131	140	167	184	175
	Femmes					45	48	49	68	72
	Total					176	188	216	252	247
Ensemble	Hommes	1170	1246	1772	1918	2214	2292	2451	2773	2840
	Femmes	256	256	311	350	452	489	513	633	664
	Total	1426	1502	2083	2268	2666	2781	2964	3406	3504

Tableau II.10 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	341	371	394	406	428	453	450	477	505	538
Sexe										
Hommes	257	281	300	311	333	360	355	378	396	425
Femmes	84	90	94	95	95	93	95	99	109	113
Ancienneté										
Moins de 5 ans	148	148	149	134	127	128	99	109	120	100
5 à 9 ans	48	78	92	122	138	148	148	148	156	129
10 à 14 ans	49	49	62	34	37	45	75	89	90	134
15 à 20 ans	0	0	0	27	38	49	48	61	69	46
20 à 24 ans	74	50	35	21	8	0	0	0	5	27
25 ans et plus	22	46	56	68	80	83	80	70	65	65
Position										
Chancellerie	22	30	27	30	41	43	46	52	55	49
Juridictions	286	303	334	339	350	372	358	376	394	431
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	5	6	8	6
Détachements	10	11	09	09	12	12	10	5	9	11
Disponibilités	6	5	3	2	2	3	4	3	4	2
Mises à disposition	17	22	21	26	23	23	27	35	35	14

Tableau II.11 : Magistrats par type de juridiction

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cour de cassation	27	26	25	24	24	26	30	29	29	32
Conseil constitutionnel	4	8	6	7	7	9	9	7	8	8
Conseil d'État	12	14	14	15	14	14	15	14	15	14
Cour des comptes	4	4	5	5	5	7	7	6	6	6
Cours d'appel	35	39	40	41	43	59	53	55	57	80
Tribunaux d'instance	5	6	6	7	7	6	6	6	6	6
Tribunaux de grande instance	170	173	192	204	208	209	201	218	222	239
Tribunaux du travail	12	11	12	11	12	13	11	14	14	14
Juges des enfants	2	2	2	4*	4*	4*	7*	6*	6	7
Tribunaux pour enfants	4	6	7	7*	7*	9*	9*	8*	9	7
Tribunaux administratifs	11	14	15	15	20	19	17	17	18	18
Tribunaux de commerce	-	-	10	10	10	10	9	10	12	14

*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Tableau II.12 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bobo-Dioulasso	15	17	17	19	19	23	22	20	17	29
Ouagadougou	20	22	23	22	24	36	31	35	40	51
Ensemble	35	39	40	41	43	59	53	55	57	80
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	2	3	3	3 *	3 *	4*	4*	3*	3	1
Ouagadougou	2	3	4	4 *	4 *	5*	5*	5*	6	5
Ensemble	4	6	7	7 *	7 *	9*	9*	8*	9	7
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	1	1	1	2 *	2 *	2*	1*	2*	2	1
Ouagadougou	1	1	1	2 *	2*	2*	2*	4*	4	2
Kaya							1*	1*	1	1
Ouahigouya							1*	1*	1	1
Koudougou							1*	1*	1	1
Banfora							1*	1*	1	1
Tenkodogo										1
Ensemble	2	2	2	4 *	4*	4*	7*	10*	10	7
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	3	3	4	4	3	4	3	4	4	3
Koudougou*	-	1	1	1*	1*	1	1	2	2	3
Ouagadougou	8	7	7	7	8	8	7	8	8	8
Ensemble	12	11	12	11	12	13	11	14	14	14
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2
Ouagadougou	3	3	4	5	5	4	4	4	4	4
Ensemble	5	6	6	7	7	6	6	6	6	6
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	-	-	4	4	4	8	7	4	4	4
Ouagadougou	-	-	6	6	6	11	10	6	8	8
Ensemble	-	-	10	10	10	19	17	10	12	12
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	4	5	6	6	9	4	7	7	5	5
Ouagadougou	7	9	9	9	11	6	6	10	13	13
Ensemble	11	14	15	16	20	10	13	17	18	18
Tribunaux de grande instance										
Banfora	6	6	6	6	6	7	7	7	7	7
Bobo-Dioulasso	29	25	28	28	31	30	27	29	38	35
Bogandé	5	4	5	5	5	5	5	4	5	6
Boromo	5	5	5	5	5	5	5	6	6	6
Dédougou	7	8	7	7	7	7	7	7	7	8
Diapaga	3	3	4	4	4	4	4	5	5	5
Diébougou	-	-	4	4	4	4	4	5	5	4
Djibo	-	3	5	5	5	5	5	5	5	5
Dori	4	7	7	7	6	6	5	5	5	7
Fada N'gourma	10	6	6	6	7	7	6	6	7	8
Gaoua	6	6	7	7	7	6	5	6	6	6
Kaya	7	8	9	9	6	7	7	8	8	7
Kongoussi	5	5	5	5	5	7	5	6	5	6
Koudougou	8	9	10	10	10	8	8	9	7	10
Koupéla										5
Léo	3	3	4	4	4	5	5	6	6	6
Manga	5	5	6	6	6	5	5	6	6	7
Nouna	-	3	4	4	4	4	4	5	5	5
Orodara	-	3	4	4	4	4	4	5	5	5
Ouagadougou	36	35	35	44	49	49	48	50	60	59
Ouahigouya	8	7	7	7	6	7	8	9	7	8
Tenkodogo	7	7	10	11	10	11	11	10	9	10
Tougan	5	5	5	5	5	5	5	6	5	6
Yako	5	5	5	5	5	5	5	6	6	6
Ziniaré	6	5	6	6	6	6	6	7	7	7
Ensemble	170	173	194	204	207	209	201	218	232	239

* Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans les TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Concepts

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique autres que magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

❖ Le greffier en chef

Sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- ❖ Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- ❖ Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation.
- ❖ Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre il en délivre des extraits, des expéditions et des copies.
- ❖ Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe.
- ❖ Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau II.13 : Personnel du corps des greffiers par sexe

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	311	306	306	368	399	413	425	449	482
Sexe									
Hommes	219	223	225	274	297	304	315	335	358
Femmes	92	83	81	94	102	109	110	114	124

Tableau II.14 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	54	63	64	78	89	100	109	114	122
Sexe									
Hommes	38	44	47	59	70	79	87	90	98
Femmes	16	19	17	19	19	21	22	24	24
Ancienneté									
Moins de 5 ans	25	25	33	35	27	22	20	23	19
5 à 9 ans	9	13	10	18	27	34	41	42	32
10 à 14 ans	0	5	3	7	17	25	24	25	31
15 à 19 ans	6	5	5	0	0	0	5	5	21
20 à 24 ans	11	12	8	10	7	6	1	1	00
25 ans et plus	3	3	5	8	11	13	18	18	18
Position									
Chancellerie	4	5	8	12	12	16	19	22	19
Juridictions (y compris les hautes cours)	48	57	53	64	73	79	84	88	87
Disponibilité	2	1	3	1	1	1	2	2	3
Mis à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	1	1	0	1	0	1
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	2	2	1	0	7
Mission onusienne	-	-	-	-	-	2	2	2	3

Juridictions	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	39	48	57	53	64	73	79	84	88	87
Cour de cassation	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2
Conseil d'État	1	1	1	1	1	2	2	2	2	1
Cour des comptes	1	1	1	1	2	3	3	4	4	4
Cours d'appel	4	4	6	4	5	6	8	9	9	9
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38	43	47	50	50	48
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4	4	4	4	4	5
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2	3	3	3	6	6
Tribunaux de Commerce	-	-	4	4	4	4	4	4	5	6

Source : DRH

Tableau II.15 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):

	Greffiers en chef									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cours d'appel	4	4	6	4	5	6	8	9	9	08
Bobo-Dioulasso	2	2	3	1	1	2	3	3	3	2
Ouagadougou	2	2	3	3	4	4	5	6	6	6
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4	4	4	4	4	5
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	2	1	2	2	2	2	2	3
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux de commerce	-	-	4	4	4	4	4	4	5	6
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2	2	2	2	2	3
Ouagadougou	-	-	2	2	2	2	2	2	3	3
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2	3	3	3	6	6
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	4	4
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38	43	47	50	50	49
Banfora	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	3	3	3	4	3	4	5	5	5	5
Bogandé	0	0	1	1	2	3	3	2	2	2
Boromo	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	1	2	2	1	2	2	2	2	1	1
Diébougou	-	-	1	0	0	1	1	2	2	2
Diapaga	0	0	0	0	1	0	1	2	1	1
Djibo	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	2	2	2	1	2	2	2	2	2	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Kaya	1	2	2	1	2	3	2	2	3	3
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Koudougou	1	1	1	2	3	2	2	2	2	2
Koupéla										0
Léo	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Manga	1	1	1	1	2	2	3	3	3	2
Nouna	-	1	1	1	1	1	2	2	2	1
Orodara	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	4	6	4	3	3	5	5	7	8	7
Ouahigouya	1	2	2	2	2	2	1	2	2	2
Tenkodogo	1	1	1	1	3	2	2	2	2	2
Tougan	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	1	1	2	2	2	3	2	2	1
Ziniaré	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Ensemble	34	43	52	48	57	64	70	74	78	78

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions de greffe.

Tableau II.16 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	100	120	118	125	149	165	169	193	222	251
Sexe										
Hommes	73	91	102	107	126	135	134	156	180	195
Femmes	27	29	16	18	23	30	35	37	42	56
Ancienneté										
Moins de 5 ans	47	50	77	54	51	53	44	47	62	58
5 à 9 ans	22	41	24	34	46	56	49	52	60	52
10 à 14 ans	1	0	2	13	30	29	48	59	63	79
15 à 19 ans	9	11	0	1	1	1	1	10	12	33
20 à 24 ans	8	6	5	12	12	11	12	1	1	1
25 ans et plus	13	12	10	11	9	15	15	24	24	28
Position										
Chancellerie	1	3	3	3	5	6	8	11	9	10
Juridictions (y compris les hautes cours)	99	116	113	121	140	142	146	166	199	206
Disponibilité	0	0	1	1	2	4	3	3	3	5
Mise à disposition	0	1	1	0	0	0	0	1	1	3
Détachement	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
Stage à l'ENAM	0	0	0	0	0	13	12	12	10	10
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Greffiers en juridictions									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	99	116	113	121	140	142	146	166	199	207
Cour de cassation	6	6	4	8	8	5	5	4	6	7
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3	3	3	3	3	6
Conseil d'État	2	2	2	3	3	4	5	4	6	6
Cour des comptes	3	4	3	3	5	5	6	4	5	5
Cours d'appel	8	14	17	14	19	19	20	24	26	30
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5	5	4	7	9	7
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84	87	82	98	117	116
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3	3	3	4	5	8
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0	1	3	2	3	4
Tribunaux administratifs	0	2	2	2	3	3	5	6	7	5
Tribunaux de commerce	-	-	7	7	7	7	10	10	11	12

Tableau II.17 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Greffiers									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cours d'appel	8	14	17	14	19	19	20	24	26	27
Bobo-Dioulasso	3	6	5	5	6	7	7	10	11	12
Ouagadougou	5	8	12	9	13	12	13	14	15	15
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0	1	3	2	3	4
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	0	1	2	1	1	2
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	1	1	2	2
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	1	4
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3	3	3	4	5	8
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	1	1	1	0	3
Koudougou*	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	2	1	1	2	2	1	1	2	4	4
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5	5	4	7	9	7
Bobo-Dioulasso	2	3	3	2	2	2	2	2	3	4
Ouagadougou	3	3	3	3	3	3	2	5	6	3
Tribunaux de commerce	-	-	7	7	7	7	10	10	11	12
Bobo-Dioulasso	-	-	1	1	1	1	2	2	2	3
Ouagadougou	-	-	6	6	6	6	8	8	9	9
Tribunaux administratifs	0	2	1	1	2	3	5	6	6	5
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	1	1	1	2	2
Ouagadougou	0	2	1	1	2	2	4	5	4	3
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84	87	82	98	117	114
Banfora	2	2	2	2	2	4	4	3	3	3
Bobo-Dioulasso	10	8	8	8	9	9	9	11	13	15
Bogandé	1	3	3	2	1	0	1	3	3	3
Boromo	3	3	1	2	2	3	3	2	3	3
Dédougou	4	3	2	3	4	3	3	4	5	4
Diébougou	-	-	1	3	3	3	2	3	2	1
Diapaga	1	2	0	2	2	3	3	2	4	5
Djibo	-	2	2	2	2	2	3	4	5	4
Dori	1	1	1	1	2	3	3	3	3	1
Fada N'gourma	3	2	2	2	2	3	3	4	5	1
Gaoua	2	2	1	4	4	3	3	3	1	3
Kaya	1	2	2	2	1	1	1	3	4	3
Kongoussi	2	2	2	2	2	2	2	2	3	2
Koudougou	4	4	4	2	3	7	4	6	7	7
Koupéla										2
Léo	1	2	2	2	2	3	3	3	3	4
Manga	1	2	2	2	1	2	0	3	3	3
Nouna	-	2	2	2	2	1	2	2	2	2
Orodara	-	2	2	2	3	3	3	4	3	3
Ouagadougou	19	18	13	16	23	19	19	20	26	31
Ouahigouya	5	4	3	3	2	2	2	3	5	3
Tenkodogo	2	3	2	3	5	4	2	5	6	6
Tougan	2	2	2	2	2	2	3	2	2	1
Yako	3	3	3	2	2	2	1	0	2	2
Ziniaré	2	3	4	2	3	3	3	3	4	4
Ensemble	85	101	101	104	120	125	127	151	179	181

Concepts

❖ **Le Secrétaire des greffes et parquets.**

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes de simple police, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- dactylographier et saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc. .

Tableau II.18 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

Secrétaires des greffes et parquets										
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	136	137	125	117	141	145	144	123	113	109
Sexe										
Hommes	89	90	77	71	89	92	91	72	65	65
Femmes	47	47	48	46	52	53	53	51	48	44
Ancienneté										
Moins de 5 ans	86	78	53	27	33	27	26	24	21	20
5 à 9 ans	14	24	43	59	67	74	63	33	30	25
10 à 14 ans	10	6	9	2	8	11	21	33	33	20
15 à 19 ans	5	5	4	1	4	4	5	5	4	7
20 à 24 ans	11	14	6	17	15	12	11	1	1	1
25 ans et plus	10	10	10	11	14	17	18	27	24	30
Position										
Chancellerie	12	11	11	9	15	12	9	13	10	8
Juridictions (y compris les hautes cours)	124	124	112	106	116	98	82	79	86	89
Disponibilité	0	0	0	1	1	0	2	0	0	1
Mise à disposition	0	2	2	1	2	1	1	1	0	6
Détachement	-	-	-	-	1	2	0	0	0	1
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	6	32	50	30	17	20

Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours										
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	124	124	112	106	116	98	82	79	86	89
Cour de cassation	2	2	2	2	0	2	3	3	3	6
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Conseil d'État	2	2	2	2	2	1	1	1	3	5
Cour des comptes	1	0	0	1	2	3	5	5	4	3
Cours d'appel	21	18	17	13	13	12	7	7	6	7
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78	64	56	53	59	58
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5	4	3	3	3	3
Juges des enfants	2	2	2	1	1	1	1	1	0	1
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4	2	0	1	2	1
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5	6	3	2	3	4
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	5	3	3	3	3	2

Source : DRH

Tableau II.19 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Secrétaires des greffes et parquets									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cours d'appel	21	18	17	13	13	12	7	7	6	5
Bobo-Dioulasso	10	10	11	8	8	7	4	4	4	4
Ouagadougou	11	8	6	5	5	5	3	3	2	1
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4	2	0	1	2	1
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	1	0	0	1	0
Ouagadougou	1	2	2	2	2	1	0	1	1	1
Juges des enfants	2	2	2	1	1	1	1	1	0	1
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0
Ouagadougou	1	1	1	0	0	0	0	0	0	1
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5	4	3	3	3	3
Bobo-Dioulasso	3	3	2	2	2	1	1	1	1	1
Koudougou*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	4	4	2	3	3	3	2	2	2	2
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	4	3	3	3	3	2
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2	1	1	0	1	1
Ouagadougou	-	-	3	2	2	2	2	3	2	1
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5	6	3	2	4	4
Bobo-Dioulasso	2	2	2	1	1	1	1	1	2	2
Ouagadougou	3	5	5	4	4	5	2	1	2	2
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78	64	56	53	59	56
Banfora	4	5	4	5	5	3	3	4	4	3
Bobo-Dioulasso	8	6	7	7	8	6	5	4	4	4
Bogandé	1	3	3	2	1	1	1	1	1	0
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Dédougou	3	2	2	0	0	0	0	1	2	3
Diébougou	-	-	1	1	1	1	1	1	2	2
Diapaga	3	3	2	1	2	2	2	2	0	1
Djibo	-	2	2	2	2	2	2	1	1	1
Dori	3	3	0	1	1	1	1	2	3	3
Fada N'gourma	2	3	2	2	3	2	2	1	2	1
Gaoua	3	3	2	1	2	2	1	1	1	1
Kaya	6	4	4	3	3	2	2	2	2	1
Kongoussi	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1
Koudougou	5	5	5	5	5	2	2	2	2	3
Koupéla										2
Léo	2	2	3	4	4	3	2	2	1	1
Manga	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Nouna	-	2	2	2	2	2	1	1	1	2
Orodara	-	2	2	2	2	2	1	1	2	1
Ouagadougou	19	18	16	16	19	19	18	14	16	13
Ouahigouya	1	0	0	1	2	2	2	2	2	3
Tenkodogo	5	5	3	3	4	3	3	2	2	2
Tougan	3	3	2	2	3	2	1	2	1	1
Yako	3	2	2	2	3	2	2	3	4	3
Ziniaré	3	2	1	3	3	3	2	2	3	3
Ensemble	118	119	107	100	110	92	73	70	76	72

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16 -2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est hiérarchisé ainsi qu'il suit :

- les inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- les contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- les assistants de sécurité pénitentiaire ;
- les agents de sécurité pénitentiaire.

Les attributions des d'inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire sont régies respectivement par les articles 13, 17 21,22 et 25 de la loi 16 /2014 AN portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire

Tableau II.20 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	744	802	1371	1472	1638	1730	1846	2030	2032
Sexe									
Hommes	670	723	1236	1311	1426	1493	1591	1730	1733
Femmes	74	79	135	161	212	237	255	300	299

Source : DRH

Tableau II.21 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	660	622	622	800	1 006	1 183	1 215	1 324	1 410	1 485
CPA de Baporo	20	20	16	20	26	33	34	37	28	24
Centre pour mineurs de Laya	8	9	12	12	16	8	9	11	10	12
CERMICOL										20
Maisons d'arrêt et de correction	632	593	594	768	964	1 142	1 172	1 276	1 372	1429
Banfora	19	17	19	28	34	40	37	39	44	46
Bobo-Dioulasso	79	65	69	88	102	126	122	136	140	141
Bogandé	15	18	17	22	26	33	35	37	40	46
Boromo	19	22	21	24	33	31	33	34	38	40
Dédougou	31	23	23	35	38	39	39	42	46	53
Diapaga	16	16	14	21	28	38	37	39	39	34
Diébougou	-	-	13	14	19	26	28	32	34	38
Djibo	10	14	13	19	23	35	29	29	28	57
Dori	18	20	22	31	37	35	35	39	39	39
Fada N'gourma	27	18	18	28	34	35	36	42	45	46
Gaoua	21	19	15	25	31	36	37	35	39	38
Kaya	23	21	27	38	41	38	41	40	46	45
Kongoussi	21	23	19	23	26	30	25	28	28	33
Koudougou	30	24	27	37	44	42	41	50	58	54
Koupéla										23
Léo	12	18	16	20	25	35	32	33	38	35
Manga	16	18	15	16	19	32	30	36	38	36
Nouna	11	11	14	15	19	32	30	31	36	37
Orodara	9	13	19	20	28	31	30	30	31	35
Ouagadougou (MACO)	160	140	119	154	214	198	290	228	231	226
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	101	127	122
Ouahigouya	27	27	26	35	40	84	43	56	51	50
Tenkodogo	29	24	23	30	38	41	44	40	51	50
Tougan	16	16	18	18	24	46	29	30	30	32
Yako	8	10	12	12	19	32	29	26	30	32
Ziniaré	15	16	15	15	22	27	40	43	45	41

❖ Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques de haut niveau, d'administration et de commandement.

❖ Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau II.22 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	40	41	65	66	66	71	95	98	102
Sexe									
Hommes	36	37	59	60	61	66	87	90	94
Femmes	4	4	6	6	5	5	8	8	8
Ancienneté									
Moins de 5 ans	31	27	20	21	19	15	18	10	38
5 à 9 ans	3	7	35	35	38	36	47	44	29
10 à 14 ans	0	0	3	3	2	13	22	29	31
15 à 20 ans	6	7	7	7	0	0	1	9	4
20 à 25 ans	-	-	-	-	7	7	7	6	38
Position									
Chancellerie	10	12	15	16	26	23	36	35	37
DSP-DGGSP	6	7	10	12	19	13	24	23	24
DAPRS-DGAP-DGPCS	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres au Ministère	4	5	5	4	7	10	10	9	10
DR GSP Ouagadougou							1	2	2
DR GSP Bobo-Dioulasso							1	1	1
ENP (encadreurs)	1	0	0	0	0	1	6	7	7
CPA de Baporo	1	1	1	1	1	1	1	1	1
CERMICOL									2
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	0	00
Maisons d'arrêt et de correction	25	21	22	26	29	28	27	31	31
Banfora	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	2	1	2	2	3	2	2	3	2
Bogandé	1	1	1	0	0	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	0	1
Diapaga	1	1	1	1	0	1	1	1	1
Diébougou	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	0	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	1	1	0	1	1	1	1
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	3	1	1	1	1
Koupéla									1
Léo	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Manga	1	0	0	1	1	1	1	1	1
Nouna	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Orodara	1	1	1	1	0	1	1	1	1
Ouagadougou (MACO)	2	1	2	3	3	3	2	3	3
Ouagadougou (PHS)					1	2	2	2	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tenkodogo	1	1	1	1	2	1	1	2	2
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	0	0	1	1	1	1	1	1
Ziniaré	1	0	0	1	0	0	0	1	1
En mission	3	7	7	7	8	16	9	13	15
Mise à disposition	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus									0
Disponibilité	0	0	1	1	1	1	0	0	0
Détachement					1	0	1	1	2
ENP/ENGSP (1 ^è , 2 ^è , 3 ^è année prof.)	0	0	19	15	0	0	15	10	9

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.23 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	91	123	173	173	173	186	232	242	250
Sexe									
Hommes	87	112	160	160	160	172	214	221	226
Femmes	4	11	13	13	13	14	18	21	24
Ancienneté									
Moins de 5 ans	48	43	40	39	31	15	24	10	115
5 à 9 ans	16	40	51	52	66	46	61	73	115
10 à 14 ans	0	0	34	34	28	77	89	78	18
15 à 20 ans	27	40	48	48	0	0	10	33	
20 à 25 ans	0	0	0	0	48	48	48	48	2
Position									
Chancellerie	12	26	29	25	27	41	63	60	51
DSP-DGGSP	8	19	22	21	23	30	44	44	30
DAPRS-DGAP-DGPCS	4	5	5	3	3	2	1	1	2
Autres au Ministère	0	2	2	1	1	9	3	5	5
DR GSP Ouagadougou							7	6	7
DR GSP Bobo-Dioulasso							8	4	7
ENP/ENGSP (encadreurs)	1	2	2	2	3	3	8	9	13
CPA de Baporo	3	3	3	3	4	5	5	4	3
Centre pour mineurs de Laye	1	1	1	0	0	1	1	1	1
CERMICOL									3
Maisons d'arrêt et de correction	65	71	72	76	93	86	91	119	138
Banfora	3	3	3	3	3	3	2	4	6
Bobo-Dioulasso	3	4	5	4	6	3	6	9	8
Bogandé	3	3	3	4	4	2	3	3	5
Boromo	3	3	3	4	4	5	4	4	5
Dédougou	3	3	3	3	3	3	3	3	5
Diapaga	3	3	3	3	2	3	3	3	3
Diébougou	-	3	3	3	3	3	3	4	5
Djibo	2	3	3	3	3	3	3	3	4
Dori	3	4	4	3	4	3	3	3	3
Fada N'gourma	3	2	2	3	4	3	4	5	5
Gaoua	3	3	3	3	4	3	3	4	3
Kaya	3	3	3	3	3	3	3	4	5
Kongoussi	3	2	2	3	3	3	3	3	6
Koudougou	3	3	3	3	3	3	4	6	7
Koupéla									5
Léo	3	2	2	2	3	4	4	5	5
Manga	3	3	3	3	3	3	3	5	7
Nouna	2	2	2	3	3	3	3	4	4
Orodara	2	2	2	3	3	3	3	4	4
Ouagadougou (MACO)	3	6	6	5	11	11	9	14	12
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	3	3	5	7	7
Ouahigouya	3	1	2	3	4	3	3	4	5
Tenkodogo	3	2	2	3	4	3	3	5	5
Tougan	3	4	3	3	4	3	3	3	3
Yako	2	5	5	3	3	3	4	4	5
Ziniaré	3	2	2	3	3	4	4	6	6
En mission	9	20	20	32	29	28	11	11	8
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	
Suspendus						1	1	1	1
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	0	0	
Détachement	-	-	-	-	2	0	2	2	2
ENP/ENGSP (1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} années prof.)	-	-	46	35	15	19	50	35	30

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.24 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	147	493	1 028	1 130	1 255	1 371	1 509	1 680	1 660
Sexe									
Hommes	137	446	924	1000	1076	1 165	1280	1409	1392
Femmes	10	47	104	130	179	206	229	271	268
Ancienneté									
Moins de 5 ans	25	302	599	697	695	790	649	558	544
5 à 9 ans	62	135	307	310	435	381	595	778	1073
10 à 14 ans	2	2	62	62	67	144	205	237	40
15 à 20 ans	58	54	60	61	0	0	5	55	
21 à 25 ans	0	0	0	0	58	56	55	52	3
Position									
Chancellerie	21	66	93	106	137	199	229	281	284
DSP-DGGSP	14	46	74	93	116	169	200	228	236
DAPRS-DGAP-DGPCS	2	7	7	5	3	4	5	5	07
Autres au Ministère	5	13	12	8	18	26	24	29	25
DR GSP Ouagadougou							7	11	8
DR GSP Bobo-Dioulasso							1	8	6
ENP/ENGSP (encadreurs)	5	5	6	8	10	11	20	29	31
CPA de Baporo	3	9	13	22	27	28	31	23	20
Centre pour mineurs de Laye	4	7	7	13	7	8	10	9	11
CERMICOLE									
Maisons d'arrêt et de correction	111	387	546	781	1 024	1 086	1 152	1 218	1 257
Banfara	4	14	23	27	34	33	36	39	40
Bobo-Dioulasso	14	54	71	89	112	117	128	128	130
Bogandé	3	8	13	18	28	32	33	36	40
Boromo	5	14	17	27	24	27	29	33	34
Dédougou	3	15	27	33	35	34	37	43	47
Diapaga	3	7	14	23	36	33	35	35	30
Diébougou	-	8	9	14	22	24	28	29	32
Djibo	4	7	13	18	30	25	25	24	52
Dori	4	12	21	31	27	29	33	33	35
Fada N'gourma	2	11	21	25	28	32	37	38	40
Gaoua	3	9	17	22	30	33	31	34	34
Kaya	4	20	31	31	34	37	36	41	39
Kongoussi	4	9	13	17	25	21	24	24	26
Koudougou	4	19	29	35	35	37	45	51	46
Koupéla									17
Léo	4	9	13	22	31	27	28	32	29
Manga	6	9	10	12	26	26	32	32	28
Nouna	2	6	7	12	27	26	27	31	32
Orodara	2	9	10	23	28	26	26	26	30
Ouagadougou (MACO)	24	93	128	193	176	189	215	213	211
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	80	80	94	118	113
Ouahigouya	6	17	25	31	35	73	52	46	44
Tenkodogo	3	12	8	29	38	40	36	44	42
Tougan	3	10	11	18	26	25	26	26	27
Yako	2	3	3	14	22	25	21	25	26
Ziniaré	2	12	12	17	35	35	38	37	33
En mission	1	18	19	21	13	62	6	12	31
Mise à disposition	1	0	0	0	0	0	2	2	1
Disponibilité	1	1	0	1	1	0	0	1	4
Détachement	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Suspendus						4	7	7	7
ENP/ ENGSP (1 ^è , 2 ^è , année prof.)	-	-	344	178	40	50	44	98	0

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.25 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	466	145	105	103	144	102	10	10	8
Sexe									
Hommes	410	128	93	91	129	90	10	10	8
Femmes	56	17	12	12	15	12	0	0	0
Ancienneté									
Moins de 5 ans	381	134	93	90	52	0	0	0	0
5 à 9 ans	73	5	5	5	84	93	2	2	1
10 à 14 ans	0	1	2	3	3	4	2	2	1
15 à 20 ans	12	5	5	5	0	0	1	1	2
21 à 25 ans	0	0	0	0	5	5	5	5	4
Position									
Chancellerie	54	20	20	18	10	2	2	2	3
DSP-DGGSP	48	16	16	12	8	1	1	2	3
DAPRS-DGAP-DGPCS	1	1	1	1	1	1	1	0	0
Autres au Ministère	5	3	3	5	1	0	0	0	0
DR GSP Ouagadougou						0	0	0	0
DR GSP Bobo-Dioulasso						0	0	1	0
ENP/ENGSP (encadreurs)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	13	3	3	0	1	0	0	0	0
Centre pour mineurs de Laya	4	4	4	3	1	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	271	116	128	81	39	6	6	4	4
Banfora	9	1	1	3	2	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	46	10	10	7	5	0	0	0	1
Bogandé	11	5	5	4	1	0	0	0	0
Boromo	13	3	3	1	1	0	0	0	0
Dédougou	16	4	4	1	0	1	1	0	0
Diapaga	9	3	3	1	0	0	0	0	0
Diébougou	-	1	1	1	0	0	0	0	0
Djibo	7	2	2	1	1	0	0	0	0
Dori	12	6	6	2	3	2	2	2	0
Fada N'gourma	12	4	4	5	2	0	0	0	0
Gaoua	12	2	4	5	1	0	0	0	0
Kaya	13	3	3	6	1	0	0	0	0
Kongoussi	15	7	7	5	1	0	0	0	0
Koudougou	16	4	4	4	1	0	0	0	0
Léo	10	4	4	0	0	0	0	0	0
Manga	8	3	3	3	2	0	0	0	0
Nouna	6	5	5	3	0	0	0	0	0
Orodara	8	7	7	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	111	19	18	14	7	2	2	1	1
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouahigouya	17	7	7	6	1	0	0	0	0
Tenkodogo	17	8	19	5	3	0	0	0	1
Tougan	9	3	3	2	1	0	0	0	0
Yako	5	4	4	0	2	0	0	0	0
Ziniaré	10	1	1	1	1	1	1	1	1
En mission	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Mise à disposition	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	1	1	1	0	0	1	0
Détachement	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Suspendus						2	2	2	1
ENP (1 ^è , 2 ^è , 3 ^è année prof.)	-	-	-	-	92	92	0	0	0

Source : Direction des ressources humaines/DGGSP

Tableau II.26 : Personnel des droits humains par sexe et par position en 2016

	Conseillers en droits humains	Attachés en droits humains
Ensemble	105	100
Sexe		
Hommes	74	75
Femmes	31	25
Ancienneté		
Moins de 5 ans	27	44
5 à 9 ans	42	35
10 à 14 ans	0	0
15 à 19 ans	2	0
20 à 24 ans	2	1
25 ans et plus	1	2
Position		
Chancellerie	60	59
Directions régionales		
	Conseillers en droits humains	Attachés en droits humains
Boucle du Mouhoun	3	2
Cascades	4	3
Hauts Bassins	4	7
Centre-Est	4	5
Centre-Nord	6	3
Centre-Ouest	3	3
Centre-Sud	3	2
Est	4	3
Nord	3	6
Plateau-Central	3	2
Sud-Ouest	4	3
Sahel	4	2
Total	45	41
Disponibilité	0	0
Mis à disposition	0	0
Détachement	0	0
Stage	0	0
Mission onusienne	0	0

Tableau II.27 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon par sexe

	2012	2013	2014	2015	2016
Hommes	131	140	167	184	175
Femmes	45	48	49	68	72

Source : DRH du ministère de la justice (les données de 2015 sont celles du Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains).

Tableau II.28 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe

	Femmes					Hommes				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	45	48	49	68	72	131	140	167	184	175
Administrateurs des services financiers	0	0	0	0	0	4	5	6	5	6
Adjoints administratifs	1	1	1	2	1	2	1	1	2	2
Adjoints de secrétariat	2	3	4	7	7	1	1	2	3	6
Adjoints des services financiers	1	1	1	1	0	1	1	0	1	0
Adjoint social	0	0	0	0	0	0	0	3	3	0
Adjoints techniques de la statistique	0	0	0	0	0	1	1	1	2	2
Administrateurs civils	2	2	1	0	1	0	0	0	0	0
Administrateurs des Affaires sociales	0	1	1	1	1	24	1	1	1	1
Agent itinérant de santé				0	0			2	2	0
Agent spécialisé en GRH	0	0	0	1	1	1	1	2	0	0
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agents de bureau	8	8	7	8	9	2	2	3	4	4
Agents de liaison	7	7	8	6	11	8	7	14	14	22
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	0	2	1	1	1	2
Assistants de police	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Assistants des Aff. Economiques	0	0	0	1	1	5	4	5	3	4
Assistants en GRH	0	0	1	3	3	1	0	0	4	6
Attachés administratifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Attachés des affaires sociales	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Attachés d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	12	10	9	10	1
attachés d'intendance scolaire et universitaire	0	0	0	1	1	1	1	1	4	4
Chauffeurs	0	0	0	1	1	24	23	27	30	40
Comptables	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Conseillers en science et tech.de l'info	0	0	0	1	0	1	1	1	1	1
Conseillers des Aff. économiques	1	1	1	1	1	4	4	3	5	4
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Conseillers en GRH	0	0	1	2	1	2	3	4	5	8
Conseillers en relation publique	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Conseiller d'administ. scolaire et universit.	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3
Conseillers d'intendance scol. et universitaire	0	0	0	2	2	1	1	1	2	2
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	0	0	4	3	2	2	6
Contrôleurs du trésor	0	0	0	0	0	1	1	1	1	2
Economistes	0	0	0	1	1	0	0	0	1	1
Educateurs sociaux	7	7	5	6	1	17	19	19	18	2
Informaticiens	0	0	0	0	0	0	0	2	2	3
Infirmier breveté	0	0	0	0	0	0	16	16	16	0
Infirmier d'état	0	0	0	0	0	0	8	8	8	0
Inspecteurs d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1
Inspecteurs du trésor	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Interprètes	5	8	8	1	8	10	19	24	14	27
Juristes	0	0	0	0	1	0	0	0	1	1
Moniteur d'éducation spécialisé	0	1	1	1	0	0	4	4	4	0
Maitre-assistant en droit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reprographes	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Secrétaires	2	2	3	8	8	0	0	0	0	0
Secrétaires dactylo	3	2	2	2	0	0	0	0	0	0
Secrétaires de Direction	0	0	1	5	7	0	0	0	0	0
Secrétaires sténo dactylo	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologues	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Standardistes	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Archivistes	0	0	0	0	0	0	1	0	1	3
Aide social	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Gardien	0	0	0	0	0	0	0	0	9	9

Concepts

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique travaille également en collaboration avec d'autres auxiliaires de justice que sont : les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régis par le règlement N°5/ CM/ UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi 16 – 2000/AN du 23 mai 2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier, régi par l'ordonnance 92 – 53 du 21 octobre 1992, est un officier ministériel nommé par le Ministre de la justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence, et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par l'ordonnance 92 – 53 du 21 octobre 1992 est un officier public à qui l'Etat cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'Etat en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'Etat à mieux percevoir les impôts.

Tableau II.29 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position

	Huissiers de justice								Avocats (Année judiciaire)							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	30	34	33	33	29	29	27	27	139	139	157	156	168	164	174	181
Sexe																
Hommes	26	28	27	27	24	24	22	22	111	111	126	125	135	132	139	146
Femmes	4	6	6	6	5	5	5	5	28	28	31	31	33	32	35	35
Ancienneté																
Moins de 5 ans	0	5	5	5	5	0	0	0	39	26	26	28	31	31	38	44
5 à 9 ans	0	0	0	0	0	5	5	5	15	28	29	32	38	38	23	23
10 à 14 ans	16	13	12	12	0	0	0	0	57	35	18	19	16	15	21	20
15 à 19 ans	14	15	15	15	13	14	13	13	17	38	68	61	57	54	31	32
20 à 24 ans	0	0	0	0	11	10	9	9	5	5	7	7	16	16	50	51
25 ans et plus	0	1	1	1	0	0	0	0	6	7	9	9	10	10	11	11
Position																
Bobo-Dioulasso	6	7	7	7	6	6	5	5	13	13	13	13	13	13	10	10
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	19	21	20	20	18	18	17	17	126	126	144	143	155	151	164	171
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada	-	1	1	1	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso ; Tableaux de l'Ordre des avocats de années judiciaires.

Tableau II.30 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	09	08	08	13	13	13	17	17	18	18
Sexe										
Hommes	6	5	5	9	9	9	10	10	10	10
Femmes	3	3	3	4	4	4	7	7	8	8
Ancienneté										
Moins de 5 ans	0	0	0	5	5	5	9	4	5	5
5 à 9 ans	1	1	1	1	1	1	0	5	5	5
10 à 14 ans	8	7	7	7	7	7	1	1	1	1
14 et plus							7	7	7	7
Position										
Bobo-Dioulasso	2	2	2	4	4	4	3	3	3	3
Ouagadougou	7	6	6	9	9	9	14	14	15	15

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1 Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audiencier.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

Irrecevabilité : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plunitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plunitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. La Cour de cassation se compose :

- du premier président ;
- des présidents de chambre ;
- des conseillers
- du procureur général ;
- du premier avocat général ;
- d'avocats généraux
- du greffier en chef ;
- des greffiers de chambre.

Elle comprend quatre chambres :

- une chambre civile ;
- une chambre commerciale ;
- une chambre sociale ;
- une chambre criminelle.

Auxquelles, il faut ajouter conformément aux articles 15 et 16 de la loi 013, une chambre mixte et des chambres réunies. En outre, la Cour de cassation comprend un parquet général et un greffe central

Tableau III.1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	170	155	183	158	169	206	236	225	167	231
Chambre civile	59	57	59	56	60	75	82	77	53	64
Chambre commerciale	25	30	23	22	26	37	36	29	29	28
Chambre sociale	44	38	53	46	34	54	57	61	33	49
Chambre criminelle	18	19	27	8	33	15	22	24	30	50
Chambre mixte et Chambres réunies	6	0	0	2	2	1	3	5	0	4
Juridiction du 1er Président	18	11	21	24	14	24	36	29	22	36

Nature de la décision rendue	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	161	132	145	122	102	159	152	138	108	161
Avant dire droit	0	0	11	16	2	2	4	0	1	0
Cassation	26	21	21	14	15	17	13	15	19	14
<i>dont annulation et renvoi</i>	15	12	11	7	10	13	11	8	9	11
Rejet	73	49	21	30	34	46	49	41	17	37
Incompétence	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4	5	10	5
Irrecevabilité	47	44	69	52	27	64	72	58	45	90
Désistement	4	11	3	5	3	14	8	7	5	7
Autres décisions	11	7	20	5	21	16	2	12	21	8

Décisions rédigées	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	124	115	117	100	108	130	125	105	117	106

Tableau III.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation

		moins de 6 mois	6 mois à moins d'un an	1 an à moins 2 ans	2 ans à moins 3 ans	3 ans à moins 4 ans	4 ans à moins 5 ans	5 ans et plus	total
Ensemble	2014	6	0	22	6	24	11	54	123
	2015	13	2	8	8	5	10	47	93
	2016	11	2	9	10	12	9	108	161
Chambre civile	2014	0	0	3	4	13	2	14	36
	2015	0	0	2	5	4	7	35	53
	2016	4	0	4	8	3	5	34	58
Chambre commerciale	2014	0	0	0	1	7	5	21	34
	2015	0	0	2	0	1	1	0	4
	2016	0	2	1	2	6	2	18	31
Chambre sociale	2014	0	0	18	1	4	4	19	46
	2015	0	0	0	2	0	2	5	9
	2016	0	0	0	0	3	0	51	54
Chambre criminelle	2014	6	0	1	0	0	0	0	7
	2015	13	2	4	1	0	0	3	23
	2016	7	0	4	0	0	2	4	17
Chambres mixtes et Chambres réunies	2014	0	0	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	4	4
	2016	0	0	0	0	0	0	1	1

Nb : les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

Tableau III.3 : Affaires nouvelles du parquet général de la Cour de cassation

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	163	119	113	65	133	147	139	115	141	225
Chambre civile	53	51	56	23	57	72	58	61	63	88
Chambre commerciale	31	14	31	13	19	25	29	9	12	32
Chambre sociale	45	18	12	12	38	37	41	38	17	75
Chambre criminelle	34	32	14	16	18	10	10	6	47	29
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	4	0	1	1	3	1	1	2	1

Tableau III.4 : Conclusions rendues par le parquet général de la Cour de cassation

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	154	146	113	76	133	137	128	96	57	179
Chambre civile	40	43	52	28	57	58	43	57	22	87
Chambre commerciale	36	27	19	18	19	19	26	14	12	23
Chambre sociale	28	32	14	11	38	47	47	19	9	57
Chambre criminelle	46	41	23	19	18	10	11	6	13	11
Chambres mixtes et Chambres réunies	4	3	5	0	1	3	1	0	1	1

III.2 Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation.

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmité : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisine directe : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Sources statistiques

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plunitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau III.5 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Juridiction d'origine										
Tribunal de grande instance/Tribunal de commerce	731	889	961	615	542	939	1 190	819	892	862
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	304
Tribunal du travail	199	252	230	230	281	67	181	319	319	401
Tribunal d'instance	27	25	30	42	37	45	69	31	19	39
Saisine directe	7	34	54	110	30	56	172	38	35	35
Ensemble	964	1 200	1 275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641
Décisions rendues selon la compétence	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Chambres civile et commerciale	233	263	267	365	327	345	398	334	191	389
Chambre sociale	214	154	250	194	178	278	285	339	206	298
Chambre correctionnelle	155	110	128	145	172	273	278	400	207	314
Juridiction du 1 ^{er} Président	205	215	218	240	199	287	272	274	267	353
<i>Référés</i>	172	188	193	221	178	267	244	260	259	333
<i>Contestations d'honoraire</i>	16	7	10	5	7	8	4	6	7	14
<i>Ordonnances de taxation</i>	10	13	14	14	13	6	15	3	0	0
<i>Sentences arbitrales</i>	7	7	1	0	1	6	9	5	1	6
Ensemble	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372
Nature de la décision rendue	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372
Avant dire droit	23	16	23	22	56	87	115	156	69	46
Décisions sur le fond	566	525	633	744	589	821	826	915	629	1 019
<i>Confirmations</i>	339	310	444	448	390	554	564	589	401	614
<i>Infirmations</i>	227	215	189	296	199	267	262	326	228	405
<i>Reformations</i>	122	109	121	173	155	175	192	250	177	238
<i>Annulations</i>	39	39	68	45	44	92	70	76	39	167
<i>Autres</i>	66	67	0	78	0	0	0	0	12	0
Autres décisions	199	192	169	174	228	270	273	276	168	285
<i>Désistement</i>	62	54	50	62	83	104	96	64	84	124
<i>Incompétence</i>	0	0	5	0	2	17	10	9	16	14
<i>Irrecevabilité</i>	60	63	42	59	59	89	115	103	53	105
<i>Autres décisions</i>	77	75	77	53	86	77	62	100	31	42
Radiations	19	9	38	4	3	5	19	9	5	22
Décisions rédigées	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	573	480	717	588	543	910	983	851	846	1 096

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre d'accusation : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau III.6 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	964	1 200	1 275	997	890	1107	1612	1207	1265	1641
Bobo-Dioulasso	332	445	425	345	243	349	513	274	414	340
Ouagadougou	632	755	850	652	647	758	1099	933	851	1301

Tableau III.7 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel

	2007	2008	2009	2010*	2011*	2012*	2013*	2014*	2015*	2016
Ensemble	731	889	961	615	542	939	1190	819	892	862
Bobo-Dioulasso	254	347	327	241	158	273	334	200	320	170
Ouagadougou	477	542	634	374	384	666	856	619	572	692

*Les données de 2010 à 2015 contiennent les affaires provenant des TC

Tableau III.8 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 235	871	1372
Bobo-Dioulasso	363	292	280	292	282	374	282	216	113	290
Ouagadougou	444	450	583	652	594	809	951	1 019	758	1082

Tableau III.9 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	566	525	633	744	589	821	826	842	629	1019
Bobo-Dioulasso	232	211	188	217	188	258	180	169	85	179
Ouagadougou	334	314	445	527	401	563	646	673	544	840

Tableau III.10 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	205	215	218	240	199	287	272	274	267	353
Bobo-Dioulasso	120	75	65	97	78	93	70	49	80	106
Ouagadougou	85	140	153	143	121	194	202	225	187	247

Tableau III.11 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	573	480	717	588	543	910	983	851	846	1096
Bobo-Dioulasso	281	204	221	135	150	202	116	70	169	324
Ouagadougou	292	276	496	453	393	708	867	781	677	772

Tableau III.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Contraventions	1	12	2	1	4	4	5	49	2	14
Délits	105	192	181	115	143	226	315	242	392	332
Crimes	247	322	410	255	383	355	314	143	245	146
Ensemble	353	526	593	371	530	585	634	434	639	492

Tableau III.13 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	353	526	593	371	530	585	634	434	639	492
Tribunal de grande instance	353	518	591	370	526	581	629	428	639	491
Tribunal d'instance	0	8	2	1	4	4	5	6	0	1

Tableau III.14 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	353	526	593	371	530	585	634	434	639	719
Bobo-Dioulasso	197	255	350	183	228	278	293	79	201	99
Ouagadougou	156	271	243	188	302	307	341	355	438	620

Tableau III.15 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	247	322	410	255	383	355	314	143	245	146
Bobo-Dioulasso	142	129	252	152	159	168	168	nd	134	11
Ouagadougou	105	193	158	103	224	187	146	143	111	135

Tableau III.16 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	338	377	396	588	642	519	938	434	639	492
Chambres correctionnelles	106	128	177	166	240	228	363	293	394	346
Chambres d'accusation	232	249	219	422	402	291	575	141	245	146

Tableau III.17 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	185	234	188	260	153	168	205	222	110	399
Avant dire droit	24	57	39	50	17	36	35	3	0	2
Renvoi en chambre criminelle	155	163	129	183	126	97	94	129	60	239
Renvoi en chambre correctionnelle	1	5	0	8	6	5	1	1	2	0
Non-lieu				3	1	3	5	3	3	1
Autres décisions	5	9	20	16	3	27	70	86	45	157

Tableau III.18 : Décisions rendues par chambre d'accusation

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	185	234	188	260	153	168	205	222	110	399
Bobo-Dioulasso	86	101	84	121	72	87	91	175	67	120
Ouagadougou	99	133	104	139	81	81	114	47	43	279

Tableau III.19 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	55	111	414	201	167	123	99	54	39	52
Contradictoire	12	59	205	72	51	36	37	23	23	17
Contumace	36	36	184	92	82	82	62	29	16	35
Autres décisions	7	16	25	37	34	5	0	2	0	0

Tableau III.20 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	55	111	414	201	167	123	99	54	39	52
Bobo-Dioulasso	31	69	238	120	47	8	99	35	21	52
Ouagadougou	24	42	176	81	120	115	0	19	18	0

Tableau III.21 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

		Moins de 6 mois	6mois à 1 an	1an à moins de 2ans	2ans et plus	Total
Ensemble	2013	158	315	276	138	887
	2014	237	259	286	109	891
	2015	399	109	55	41	604
	2016	249	288	256	244	1037
Civiles	2013	78	78	72	58	286
	2014	50	67	69	42	228
	2015	114	36	0	3	153
	2016	79	76	77	78	310
Commerciales	2013	0	35	43	30	108
	2014	10	26	16	18	70
	2015	28	5	2	3	38
	2016	6	17	34	32	89
Sociales	2013	24	109	122	33	288
	2014	12	88	161	17	278
	2015	111	40	36	19	206
	2016	30	83	77	73	263
Correctionnelles	2013	56	93	39	17	205
	2014	165	78	40	32	315
	2015	146	28	17	16	207
	2016	134	112	68	61	375

III.3 Tribunaux de grande instance

III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

III.3.1.1 Activités des chambres civiles et commerciales

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances suscitées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.

Tableau III.22 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires civiles et commerciales	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901
<i>dont divorce</i>						357	125	314	312	400
Référés	679	704	861	1 088	693	791	764	795	643	838
Ensemble	4 209	4 639	6 014	7 582	7 440	7 629	9 918	10 423	9 857	13 739

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Injonctions de payer	829	846	491	887	166	261	260	309	463	251
Saisie des biens	327	435	131	858	746	269	520	555	302	113
Familiales	8660	7590	5 874	7819	6210	5864	8095	7528	7797	7195
Etat civil	3 424	4 860	4 297	6 296	8 521	11 164	10 478	13 974	11 140	13 817
Autres	1 168	2 260	1 048	2 293	2 034	3 715	3 524	3 234	2 662	4 442
Ensemble	14 408	15 991	11 841	18 153	17 677	21 273	22 877	25 602	22 364	25 818

Tableau III.23 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901
Banfora	31	93	91	74	141	34	196	212	204	318
Bobo-Dioulasso	397	317	615	1 009	811	904	1 215	1 086	785	1 256
Bogandé	23	42	58	76	64	67	62	68	115	118
Boromo	42	80	0	124	133	134	180	149	177	337
Dédougou	126	121	117	150	151	159	182	208	184	191
Diapaga	27	31	36	117	76	121	79	54	87	76
Diébougou	-	-	-	107	111	215	211	355	299	237
Djibo	-	-	55	113	78	70	88	102	121	191
Dori	52	86	135	175	182	144	158	201	263	223
Fada N'gourma	81	86	95	177	159	220	219	295	503	519
Gaoua	83	77	131	170	134	137	138	203	214	371
Kaya	209	182	205	291	274	260	291	356	309	336
Kongoussi	108	90	95	169	90	81	89	73	98	195
Koudougou	213	219	352	696	523	1 325	1 349	1 091	992	1 072
Koupéla										49
Léo	-	28	116	172	134	153	119	149	99	168
Manga	101	194	222	350	369	315	245	280	323	287
Nouna	-	-	23	74	73	87	87	127	123	127
Orodara	-	-	19	78	66	111	91	72	85	212
Ouagadougou	1 385	1 549	2 009	1 082	2 010	1 031	2 735	2 763	2 529	4 160
Ouahigouya	78	92	122	158	172	154	173	205	278	242
Tenkodogo	251	290	261	374	398	493	507	705	634	874
Tougan	40	97	78	141	145	115	115	154	153	340
Yako	109	95	124	275	215	295	265	345	298	456
Ziniaré	174	166	194	342	238	213	360	375	341	546

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

Chambre civile : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau III.24 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	14 408	15 991	11 837	18 153	17 677	21 273	22877	25 602	22 364	25 818
Banfora	196	377	296	516	434	508	733	624	1079	1510
Bobo-Dioulasso	2 816	2 870	1 740	2 004	1 911	2 204	2199	2 381	2526	3368
Bogandé	91	200	112	138	212	183	303	215	241	239
Boromo	163	152	262	337	478	390	324	314	311	515
Dédougou	412	830	410	429	462	511	712	672	602	712
Diapaga	92	140	172	200	217	145	233	152	155	118
Diébougou	-	-	-	299	230	589	438	239	510	374
Djibo	-	-	44	64	53	145	205	217	266	119
Dori	160	85	140	139	230	183	311	116	95	97
Fada N'gourma	214	223	539	303	479	661	701	807	454	393
Gaoua	336	375	454	330	401	484	238	442	694	407
Kaya	182	280	385	319	500	612	367	316	432	1293
Kongoussi	103	211	182	211	221	256	328	307	378	256
Koudougou	456	487	707	570	1227	1845	521	2 145	1340	1295
Koupéla										75
Léo	-	61	215	107	96	266	383	570	401	688
Manga	95	190	246	250	626	285	330	801	943	716
Nouna	-	-	71	140	163	192	191	188	212	194
Orodara	-	-	62	101	202	254	159	204	273	296
Ouagadougou	7 427	7 703	3 212	9 225	7 011	8 383	11902	11 473	8060	8951
Ouahigouya	379	413	548	494	472	910	513	867	1266	1465
Tenkodogo	635	792	1055	876	794	1225	325	1 215	847	944
Tougan	408	259	376	371	479	250	497	671	517	689
Yako	111	170	193	467	423	508	295	319	449	527
Ziniaré	132	173	416	263	356	284	669	347	313	577

Tableau III.25 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	829	846	491	887	166	261	260	351	463	251
Banfora	8	11	14	5	2	38	4	19	14	5
Bobo-Dioulasso	134	115	141	241	25	33	34	70	19	0
Bogandé	0	0	0	2	0	0	0	0	1	0
Boromo	2	0	8	1	6	23	33	19	0	10
Dédougou	5	13	2	12	4	5	5	0	2	4
Diapaga	0	0	1	0	0	0	0	0	6	2
Diébougou	-	-	-	1	2	0	0	0	1	3
Djibo	-	-	3	1	2	2	1	15	0	0
Dori	4	1	25	23	0	1	2	9	14	13
Fada N'gourma	5	4	3	2	0	0	0	0	1	0
Gaoua	5	0	1	1	0	1	1	2	0	2
Kaya	7	5	4	29	9	7	9	2	0	0
Kongoussi	5	5	1	2	0	3	8	0	0	2
Koudougou	7	18	11	23	7	3	2	45	18	39
Koupéla										1
Léo	-	1	1	0	0	0	1	0	4	0
Manga	0	12	0	13	12	2	2	1	11	0
Nouna	-	-	0	3	0	0	0	0	0	1
Orodara	-	-	2	13	1	0	0	3	16	5
Ouagadougou	636	629	248	491	87	125	138	147	344	138
Ouahigouya	6	12	15	10	8	12	15	10	7	17
Tenkodogo	0	18	10	13	0	0	2	3	1	4
Tougan	2	0	0	0	1	1	1	5	2	0
Yako	1	1	0	1	0	2	0	0	2	0
Ziniaré	2	1	1	0	0	3	2	1	0	5

Concepts

Acceptation : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III.26 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance

Décisions rendues	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2 016
Affaires civiles	2956	3363	4179	4968	5715	5 713	7 852	8 287	7 027	10 062
<i>dont divorce</i>	-	-	-	-	-	312	315	339	248	400
Affaires commerciales	187	279	388	252	26	5	17	6	9	20
Référés	554	621	684	774	609	631	706	622	517	736
Ensemble	3697	4 263	5 251	5 994	6 350	6 349	8 575	8 915	7 553	10 818

Ordonnances rendues	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Injonctions de payer	829	576	434	573	65	157	232	240	202	65
Saisie des biens	273	312	120	460	338	306	339	261	294	48
Familiales	9108	8237	5507	6376	5144	6298	5218	5 499	5314	5592
Etat civil	1898	2633	2682	2794	3194	3664	3946	6 051	5161	8360
Autres	1240	2443	1041	1914	2330	1645	1019	1 197	2498	7012
Ensemble	13 348	14 201	9 784	12 117	11 071	12 070	10 754	13 248	13 469	21 077

Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3 777	4 308	5314	6 108	6608	6 351	8 575	8 915	7 553	10 807
Avant dire droit	83	75	101	96	86	65	75	126	111	97
Décisions sur le fond	3 403	3 920	4 751	5 499	5 917	5 618	7 459	8 141	7 029	10333
<i>Acceptation</i>	3090	3605	4239	5082	5620	5273	6938	7724	6669	9736
<i>Rejet</i>	313	315	512	417	297	345	521	418	360	597
Autres décisions	291	313	462	513	605	668	1041	648	302	377
<i>Incompétence</i>	103	124	231	156	179	187	231	166	157	214
<i>Jonction</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	0	
<i>Irrecevabilité</i>	66	97	113	138	96	93	76	98	88	84
<i>Désistement</i>	42	47	55	108	72	64	51	79	57	79
Radiations	80	45	63	111	258	324	683	305	111	637

Opposition aux décisions rendues	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires civiles	148	50	ND	9	14	2	12	13	11	17
Affaires commerciales	68	144	ND	36	0	0	1	0	0	0
Ensemble	216	194	ND	45	14	2	13	13	11	17

Type de décisions*	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Contradictoire	3400	4201	5120	5725	6245	5919	7692	8 310	7 214	10634
Réputé contradictoire	80	32	72	220	39	45	55	80	47	100
Par défaut	217	30	59	49	66	61	145	220	181	84
Ensemble	3697	4263	5251	5 994	6350	6 025	7 892	8 610	7 442	10 818

Décisions rédigées (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	2 934	2 507	3 644	5 328	5 891	5 517	5 540	6 248	6 498	8 345

* A partir de 2007, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prennent pas en compte les radiations.

Tableau III.27 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3 694	4 233	5213	6012	6 521	6286	8500	8 789	7442	11 347
Banfora	52	98	129	140	131	126	205	200	211	279
Bobo-Dioulasso	559	586	697	1006	812	941	1072	1 044	540	1 210
Bogandé	21	35	63	79	58	71	60	66	106	120
Boromo	38	83	65	125	117	112	175	149	156	298
Dédougou	131	112	97	131	143	154	176	173	139	200
Diapaga	26	28	30	95	77	110	67	41	72	68
Diébougou	-	-	-	77	115	165	170	205	172	311
Djibo	-	-	34	122	84	64	78	90	116	191
Dori	49	68	107	138	147	128	122	165	145	144
Fada N'gourma	78	84	103	170	142	194	184	233	373	451
Gaoua	95	84	113	179	141	136	145	204	224	354
Kaya	189	172	194	264	265	267	299	352	306	313
Kongoussi	111	86	85	172	83	71	83	74	67	205
Koudougou	234	262	301	466	680	1115	1287	1 140	703	993
Koupéla										38
Léo	-	23	109	167	126	168	95	124	78	142
Manga	103	154	189	274	247	275	285	258	325	286
Nouna	-	-	15	71	74	68	71	133	88	112
Orodara	-	-	16	58	64	91	99	56	69	160
Ouagadougou	1 404	1 669	2109	1264	1976	927	2610	2 567	2098	3 385
Ouahigouya	81	97	119	12	140	162	152	219	264	209
Tenkodogo	211	250	251	319	288	420	470	500	488	599
Tougan	35	86	76	140	122	79	82	119	125	346
Yako	106	90	125	235	231	256	236	322	279	442
Ziniaré	171	166	186	308	258	186	277	355	298	491

Tableau III.28 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3 403	3 920	4751	5 499	5 916	5618	7459	8378	7014	9890
Banfora	50	94	117	134	128	120	198	177	203	260
Bobo-Dioulasso	449	524	620	910	631	826	1000	1 206	487	1065
Bogandé	20	33	62	79	57	70	59	65	106	118
Boromo	37	83	59	123	113	102	173	147	153	265
Dédougou	124	108	89	127	135	141	173	171	137	166
Diapaga	26	28	29	92	70	89	67	41	67	66
Diébougou	-	-	-	77	112	158	167	198	166	221
Djibo	-	-	33	121	84	63	78	90	112	183
Dori	48	66	106	131	145	126	117	155	139	139
Fada N'gourma	75	83	102	164	136	190	179	227	352	446
Gaoua	93	81	112	178	122	135	141	200	221	346
Kaya	182	156	188	261	265	252	293	332	297	294
Kongoussi	97	84	80	171	82	67	79	70	64	193
Koudougou	228	245	282	426	511	890	791	869	640	895
Koupéla										38
Léo	-	21	101	155	112	149	89	123	75	125
Manga	99	154	181	260	229	261	282	257	316	283
Nouna	-	-	15	64	67	65	65	127	84	111
Orodara	-	-	15	57	56	85	91	45	63	150
Ouagadougou	1 288	1 486	1839	992	1860	822	2314	2 435	1982	2963
Ouahigouya	75	94	111	10	133	154	152	213	240	206
Tenkodogo	206	246	224	288	273	344	382	475	447	590
Tougan	34	83	76	139	122	76	80	107	125	334
Yako	106	85	124	233	219	253	228	316	269	433
Ziniaré	166	166	186	307	254	180	261	332	269	443

Tableau III.29 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	2 934	3 507	3644	5 416	5 891	5517	5 304	7 437	6498	9 217
Banfora	31	88	136	146	135	84	103	197	171	247
Bobo-Dioulasso	473	478	620	649	702	928	978	956	449	903
Bogandé	22	33	63	79	54	71	61	65	107	96
Boromo	38	83	0	117	107	88	165	142	151	259
Dédougou	133	102	80	103	143	141	163	157	139	162
Diapaga	26	28	30	81	70	110	67	40	70	66
Diébougou	-	-	-	72	114	165	107	89	150	169
Djibo	-	-	34	115	90	66	71	85	104	186
Dori	37	64	107	123	133	115	0	119	118	122
Fada N'gourma	78	79	91	152	114	171	142	130	303	448
Gaoua	64	44	113	69	138	107	147	202	170	334
Kaya	188	173	134	204	255	231	212	303	234	224
Kongoussi	131	79	76	161	58	62	78	70	63	176
Koudougou	234	216	273	438	531	839	839	833	606	870
Koupéla										38
Léo	-	23	106	163	113	153	94	122	70	132
Manga	103	139	56	242	281	275	248	210	280	282
Nouna	-	-	15	71	74	73	68	133	84	113
Orodara	-	-	16	65	66	90	84	52	65	222
Ouagadougou	790	1 192	979	1686	1746	770	655	2 262	1811	2147
Ouahigouya	64	97	121	nd	149	145	142	204	267	164
Tenkodogo	212	247	208	213	237	306	300	486	423	604
Tougan	33	86	76	145	122	71	81	71	105	337
Yako	106	90	125	nd	221	272	232	276	260	427
Ziniaré	171	166	185	322	238	184	267	233	298	489

Tableau III.30 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	13348	14201	9784	12117	11071	12070	10754	13 248	13 469	21 077
Banfora	161	377	296	467	505	469	626	595	662	884
Bobo-Dioulasso	2804	2200	1699	3276	2357	1738	1420	2 143	841	1763
Bogandé	64	154	82	180	124	106	204	136	203	175
Boromo	163	152	162	204	397	242	277	235	254	467
Dédougou	406	729	410	369	298	421	0	538	367	638
Diapaga	104	149	165	152	132	116	52	48	77	113
Diébougou	-	-	-	140	189	253	194	239	267	275
Djibo	-	-	23	45	46	74	76	75	104	95
Dori	66	149	180	76	91	121	130	89	95	76
Fada N'gourma	224	285	321	214	300	383	336	367	326	271
Gaoua	336	345	342	305	202	175	226	241	307	401
Kaya	227	421	279	339	217	316	334	292	373	578
Kongoussi	104	254	153	189	194	236	260	299	246	215
Koudougou	324	432	440	502	452	362	400	501	710	659
Koupéla										43
Léo	-	56	47	113	96	109	285	354	252	543
Manga	95	68	158	195	265	280	344	349	572	715
Nouna	-	-	69	108	136	164	121	94	98	104
Orodara	-	-	47	89	163	90	61	125	159	292
Ouagadougou	6756	6885	3212	3912	3531	4967	3821	4 290	5252	10607
Ouahigouya	321	413	454	365	545	571	573	656	567	587
Tenkodogo	565	608	569	414	269	336	325	468	593	266
Tougan	408	227	376	240	279	200	254	518	534	567
Yako	111	117	134	59	124	135	169	185	194	260
Ziniaré	109	180	166	164	159	206	266	411	416	483

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau III.31 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins d'1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2011	0	0	4569	499	239	190	31	8	5 536
	2012	0	0	4 461	461	312	96	33	9	5 372
	2013	4 639	1 027	414	469	372	141	29	17	7 108
	2014	3 409	1 119	273	296	284	154	28	56	5 619
	2015	1 833	524	3 531	434	279	160	38	27	6 826
	2016	6 434	1 637	465	611	429	289	70	44	9 979
Affaires commerciales	2011	0	0	5	1	1	3	0	3	13
	2012	0	0	0	0	1	1	0	0	2
	2013	8	3	0	3	1	0	0	1	16
	2014	2	1	0	1	1	1	0	0	6
	2015	0	0	2	2	1	3	1	0	9
	2016	0	1	4	3	3	0	1	0	12
Ensemble	2011	0	0	4574	500	240	193	31	11	5 549
	2012	0	0	4 461	461	313	97	33	9	5 374
	2013	4 647	1 030	414	472	373	141	29	18	7 124
	2014	3 411	1 120	273	297	285	155	28	56	5 625
	2015	1 833	524	3 533	436	280	163	39	27	6 835
	2016	6 434	1 638	469	614	432	289	71	44	9 991

Tableau III.32 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins d' 1 mois			1 à moins de 2 mois			2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Ensemble	3409	1833	6434	1119	524	1637	273	3531	465	296	434	611
Banfora	145	155	202	1	3	14	4	1	1	12	23	12
Bobo-Dioulasso		0	260		0	335		386	95		40	175
Bogandé	63	82	93	0	15	9	0	5	5	1	1	6
Boromo	105	122	203	21	20	32	6	0	12	8	2	1
Dédougou	130	112	120	16	11	26	5	5	2	6	7	3
Diapaga	37	59	51	1	10	3	0	1	4	1	2	1
Diébougou	148	0	158	22	0	25	9	149	5	6	9	9
Djibo	62	0	150	15	0	15	4	102	2	2	5	5
Dori	42	0	71	74	0	24	30	121	9	7	5	13
Fada	156	0	273	39	310	80	9	0	28	10	26	32
Gaoua	154	189	300	31	12	24	0	6	8	3	6	4
Kaya	278	227	219	28	26	23	11	23	14	13	10	14
Kongoussi	48	58	195	10	0	0	4	0	0	3	0	0
Koudougou	578	462	660	288	50	75	0	28	31	0	36	62
Koupéla			37			1			0			0
Léo	100	57	102	10	14	13	4	0	5	4	3	7
Manga	253	0	235	1	0	18	0	307	8	1	5	8
Nouna	64	52	66	23	15	13	8	6	8	28	7	5
Orodara	28	0	117	7	0	11	2	54	11	6	3	3
Ouagadougou	197	0	1680	167	0	336	71	1431	137	111	154	197
Ouahigouya	124	181	171	18	27	12	11	14	4	2	15	5
Tenkodogo	341	0	504	54	0	11	33	365	4	27	36	2
Tougan	33	77	0	32	11	319	13	11	0	11	11	0
Yako	244	0	356	24	0	52	18	261	9	18	5	14
Ziniaré	79	0	211	237	0	166	31	255	63	16	23	33

Tableau III.33 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite)

	De 6 mois à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 an à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Ensemble	284	279	429	154	160	289	28	38	70	56	27	44
Banfora	13	11	23	1	5	7	1	2	4	0	0	3
Bobo-Dioulasso		26	91		9	49		0	8		0	3
Bogandé	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	4	4	2	1	1	1	0	0	0	0	1	0
Dédougou	11	2	6	1	0	2	1	0	3	0	0	0
Diapaga	1	0	2	1	0	4	0	0	2	0	0	1
Diébougou	6	5	12	3	1	6	1	0	2	0	0	1
Djibo	5	2	9	1	2	5	1	0	0	0	0	0
Dori	4	10	9	0	1	9	0	1	1	0	0	0
Fada	10	8	30	3	8	4	1	2	1	1	0	0
Gaoua	6	3	10	1	3	0	0	1	0	0	0	0
Kaya	7	7	16	4	2	3	0	0	1	0	1	0
Kongoussi	4	0	0	2	1	0	0	2	0	1	1	0
Koudougou	0	28	28	0	9	26	0	0	3	0	3	1
Koupéla			0			0			0			0
Léo	3	0	2	0	1	0	0	1	0	1	0	0
Manga	0	3	4	0	1	1	0	0	3	0	0	1
Nouna	9	6	10	1	0	7	0	0	0	0	0	0
Orodara	3	5	5	0	0	2	0	1	0	2	0	3
Ouagadougou	156	90	130	113	94	103	17	21	29	8	17	27
Ouahigouya	5	6	5	0	7	7	0	1	1	40	1	0
Tenkodogo	4	27	1	7	6	45	1	5	7	2	3	0
Tougan	12	13	8	6	2	8	4	0	2	0	0	3
Yako	15	9	10	2	1	0	0	1	0	1	0	1
Ziniaré	6	13	12	7	6	0	1	0	3	0	0	0

Concepts

Grosse : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

III.3.1.2 Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivé et du courrier départ des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau III.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Rectifications matérielles	4672	5427	4976	5273	4596	6236	5657	4828
Etat des personnes	5260	5497	3656	3683	4270	4088	3071	3841
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	5089	5299	3421	3522	4109	3887	2964	3716
<i>Adoptions</i>	127	146	102	104	142	131	98	88
<i>Naturalisations</i>	44	1	133	57	19	2	9	37
Procédures collectives	1	0	0	2	1	0	0	0
<i>Redressements</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Liquidations</i>	1	0	0	2	1	0	0	0
Autres	104	238	345	564	114	239	323	527
Ensemble	10 037	11 162	8977	9522	8981	10592	9051	9196

Tableau III.35 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	10037	11 162	8 977	9 522	8981	10 592	9 051	9 196
Banfora	322	271	312	326	321	296	311	326
Bobo-Dioulasso	318	297	617	362	512	566	509	214
Bogandé	122	163	253	272	122	162	248	272
Boromo	319	193	291	726	345	195	280	681
Dédougou	332	407	451	564	325	379	451	563
Diapaga	144	79	70	154	172	90	72	155
Diébougou	317	330	148	95	228	348	111	59
Djibo	158	113	28	68	158	113	28	68
Dori	143	122	100	128	142	114	100	128
Fada N'gourma	37	64	58	65	35	61	56	88
Gaoua	345	401	323	132	336	395	336	132
Kaya	478	436	376	416	478	436	376	416
Kongoussi	262	269	209	51	262	269	209	51
Koudougou	1533	2065	707	250	899	1013	509	338
Koupéla				33				33
Léo	344	252	188	218	286	230	188	218
Manga	594	806	938	610	534	795	847	649
Nouna	119	204	148	131	120	198	143	131
Orodara	154	146	70	291	137	138	43	331
Ouagadougou	1342	1 343	1464	1565	949	1 683	1200	1270
Ouahigouya	705	739	948	951	705	739	948	951
Tenkodogo	544	880	0	457	607	791	816	453
Tougan	922	947	833	938	767	962	837	1004
Yako	270	376	254	412	270	373	236	390
Ziniaré	213	259	191	307	271	246	197	275

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III.36 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Ensemble	5427	4976	5273	5497	3656	3683	0	0	2	238	345	564
Banfora	52	30	52	217	282	270	0	0	0	2	0	4
Bobo-Dioulasso	210	12	314	80	594	45	0	0	2	7	11	1
Bogandé	101	145	100	62	106	169	0	0	0	0	2	3
Boromo	192	291	445	1	0	275	0	0	0	0	0	6
Dédougou	166	200	224	241	251	340	0	0	0	0	0	0
Diapaga	22	25	153	57	45	1	0	0	0	0	0	0
Diébougou	63	79	38	267	69	55	0	0	0	0	0	2
Djibo	25	0	44	88	28	24	0	0	0	0	0	0
Dori	61	85	61	51	14	66	0	0	0	10	1	1
Fada N'gourma	61	46	56	3	12	9	0	0	0	0	0	0
Gaoua	176	94	99	224	228	32	0	0	0	1	1	1
Kaya	305	287	258	131	85	158	0	0	0	0	4	0
Kongoussi	91	78	51	178	131	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	122	102	132	1943	594	118	0	0	0	0	11	0
Koupéla			18			15			0			0
Léo	109	167	172	143	18	45	0	0	0	0	3	1
Manga	806	934	0	0	0	602	0	0	0	0	4	8
Nouna	55	37	25	149	111	103	0	0	0	0	0	3
Orodara	17	64	88	127	1	203	0	0	0	2	5	0
Ouagadougou	904	1141	1055	420	194	201	0	0	0	19	129	309
Ouahigouya	445	559	779	129	223	7	0	0	0	165	166	165
Tenkodogo	795		454	83	0	3	0	0	0	2		0
Tougan	424	371	386	520	456	545	0	0	0	3	6	7
Yako	210	193	192	157	59	209	0	0	0	9	2	11
Ziniaré	15	36	77	226	155	188	0	0	0	18	0	42

Tableau III.37 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Ensemble	6236	5657	4828	4088	3071	3841	0	0	0	239	323	527
Banfora	60	30	52	205	281	270	0	0	0	2	0	4
Bobo-Dioulasso	395	96	212	164	402	2	0	0	0	7	11	0
Bogandé	100	145	100	62	101	169	0	0	0	0	2	3
Boromo	194	279	435	1	1	242	0	0	0	0	0	4
Dédougou	166	200	224	213	251	339	0	0	0	0	0	0
Diapaga	35	24	154	55	48	1	0	0	0	0	0	0
Diébougou	54	78	19	294	33	39	0	0	0	0	0	1
Djibo	25	0	44	88	28	24	0	0	0	0	0	0
Dori	57	85	61	50	14	66	0	0	0	7	1	1
Fada	61	46	79	0	10	9	0	0	0	0	0	0
Gaoua	172	99	99	222	237	32	0	0	0	1	0	1
Kaya	305	287	258	131	85	158	0	0	0	0	4	0
Kongoussi	91	78	51	178	131	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	167	96	93	846	402	241	0	0	0	0	11	4
Koupéla			18			15			0			0
Léo	109	167	172	121	18	45	0	0	0	0	3	1
Manga	795	843	0	0	0	641	0	0	0	0	4	8
Nouna	55	37	25	143	106	103	0	0	0	0	0	3
Orodara	17	42	94	120	1	237	0	0	0	1	0	0
Ouagadougou	1568	1026	760	101	63	201	0	0	0	14	111	309
Ouahigouya	445	559	779	129	223	7	0	0	0	165	166	165
Tenkodogo	698	813	450	93	0	3	0	0	0	0	3	0
Tougan	442	398	380	517	433	617	0	0	0	3	6	7
Yako	210	179	192	154	56	193	0	0	0	9	1	5
Ziniaré	15	50	77	201	147	187	0	0	0	30	0	11

III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Sources statistiques

Registre des parquets.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau III.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles selon l'infraction	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121
Crimes et délits contre les particuliers	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237	2 968	2 773	2 509	2 280	2 577
dont										
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	534	641	623	407	445	700	646	501	343	39
<i>Coups et blessures volontaires</i>	643	718	786	717	761	791	757	738	651	733
<i>Vols aggravés</i>	121	135	180	147	125	153	191	209	229	57
<i>Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats</i>	114	151	135	123	90	115	121	130	117	209
<i>Viols</i>	137	147	189	179	115	164	187	181	171	155
<i>Coups mortels</i>	74	98	98	96	81	95	80	69	66	61
<i>Assassinats</i>	59	71	84	70	86	93	106	107	111	nd
Crimes et délits contre les biens	4 962	5 598	6 164	5 971	5 135	5 714	5 820	5 598	5 065	5 036
dont										
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	3 921	4 510	4 888	4 615	3 945	4 273	4 363	4 351	3 817	3 475
<i>Abus de confiance</i>	643	740	803	833	722	796	798	732	707	685
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	227	248	292	332	328	370	349	268	301	249
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	475	601	693	801	481	598	588	670	589	683
dont										
<i>Stupéfiants</i>	230	249	327	344	155	176	251	275	221	328
<i>Enlèvements d'enfants</i>	65	58	103	139	106	139	121	139	126	141
<i>Trafic d'enfants</i>	22	38	11	19	14	17	13	4	6	4
<i>Mutilations génitales féminines</i>	28	38	32	20	23	28	34	24	29	22
<i>Attentats aux mœurs</i>	44	90	120	123	73	95	65	90	96	68
Crimes et délits contre la chose publique	360	418	578	562	305	525	527	583	478	520
dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	154	163	271	261	93	235	189	249	190	220
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	24	21	37	29	25	33	63	25	31	43
<i>Association de malfaiteurs</i>	27	42	51	13	22	38	39	96	23	25
Infractions en matière d'armes et munitions	96	97	95	81	70	87	111	79	93	93
Contraventions	80	57	39	59	27	7	1	5	2	0
Infractions en matière de code de la route	177	221	232	568	516	287	211	260	161	203

*les effectifs de « assassinat » de 2016 se trouvent dans la rubrique Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau III.39 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121
Banfora	354	423	488	531	381	519	520	428	527	514
Bobo-Dioulasso	1 073	1 106	1 109	1 095	957	844	918	724	674	1 020
Bogandé	194	201	233	241	218	282	270	316	302	157
Boromo	281	358	438	326	383	423	372	342	257	328
Dédougou	302	425	396	364	373	343	336	371	324	335
Diapaga	143	151	173	201	160	189	176	158	198	117
Diébougou	-	-	-	14	143	228	224	279	222	260
Djibo	-	-	245	210	199	184	175	211	222	253
Dori	242	381	396	317	265	315	333	321	288	273
Fada N'gourma	364	380	507	522	363	505	429	355	418	332
Gaoua	434	440	457	480	259	268	220	292	278	238
Kaya	454	446	512	361	335	324	329	405	208	233
Kongoussi	186	325	189	145	101	128	148	108	118	94
Koudougou	452	467	123	638	559	622	775	724	465	732
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Léo	-	89	261	184	160	288	276	254	252	181
Manga	336	368	386	356	298	352	353	385	230	184
Nouna	-	-	61	139	124	169	177	102	133	162
Orodara	-	-	99	135	147	179	147	148	160	142
Ouagadougou	2 219	2 589	2 806	2 787	2 317	2 556	2 418	2 455	2 271	2 325
Ouahigouya	222	261	277	292	232	230	285	346	343	274
Tenkodogo	596	739	851	789	420	817	758	553	409	454
Tougan	139	152	222	216	171	148	106	117	87	132
Yako	142	124	175	151	63	60	79	106	151	137
Ziniaré	162	162	164	202	143	213	207	204	131	240

Tableau III.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237	2 968	2 773	2 509	2 280	2 577
Banfora	129	179	143	126	129	235	158	111	168	130
Bobo-Dioulasso	275	281	308	237	178	226	249	185	108	275
Bogandé	53	53	55	59	49	70	78	68	134	66
Boromo	86	103	130	69	69	154	145	88	52	96
Dédougou	92	95	106	99	144	105	93	74	95	109
Diapaga	48	54	67	62	55	77	63	43	49	34
Diébougou	-	-	-	5	46	87	93	98	82	95
Djibo	-	-	136	89	80	67	68	80	103	99
Dori	90	146	132	87	83	126	116	121	83	87
Fada N'gourma	111	120	143	133	105	133	146	140	157	81
Gaoua	138	141	133	163	67	87	83	97	86	59
Kaya	115	101	119	62	62	73	71	89	39	66
Kongoussi	61	122	70	47	15	46	47	33	30	34
Koudougou	120	150	28	219	226	242	264	208	82	217
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Léo	-	18	64	28	43	90	72	49	88	73
Manga	42	62	91	84	61	88	95	116	52	61
Nouna	-	-	29	61	45	56	53	26	42	43
Orodara	-	-	25	38	41	61	45	49	61	52
Ouagadougou	465	580	512	513	452	584	473	485	474	542
Ouahigouya	52	52	81	68	61	55	65	64	86	60
Tenkodogo	155	230	211	208	121	187	180	160	113	152
Tougan	30	30	71	70	34	39	24	24	19	36
Yako	50	28	79	57	10	14	29	43	33	34
Ziniaré	33	50	34	70	61	66	63	58	44	72

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice, des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Tableau III.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	4 962	5 598	6164	5 971	5 135	5 714	5820	5598	5065	5036
Banfora	206	182	304	258	206	213	253	247	301	338
Bobo-Dioulasso	622	610	636	663	541	534	578	434	440	606
Bogandé	117	119	130	143	148	164	156	157	141	38
Boromo	150	199	240	174	189	230	193	190	168	156
Dédougou	163	261	214	187	189	199	183	214	179	156
Diapaga	58	74	79	97	77	79	76	76	103	61
Diébougou	-	-	-	8	88	109	118	146	125	125
Djibo	-	-	84	87	103	97	100	110	105	124
Dori	123	175	206	162	134	154	176	172	179	152
Fada N'gourma	203	215	271	259	196	245	211	166	188	173
Gaoua	218	238	243	221	147	151	120	171	149	143
Kaya	256	282	314	234	228	209	229	246	139	127
Kongoussi	104	150	110	72	71	64	75	65	71	54
Koudougou	281	275	78	340	293	329	443	404	310	442
Koupéla										0
Léo	-	62	170	125	97	161	152	160	133	71
Manga	240	252	239	218	203	220	216	215	143	98
Nouna	-	-	28	61	67	99	98	51	59	90
Orodara	-	-	50	55	76	83	89	68	72	68
Ouagadougou	1 455	1 676	1793	1674	1532	1 531	1 531	1 552	1384	1343
Ouahigouya	137	170	155	139	134	134	178	231	219	193
Tenkodogo	377	412	544	509	227	491	430	282	239	215
Tougan	100	97	101	113	90	88	68	73	57	84
Yako	60	51	70	67	38	29	40	46	85	77
Ziniaré	92	98	105	105	61	101	107	122	76	102

Tableau III.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3 921	4 510	4888	4615	3945	4273	4 363	4 351	3 817	3 475
Banfora	148	126	217	164	122	115	162	192	157	214
Bobo-Dioulasso	438	434	471	506	414	392	441	337	352	419
Bogandé	104	112	10	121	137	152	144	141	127	20
Boromo	129	166	179	137	146	142	144	147	126	123
Dédougou	118	203	164	146	130	140	142	160	117	122
Diapaga	40	59	62	72	54	54	59	63	69	39
Diébougou	-	-	-	3	78	93	82	121	99	91
Djibo	-	-	64	72	78	68	77	82	94	93
Dori	84	140	159	126	104	112	138	147	155	126
Fada N'gourma	164	177	241	210	159	208	145	112	143	92
Gaoua	179	194	191	175	118	108	89	124	103	106
Kaya	200	251	277	209	178	176	200	225	132	95
Kongoussi	92	121	92	62	61	51	58	56	55	43
Koudougou	228	220	69	274	209	214	277	252	209	238
Koupéla										0
Léo	-	59	145	109	78	131	129	141	114	43
Manga	209	219	189	173	170	182	155	168	113	62
Nouna	-	-	23	39	45	62	70	40	42	70
Orodara	-	-	23	35	55	49	62	51	49	52
Ouagadougou	1 125	1 321	1418	1254	1179	1154	1 153	1 189	1023	941
Ouahigouya	117	152	117	116	96	102	142	189	174	156
Tenkodogo	332	340	426	385	175	388	320	219	200	154
Tougan	84	85	79	86	77	68	55	60	43	60
Yako	53	46	60	52	31	24	32	33	53	45
Ziniaré	77	85	102	89	51	88	87	102	68	71

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau III.43 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	475	601	693	801	481	598	588	670	589	683
Banfora	7	43	21	19	21	27	20	30	41	26
Bobo-Dioulasso	53	70	56	70	55	57	54	56	66	51
Bogandé	13	18	17	20	9	33	27	26	13	36
Boromo	12	23	24	22	17	16	15	13	23	25
Dédougou	10	24	19	22	23	18	15	21	7	22
Diapaga	10	11	15	25	13	11	15	11	12	11
Diébougou	-	-	-	0	3	12	7	18	9	21
Djibo	-	-	11	8	11	5	4	15	8	11
Dori	10	16	23	32	15	14	17	19	15	10
Fada N'gourma	26	22	38	54	36	48	30	38	37	33
Gaoua	28	19	29	35	16	20	4	6	16	13
Kaya	28	26	25	32	20	18	14	37	20	27
Kongoussi	4	17	5	12	4	13	10	4	8	6
Koudougou	32	25	5	40	21	23	30	30	18	26
Koupéla										0
Léo	-	6	21	11	5	21	29	21	13	19
Manga	21	21	18	13	1	19	16	23	15	18
Nouna	-	-	0	9	6	8	8	10	9	10
Orodara	-	-	12	5	3	14	6	10	11	9
Ouagadougou	140	172	236	301	149	144	179	199	166	219
Ouahigouya	9	20	25	14	7	18	12	19	21	11
Tenkodogo	32	41	55	37	23	41	51	41	29	44
Tougan	4	15	17	9	16	7	7	11	6	6
Yako	11	2	9	5	2	4	5	6	17	11
Ziniaré	25	10	12	6	5	7	13	6	9	18

Tableau III.44 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	360	418	578	562	305	525	527	583	478	520
Banfora	9	13	18	42	17	37	47	25	17	20
Bobo-Dioulasso	44	80	66	59	62	18	31	37	27	52
Bogandé	6	7	23	10	5	1	5	64	14	12
Boromo	17	10	16	11	17	11	14	9	10	8
Dédougou	8	12	13	19	13	12	9	24	13	10
Diapaga	7	4	7	8	8	16	19	22	30	10
Diébougou	-	-	-	0	2	9	5	16	5	11
Djibo	-	-	8	10	2	2	1	4	5	10
Dori	13	24	21	18	15	17	16	5	8	14
Fada	13	13	33	21	14	39	16	11	18	36
Gaoua	9	9	26	23	8	5	4	10	14	12
Kaya	22	22	28	15	10	21	14	30	6	12
Kongoussi	4	11	3	11	7	3	5	4	0	0
Koudougou	12	12	7	32	15	23	26	46	30	39
Koupéla										0
Léo	-	2	2	8	4	12	13	10	4	11
Manga	15	17	25	13	3	18	19	10	9	5
Nouna	-	-	1	5	2	6	11	5	10	5
Orodara	-	-	5	23	6	10	3	11	8	8
Ouagadougou	131	138	201	162	44	214	185	179	208	177
Ouahigouya	16	9	15	15	11	10	15	11	9	5
Tenkodogo	19	20	26	35	23	21	48	35	20	31
Tougan	4	8	20	10	10	6	6	4	2	3
Yako	3	6	10	4	3	7	5	7	9	11
Ziniaré	8	1	4	8	4	7	10	4	2	18

Concepts

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau III.45 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	8295	9587	10 568	10 696	8771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121
Chambre correctionnelle	6330	7142	7 841	7 567	6534	7 303	7288	6988	6551	6658
<i>Flagrants délits</i>	4617	5070	6 077	5653	4594	5209	5541	5497	5319	4877
<i>Citations directes</i>	1713	2072	1764	1914	1940	2094	1747	1491	1232	1781
Renvois à l'instruction	755	968	1 112	822	875	914	992	1076	908	915
Affaires classées sans suite	1210	1477	1 615	2307	1362	1 969	1751	1640	1209	1548

Tableau III.46 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	5 635	6 330	7 142	7841	7567	6534	7303	7288	6988	6551	6658
Banfora	170	238	263	328	268	239	299	367	280	348	378
Bobo-Dioulasso	711	767	764	764	805	686	694	828	548	503	765
Bogandé	125	137	149	173	192	192	259	230	223	218	128
Boromo	219	196	260	272	194	219	265	248	235	208	225
Dédougou	224	220	262	308	305	280	247	240	258	166	188
Diapaga	36	126	115	132	180	120	133	94	114	153	86
Diébougou	-	-	-	-	12	124	197	192	231	172	206
Djibo	-	-	-	107	122	142	123	131	135	135	150
Dori	186	135	201	235	183	188	221	232	280	268	239
Fada N'gourma	297	294	297	398	365	259	363	294	239	280	237
Gaoua	269	278	269	320	338	175	178	171	196	205	179
Kaya	240	308	341	404	304	321	262	270	341	180	199
Kongoussi	129	137	221	142	117	94	111	93	75	79	79
Koudougou	411	362	360	93	481	320	269	343	350	281	284
Koupéla											1
Léo	-	-	74	218	165	139	214	231	170	166	118
Manga	235	263	263	268	242	220	256	229	258	208	141
Nouna	-	-	-	45	96	90	114	116	62	81	106
Orodara	-	-	-	70	81	105	112	133	96	96	120
Ouagadougou	1 478	1 855	2 150	2 291	2074	1885	1 900	1826	1930	1873	1985
Ouahigouya	175	174	239	227	181	168	168	222	297	293	240
Tenkodogo	483	525	561	661	541	285	564	492	354	348	280
Tougan	129	132	140	154	127	124	120	87	106	78	94
Yako	16	97	96	86	63	40	48	48	45	100	88
Ziniaré	102	86	117	145	131	119	186	171	165	112	142

Tableau III.47 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	4 088	4 617	5 070	6 077	5653	4594	5 209	5541	5497	5319	4877
Banfora	116	162	94	242	170	158	170	211	193	171	228
Bobo-Dioulasso	565	549	570	611	648	457	498	624	417	502	503
Bogandé	100	115	124	154	157	168	213	178	185	183	78
Boromo	118	167	223	244	172	187	201	223	201	200	173
Dédougou	151	127	187	188	177	152	157	154	171	119	123
Diapaga	22	55	82	101	111	86	89	80	96	137	74
Diébougou	-	-	-	-	0	98	113	123	162	133	135
Djibo	-	-	-	74	88	109	101	108	90	98	103
Dori	126	111	158	196	152	137	156	167	203	209	154
Fada N'gourma	191	222	246	313	281	227	280	247	202	248	203
Gaoua	224	217	217	263	234	132	129	116	141	158	155
Kaya	213	250	296	326	283	257	231	260	303	174	171
Kongoussi	96	99	157	113	98	78	92	74	68	70	62
Koudougou	298	254	252	79	340	199	184	228	257	268	237
Koupéla											1
Léo	-	-	67	181	140	94	140	166	148	130	59
Manga	187	204	210	201	192	184	206	200	226	190	99
Nouna	-	-	-	33	65	54	70	91	53	63	96
Orodara	-	-	-	47	59	57	66	93	84	61	89
Ouagadougou	979	1 287	1 335	1723	1491	1219	1354	1421	1517	1453	1485
Ouahigouya	139	134	200	169	124	114	121	185	242	224	205
Tenkodogo	368	424	397	516	427	215	404	371	304	299	220
Tougan	98	96	111	115	105	112	94	79	83	61	65
Yako	12	75	59	78	44	37	29	34	35	81	63
Ziniaré	85	69	85	110	95	63	111	108	116	87	96

Tableau III.48 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1 713	2 072	1764	1914	1940	2 094	1747	1491	1232	1781
Banfora	76	169	86	98	81	129	156	87	177	150
Bobo-Dioulasso	218	194	153	157	229	196	204	131	1	262
Bogandé	22	25	19	35	24	46	52	38	35	50
Boromo	29	37	28	22	32	64	25	34	8	52
Dédougou	93	75	120	128	128	90	86	87	47	65
Diapaga	71	33	31	69	34	44	14	18	16	12
Diébougou	-	-	-	12	26	84	69	69	39	71
Djibo	-	-	33	34	33	22	23	45	37	47
Dori	24	43	39	31	51	65	65	77	59	85
Fada N'gourma	72	51	85	84	32	83	47	37	32	34
Gaoua	61	52	57	104	43	49	55	55	47	24
Kaya	58	45	78	21	64	31	10	38	6	28
Kongoussi	38	64	29	19	16	19	19	7	9	17
Koudougou	108	108	14	141	121	85	115	93	13	47
Koupéla										0
Léo	-	7	37	25	45	74	65	22	36	59
Manga	59	53	67	50	36	50	29	32	18	42
Nouna	-	-	12	31	36	44	25	9	18	10
Orodara	-	-	23	22	48	46	40	12	35	31
Ouagadougou	568	815	568	583	666	546	405	413	420	500
Ouahigouya	40	39	58	57	54	47	37	55	69	35
Tenkodogo	101	164	145	114	70	160	121	50	49	60
Tougan	36	29	39	22	12	26	8	23	17	29
Yako	22	37	8	19	3	19	14	10	19	25
Ziniaré	17	32	35	36	56	75	63	49	25	46

Tableau III.49 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	755	968	1112	822	875	914	992	1076	908	915
Banfora	38	30	52	38	26	36	25	40	61	29
Bobo-Dioulasso	87	98	74	71	53	53	57	55	56	62
Bogandé	35	39	49	23	26	23	32	93	58	28
Boromo	32	21	24	21	30	21	32	21	21	15
Dédougou	25	34	28	25	32	33	42	42	26	36
Diapaga	9	20	17	19	15	38	19	26	25	26
Diébougou	-	-	-	2	19	22	21	29	28	23
Djibo	-	-	104	14	15	12	15	19	18	44
Dori	25	29	25	21	27	26	23	17	19	18
Fada N'gourma	43	58	62	60	42	26	43	61	55	44
Gaoua	37	52	42	35	19	21	12	30	29	12
Kaya	53	55	54	22	9	22	31	34	23	4
Kongoussi	19	36	21	17	7	9	20	11	4	11
Koudougou	32	52	18	61	49	61	59	40	27	34
Koupéla										1
Léo	-	13	24	15	17	42	43	41	23	30
Manga	27	35	37	35	26	38	33	30	22	22
Nouna	-	-	8	10	12	18	15	13	7	6
Orodara	-	-	17	20	18	21	14	25	23	21
Ouagadougou	163	260	323	180	354	280	300	330	285	320
Ouahigouya	19	10	26	32	20	14	22	13	4	21
Tenkodogo	61	84	59	61	20	56	75	63	56	39
Tougan	5	8	10	9	7	8	14	9	9	19
Yako	28	23	20	15	8	7	9	12	10	15
Ziniaré	17	11	18	16	24	27	36	22	19	35

Tableau III.50 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1 210	1 477	1615	2307	1362	1 969	1751	1640	1209	1548
Banfora	78	130	108	225	116	184	128	108	118	107
Bobo-Dioulasso	219	244	271	219	218	97	33	121	115	193
Bogandé	22	13	11	26	0	0	8	0	26	1
Boromo	53	77	142	111	134	137	92	86	28	88
Dédougou	57	129	60	34	61	63	54	71	132	111
Diapaga	8	16	24	2	25	18	63	18	20	5
Diébougou	-	-	-	0	0	9	11	19	22	31
Djibo	-	-	34	74	42	49	29	57	69	59
Dori	82	151	136	113	50	68	78	24	1	16
Fada N'gourma	27	25	47	97	62	116	92	55	83	51
Gaoua	119	119	95	107	65	69	37	66	44	47
Kaya	93	50	54	35	5	40	28	30	5	30
Kongoussi	30	68	26	11	0	8	35	22	35	4
Koudougou	58	55	12	96	190	292	373	334	157	414
Koupéla										2
Léo	-	2	19	4	4	32	2	43	63	33
Manga	46	70	81	79	52	58	91	97	0	21
Nouna	-	-	8	33	22	37	46	27	45	50
Orodara	-	-	12	34	24	46	0	27	41	1
Ouagadougou	201	179	192	533	78	376	292	195	113	20
Ouahigouya	29	12	24	79	44	48	41	36	46	13
Tenkodogo	10	94	131	187	115	197	191	136	5	135
Tougan	2	4	58	80	40	20	5	2	0	19
Yako	17	5	69	73	15	5	22	49	41	34
Ziniaré	59	34	1	55	0	0	0	17	0	63

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordre de garde provisoire : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau III.51 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Mineurs impliqués	365	558	503	331	325	384	366	394	334	326
Mineurs renvoyés en flagrant délit	256	317	357	233	255	268	223	298	284	272
Mineurs renvoyés en citation directe	53	147	54	33	18	38	55	231	21	11
Mineurs renvoyés à l'instruction	28	34	44	27	25	24	40	26	18	26
Mineurs relaxés après classement sans suite	28	60	48	38	27	54	48	24	11	17
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	222	448	315	93	125	248	204	243	270	222

Tableau III.52 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	365	558	502	326	323	384	366	394	334	326
Banfora	14	11	12	6	9	11	12	10	13	20
Bobo-Dioulasso	36	69	29	9	6	33	48	28	50	52
Bogandé	16	11	13	2	2	20	14	20	12	13
Boromo	8	16	19	8	13	10	9	6	9	19
Dédougou	11	30	22	13	0	20	25	10	2	13
Diapaga	5	3	7	14	0	1	1	5	2	5
Diébougou	-	-	-	-	5	6	13	7	10	12
Djibo	-	-	13	10	25	8	8	9	1	10
Dori	15	25	28	12	17	19	18	18	23	11
Fada N'gourma	16	27	33	22	16	13	17	15	26	18
Gaoua	32	19	12	16	14	13	13	14	17	13
Kaya	19	39	41	15	23	20	13	48	25	12
Kongoussi	13	17	12	16	0	12	13	6	5	3
Koudougou	7	16	15	38	17	43	36	37	34	31
Koupéla										0
Léo	-	2	13	11	8	4	9	6	11	5
Manga	4	9	15	19	40	27	9	16	13	27
Nouna	-	-	2	7	7	8	13	10	1	2
Orodara	-	-	6	10	13	5	0	14	1	6
Ouagadougou	79	83	128	29	48	37	43	58	35	nd
Ouahigouya	32	5	4	15	23	9	8	14	7	19
Tenkodogo	39	10	30	26	18	41	28	21	17	19
Tougan	4	152	9	14	8	16	3	7	2	6
Yako	3	4	13	5	5	2	5	2	9	5
Ziniaré	12	10	26	9	6	6	8	13	9	5

III.3.2.2 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau III.53 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681
Flagrants délits	4 305	5 097	5 849	5 619	4 686	4 941	5 411	5 625	4 668	4 674
Citations directes	942	1 086	1 105	1 067	1 069	1 473	1 548	1 094	733	1 007

Jugements rendus selon le type de décision	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681
Contradictoire	4 997	5 733	6 727	6 559	5 604	6 242	6 527	6 598	5 300	5 454
Réputé contradictoire			10	1	7	16	2	1	0	3
Défaut	186	234	186	112	129	154	425	110	68	203
Autre	64	216	31	14	15	2	5	10	33	21

Décisions rédigées	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3 919	3 958	4 282	3 150	3 517	3 445	3 749	3 130	3 035	3 089

Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise	2007	2008	2009	2010	2010	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681
Délits contre la chose publique dont :	214	201	327	300	208	264	370	298	216	245
<i>Faux et usage de faux</i>	78	73	130	129	73	108	126	129	91	86
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	8	2	60	12	3	7	2	4	2	9
Délits contre les particuliers dont :	858	1 014	1 038	963	829	1 262	1 404	1 114	1 059	1 073
<i>Coups et blessures volontaires</i>	472	479	576	548	480	558	599	538	430	488
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	237	336	267	206	168	445	472	221	218	276
Délits contre la famille et les bonnes mœurs dont :	337	432	511	514	370	375	464	486	404	517
<i>Stupéfiants</i>	197	207	262	244	132	134	216	237	189	262
<i>Mutilations génitales féminines</i>	25	33	33	18	22	21	32	19	19	21
Délits contre les biens dont :	3 659	4 398	4 868	4 604	4 002	4 281	4 415	4 504	3 533	3 685
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	3 072	3 685	4 109	3 881	3 356	3 506	3 615	3 771	2 975	2 897
<i>Abus de confiance</i>	422	514	527	540	494	533	555	550	415	456
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	119	145	183	127	104	190	186	132	104	148
Délits en matière d'armes et de munitions	80	79	89	69	54	66	90	74	77	89
Infractions en matière de code de la route	99	59	112	236	292	166	216	243	112	72

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau III.54 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	5247	6 183	6954	6686	5755	6414	6959	6719	5401	5681
Banfora	284	231	330	247	270	316	280	335	258	301
Bobo-Dioulasso	730	808	652	695	516	654	939	709	369	485
Bogandé	114	150	170	187	191	238	215	200	246	168
Boromo	214	257	297	251	212	238	256	248	190	269
Dédougou	208	349	285	245	217	252	309	254	152	222
Diapaga	75	101	121	157	112	99	59	81	155	98
Diébougou	-	-	-	0	124	184	182	232	154	201
Djibo	-	-	89	135	128	127	131	122	115	148
Dori	144	168	228	197	142	204	218	231	224	185
Fada N'gourma	237	277	314	282	217	294	305	212	231	185
Gaoua	268	303	288	290	187	172	181	158	182	177
Kaya	269	349	390	289	281	254	294	284	163	151
Kongoussi	144	222	139	108	100	97	87	81	64	90
Koudougou	301	331	463	520	327	407	328	374	275	278
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	60	173	151	108	190	179	193	161	151
Manga	253	293	256	246	227	241	219	219	199	127
Nouna	-	-	39	79	85	94	126	65	75	108
Orodara	-	-	65	92	96	90	102	89	92	99
Ouagadougou	1 096	1 175	1436	1686	1364	1312	1602	1743	1210	1407
Ouahigouya	178	238	197	nd	151	157	195	264	210	224
Tenkodogo	453	591	615	500	423	468	443	334	337	235
Tougan	126	125	143	146	145	120	91	86	75	105
Yako	77	54	75	58	49	47	47	43	91	90
Ziniaré	76	101	189	125	83	159	171	162	173	177

Tableau III.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	4 305	5 097	5849	5619	4686	4941	5411	5625	4668	4674
Banfora	176	169	227	167	155	173	186	205	168	198
Bobo-Dioulasso	573	652	564	622	446	545	601	594	369	464
Bogandé	101	130	150	155	181	224	186	163	190	93
Boromo	174	224	258	208	186	198	225	201	174	173
Dédougou	133	210	192	176	132	161	156	179	118	185
Diapaga	49	87	99	112	81	80	50	79	151	88
Diébougou	-	-	-	0	98	111	113	161	131	143
Djibo	-	-	74	102	98	104	111	94	84	109
Dori	125	144	194	159	113	146	151	194	146	151
Fada N'gourma	200	246	292	258	208	255	253	194	217	169
Gaoua	215	236	248	234	129	121	122	137	152	155
Kaya	217	296	325	272	248	208	251	267	152	140
Kongoussi	110	194	121	98	86	80	73	76	59	72
Koudougou	244	234	358	349	207	203	224	253	220	237
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	58	160	140	95	150	145	164	141	78
Manga	228	231	193	205	190	195	201	198	178	109
Nouna	-	-	29	57	53	66	94	54	63	94
Orodara	-	-	36	69	60	56	75	75	76	80
Ouagadougou	973	1 058	1341	1552	1206	1109	1424	1586	1113	1271
Ouahigouya	149	209	179	nd	135	119	171	227	189	186
Tenkodogo	398	469	517	421	355	401	367	303	327	216
Tougan	105	114	112	115	125	100	88	75	62	76
Yako	70	49	69	54	35	33	35	33	81	68
Ziniaré	65	87	111	94	64	103	109	113	107	119

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	942	1 086	1105	1067	1069	1473	1548	1094	733	1007
Banfora	108	62	103	80	115	143	94	130	90	103
Bobo-Dioulasso	157	156	88	73	70	109	338	115	0	21
Bogandé	13	20	20	32	10	14	29	37	56	75
Boromo	40	33	39	43	26	40	31	47	16	96
Dédougou	75	139	93	69	85	91	153	75	34	37
Diapaga	26	14	22	45	31	19	9	2	4	10
Diébougou	-	-	-	0	26	73	69	71	23	58
Djibo	-	-	15	33	30	23	20	28	31	39
Dori	19	24	34	38	29	58	67	37	78	34
Fada N'gourma	37	31	22	24	9	39	52	18	14	16
Gaoua	53	67	40	56	58	51	59	21	30	22
Kaya	52	53	65	17	33	46	43	17	11	11
Kongoussi	34	28	18	10	14	17	14	5	5	18
Koudougou	57	97	105	171	120	204	104	121	55	41
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	2	13	11	13	40	34	29	20	73
Manga	25	62	63	41	37	46	18	21	21	18
Nouna	-	-	10	22	32	28	32	11	12	14
Orodara	-	-	29	23	36	34	27	14	16	19
Ouagadougou	123	117	95	134	158	203	178	157	97	136
Ouahigouya	29	29	18	nd	16	38	24	37	21	38
Tenkodogo	55	122	98	79	68	67	76	31	10	19
Tougan	21	11	31	31	20	20	3	11	13	29
Yako	7	5	6	4	14	14	12	10	10	22
Ziniaré	11	14	78	31	19	56	62	49	66	58

Tableau III.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	4 997	5 733	6727	6559	5604	6242	6527	6598	5300	5454
Banfora	215	217	323	229	240	277	248	304	230	216
Bobo-Dioulasso	659	767	645	695	516	637	712	696	369	483
Bogandé	106	146	163	186	190	229	214	189	243	141
Boromo	201	256	270	223	210	238	254	244	187	243
Dédougou	207	274	284	244	214	243	253	252	152	222
Diapaga	72	98	114	157	112	99	59	81	155	98
Diébougou	-	-	-	0	120	184	182	232	154	196
Djibo	-	-	89	133	126	127	128	121	114	145
Dori	130	160	227	176	140	195	200	231	224	185
Fada N'gourma	234	263	314	281	216	293	300	212	231	185
Gaoua	259	275	277	284	176	165	177	158	174	177
Kaya	258	330	381	285	280	247	267	279	163	150
Kongoussi	143	213	139	108	99	97	87	81	64	90
Koudougou	300	298	428	503	261	357	283	345	261	269
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	60	173	151	108	186	179	187	155	114
Manga	251	281	249	243	224	239	217	218	199	127
Nouna	-	-	37	79	83	94	123	61	75	108
Orodara	-	-	65	91	96	90	102	89	79	99
Ouagadougou	1 074	1 012	1412	1678	1360	1309	1602	1737	1207	1402
Ouahigouya	171	238	197	nd	148	155	193	264	210	223
Tenkodogo	445	577	562	491	415	463	442	331	337	230
Tougan	126	121	140	144	138	120	91	86	68	98
Yako	76	52	75	58	49	46	46	43	91	89
Ziniaré	70	95	163	120	83	152	168	157	158	164

Tableau III.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	186	234	186	112	129	154	425	110	68	203
Banfora	63	14	7	15	30	39	32	30	22	71
Bobo-Dioulasso	45	41	6	0	0	5	226	12	0	1
Bogandé	7	3	5	0	1	7	1	11	3	27
Boromo	13	1	27	28	2	0	2	4	3	25
Dédougou	1	75	1	1	0	9	55	2	0	0
Diapaga	1	2	3	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	0	0	0	0	0	0	4
Djibo	-	-	0	2	2	0	3	1	1	3
Dori	0	0	1	20	2	9	18	0	0	0
Fada N'gourma	3	0	0	1	0	1	4	0	0	0
Gaoua	9	28	9	6	8	7	0	0	0	0
Kaya	6	9	8	2	1	7	27	4	0	1
Kongoussi	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Koudougou	0	33	35	17	65	50	45	25	14	9
Léo	-	0	0	0	0	1	0	6	6	37
Manga	1	6	7	2	3	2	2	1	0	0
Nouna	-	-	0	0	2	0	3	2	0	0
Orodara	-	-	0	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	15	2	3	4	4	3	0	5	3	4
Ouahigouya	7	0	0	nd	0	1	2	0	0	1
Tenkodogo	8	14	45	8	7	5	1	2	0	5
Tougan	0	4	3	2	1	0	0	0	1	1
Yako	0	1	0	0	0	1	1	0	0	1
Ziniaré	6	1	26	3	0	7	3	5	15	13

Tableau III.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	858	1 014	1038	963	829	1262	1404	1114	1059	1073
Banfora	68	45	53	37	45	89	79	85	58	68
Bobo-Dioulasso	136	116	64	53	47	113	205	118	38	57
Bogandé	14	22	24	21	25	32	29	29	70	57
Boromo	41	46	50	41	26	56	79	56	30	86
Dédougou	47	90	69	51	50	63	85	56	32	29
Diapaga	23	24	25	39	34	26	11	10	44	20
Diébougou	-	-	-	0	30	47	53	64	32	51
Djibo	-	-	26	45	51	48	36	31	31	40
Dori	39	35	47	33	23	60	64	53	61	49
Fada N'gourma	51	42	44	46	27	38	50	29	75	24
Gaoua	52	52	45	61	34	41	56	36	43	36
Kaya	40	54	55	28	35	37	52	29	25	20
Kongoussi	39	57	25	20	13	26	23	17	10	26
Koudougou	53	73	94	108	40	132	57	71	47	52
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	5	26	16	12	13	33	31	34	48
Manga	16	35	50	32	32	38	29	29	51	25
Nouna	-	-	9	15	18	23	23	16	11	23
Orodara	-	-	18	17	20	20	24	23	30	36
Ouagadougou	100	111	95	174	119	185	245	219	168	153
Ouahigouya	32	36	30	nd	23	29	23	38	38	43
Tenkodogo	59	130	95	61	68	63	75	38	70	43
Tougan	15	15	23	32	28	24	12	9	8	19
Yako	19	11	13	8	10	7	10	9	10	21
Ziniaré	14	15	58	25	19	52	51	18	43	47

Tableau III.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3659	4 398	4868	4604	4002	4281	4415	4504	3533	3685
Banfora	186	160	227	160	148	165	159	198	159	189
Bobo-Dioulasso	489	593	491	531	388	467	577	475	265	368
Bogandé	88	113	128	145	152	173	154	142	151	62
Boromo	142	171	208	161	154	160	145	154	134	137
Dédougou	136	223	178	159	122	149	179	169	104	174
Diapaga	37	61	72	86	62	64	35	60	89	61
Diébougou	-	-	-	0	85	113	86	140	106	104
Djibo	-	-	53	73	66	71	89	79	74	96
Dori	94	111	149	136	92	124	122	147	125	116
Fada N'gourma	151	192	226	177	153	181	172	146	115	125
Gaoua	165	205	197	179	120	114	108	116	119	118
Kaya	190	251	286	222	208	185	211	210	116	97
Kongoussi	101	141	104	68	77	59	50	60	47	57
Koudougou	214	227	331	315	195	210	193	220	178	190
Koupéla										0
Léo	-	52	127	119	91	141	116	127	112	71
Manga	194	226	170	179	169	170	160	153	116	72
Nouna	-	-	25	44	50	66	80	37	48	74
Orodara	-	-	35	42	65	52	68	53	49	47
Ouagadougou	801	896	1046	1216	1020	965	1078	1214	844	994
Ouahigouya	126	170	135	nd	107	103	138	185	133	157
Tenkodogo	343	405	436	367	304	353	301	229	224	142
Tougan	94	85	81	95	88	74	72	60	57	79
Yako	49	40	50	48	34	28	28	28	61	49
Ziniaré	59	76	113	82	52	94	94	102	107	106

Tableau III.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	337	432	511	514	370	375	464	486	404	517
Banfora	10	13	16	2	32	20	2	17	18	17
Bobo-Dioulasso	57	50	37	50	29	36	58	51	45	39
Bogandé	7	9	14	16	7	28	19	12	17	35
Boromo	4	15	17	14	11	11	13	10	13	22
Dédougou	7	19	11	9	12	14	10	9	3	11
Diapaga	5	11	14	23	6	6	7	7	8	11
Diébougou	-	-	-	0	3	9	6	13	11	20
Djibo	-	-	3	7	7	3	3	7	5	5
Dori	6	11	17	14	11	6	15	19	20	9
Fada N'gourma	15	24	26	34	23	33	20	20	28	17
Gaoua	21	22	21	21	11	8	4	4	10	10
Kaya	15	21	21	20	21	11	19	22	13	25
Kongoussi	2	16	7	8	3	9	7	2	6	5
Koudougou	13	13	15	31	12	14	20	9	6	9
Koupéla										0
Léo	-	3	17	6	5	17	18	12	10	20
Manga	17	18	15	9	5	9	11	13	14	20
Nouna	-	-	0	6	6	1	6	3	7	6
Orodara	-	-	6	13	1	8	6	7	8	6
Ouagadougou	110	125	159	184	113	78	167	180	103	162
Ouahigouya	6	15	19	nd	8	14	7	19	18	9
Tenkodogo	30	23	51	35	26	23	30	35	23	31
Tougan	5	16	10	10	15	8	3	8	6	3
Yako	6	1	6	1	0	4	4	1	9	9
Ziniaré	1	7	9	1	3	5	9	6	3	16

Tableau III.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15 jours	15 jours-1 mois	De 1 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
2011	1200	1259	1782	326	73	46	4 686
2012	1446	1515	1571	255	54	100	4 941
2013	1622	1657	1730	241	80	81	5 411
2014	1229	1802	2080	320	81	114	5 626
2015	991	1096	1987	432	103	59	4 668
2016	576	709	1677	1178	453	81	4 674

Tableau III.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	337	222	208	137	116	49	1 069
2012	489	250	262	197	137	138	1 473
2013	424	259	278	277	112	198	1 548
2014	371	228	196	134	66	99	1 094
2015	279	145	128	67	51	63	733
2016	351	179	160	124	67	126	1007

Tableau III.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours				De 15 jours à moins d'un mois				De 1 mois à moins de 3 mois			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1622	1229	991	576	1657	1802	1096	709	1730	2080	1987	1677
Banfora	6	39	8	5	93	88	65	19	82	68	79	111
Bobo-Dioulasso	392	130	149	22	106	190	39	71	59	220	134	222
Bogandé	25	7	15	6	52	37	48	18	90	90	87	48
Boromo	100	122	54	29	89	48	56	66	32	26	59	58
Dédougou	51	30	52	29	44	144	26	24	44	5	37	107
Diapaga	1	4	15	13	2	7	7	15	28	26	81	24
Diébougou	54	60	44	45	30	55	47	41	27	39	31	37
Djibo	61	37	39	62	40	33	18	37	10	22	24	7
Dori	32	17	93	33	48	67	50	36	58	91	2	47
Fada N'gourma	15	45	32	24	74	61	51	23	124	70	97	57
Gaoua	65	71	57	80	28	39	54	39	25	22	38	27
Kaya	48	30	23	7	124	109	43	10	64	112	69	62
Kongoussi	33	25	9	12	24	21	18	20	12	25	29	23
Koudougou	63	122	65	32	65	89	62	44	93	33	76	87
Koupéla				0				0				0
Léo	18	31	16	7	68	66	41	23	55	55	67	25
Manga	126	111	28	41	55	57	66	30	20	28	75	23
Nouna	29	15	6	5	35	14	17	25	24	18	33	44
Orodara	27	24	16	25	20	20	20	16	21	18	24	27
Ouagadougou	253	96	84	1	424	380	194	13	607	900	611	358
Ouahigouya	88	54	51	16	52	90	35	25	25	69	88	109
Tenkodogo	87	88	46	15	136	118	76	47	109	79	168	104
Tougan	0	33	15	21	0	22	16	19	88	18	28	24
Yako	19	15	42	14	9	6	18	24	6	10	20	13
Ziniaré	29	23	32	32	39	41	29	24	27	36	30	33

Tableau III.65 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an				1 an et plus			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	241	320	432	1178	80	86	103	453	81	110	59	81
Banfora	4	6	11	46	0	3	4	11	1	1	1	6
Bobo-Dioulasso	16	34	16	128	15	12	29	21	13	9	2	0
Bogandé	14	14	25	11	2	12	8	7	3	3	7	3
Boromo	4	4	2	11	0	0	1	2	0	1	2	7
Dédougou	10	0	3	23	2	0	0	1	5	0	0	1
Diapaga	12	27	21	20	5	10	19	16	2	5	8	0
Diébougou	2	4	6	10	0	3	2	9	0	0	1	1
Djibo	0	1	2	3	0	1	1	0	0	0	0	0
Dori	4	9	1	24	3	1	0	8	6	9	0	3
Fada N'gourma	27	15	26	40	9	2	4	23	4	1	7	2
Gaoua	3	4	1	6	1	0	1	2	0	1	1	1
Kaya	5	11	13	40	1	2	4	21	9	3	0	0
Kongoussi	4	4	2	10	0	1	1	6	0	0	0	1
Koudougou	3	8	14	57	0	1	1	12	0	0	2	5
Koupéla				0				0				0
Léo	2	4	9	6	2	4	2	1	0	4	6	16
Manga	0	2	7	11	0	0	2	1	0	0	0	3
Nouna	0	5	6	20	4	1	1	0	2	1	0	0
Orodara	5	7	10	11	2	5	4	1	0	1	2	0
Ouagadougou	102	130	203	598	23	19	14	285	15	61	7	16
Ouahigouya	3	11	14	28	3	3	1	6	0	0	0	2
Tenkodogo	13	7	25	40	3	1	1	6	19	10	11	4
Tougan	0	0	3	7	0	2	0	4	0	0	0	1
Yako	0	2	1	14	1	0	0	1	0	0	0	2
Ziniaré	8	11	11	14	4	3	3	9	2	0	2	7

Tableau III.66 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois				De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	424	110	279	351	259	110	145	179	278	110	128	160
Banfora	16	7	17	2	22	38	19	4	23	51	25	30
Bobo-Dioulasso	35	31	0	7	59	19	0	2	57	21	0	4
Bogandé	10	10	22	23	5	9	3	13	9	3	9	9
Boromo	4	23	8	27	8	4	3	11	8	6	2	5
Dédougou	25	63	26	6	26	9	6	11	24	2	2	6
Diapaga	0	1	1	4	1	0	0	1	8	0	2	5
Diébougou	44	55	17	45	17	14	3	5	7	2	2	5
Djibo	15	21	16	28	3	5	9	7	1	2	3	4
Dori	29	14	50	15	15	11	25	8	7	4	3	5
Fada N'gourma	13	11	2	3	5	2	4	7	6	0	2	4
Gaoua	13	5	12	9	13	6	8	9	16	9	3	1
Kaya	9	2	3	2	6	4	2	4	8	6	3	5
Kongoussi	8	1	3	2	3	0	1	5	2	3	1	9
Koudougou	20	8	1	5	10	18	2	6	12	22	19	7
Koupéla				0				0				0
Léo	22	10	8	21	3	8	2	13	7	6	2	10
Manga	14	18	17	8	2	0	1	7	2	2	3	3
Nouna	9	2	5	6	1	2	6	4	6	3	1	1
Orodara	11	4	9	8	10	5	5	8	4	2	1	3
Ouagadougou	55	41	26	48	24	41	25	24	34	22	22	23
Ouahigouya	3	9	8	13	3	8	9	6	12	12	2	7
Tenkodogo	46	12	6	16	10	5	4	0	10	10	0	2
Tougan	3	6	6	20	0	3	3	6	0	2	4	1
Yako	8	6	5	10	3	0	1	5	1	1	3	0
Ziniaré	12	11	11	23	10	17	4	13	14	5	14	11

Tableau III.67 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans				3 ans et plus			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	277	134	67	124	112	66	51	67	198	99	63	126
Banfora	14	19	8	33	5	10	12	19	14	5	9	15
Bobo-Dioulasso	115	21	0	0	55	8	0	1	17	15	0	7
Bogandé	3	6	10	5	0	1	4	16	2	8	8	9
Boromo	1	7	1	7	1	7	0	3	9	0	2	43
Dédougou	13	1	0	4	5	0	0	2	60	0	0	8
Diapaga	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	1	0	1	0	2	0	0	0	0	0
Dori	6	0	0	2	0	1	0	0	10	7	0	4
Fada N'gourma	3	1	1	2	3	1	0	0	22	3	5	0
Gaoua	4	1	5	1	2	0	2	1	11	0	0	1
Kaya	16	2	2	0	3	1	1	0	1	2	0	0
Kongoussi	0	0	0	2	0	0	0	0	1	1	0	0
Koudougou	28	18	7	9	20	17	11	4	14	38	15	10
Koupéla	-	-	-	0	-	-	-	0	-	-	-	0
Léo	2	3	4	12	0	1	1	9	0	1	3	8
Manga	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	11	2	0	2	0	0	0	0	5	2	0	1
Orodara	1	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	31	28	6	23	11	10	2	5	23	15	16	13
Ouahigouya	6	7	1	9	0	1	1	0	0	0	0	3
Tenkodogo	2	2	0	1	1	0	0	0	7	2	0	0
Tougan	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	1	0	4	0	2	0	1	0	0	1	2
Ziniaré	21	10	19	3	3	6	14	6	2	0	4	2

Tableau III.68 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3919	3958	4282	3150	3517	3445	3749	3130	3035	3089
Banfora	277	217	273	166	257	81	161	111	192	127
Bobo-Dioulasso	593	635	325	520	319	319	856	0	255	242
Bogandé	65	121	143	142	19	237	182	115	166	108
Boromo	157	178	225	65	147	135	157	308	137	224
Dédougou	165	219	117	174	192	98	154	28	74	91
Diapaga	74	98	110	123	79	73	33	37	81	24
Diébougou	0	0	0	0	34	116	0	54	48	173
Djibo	0	0	88	135	100	127	85	105	117	148
Dori	53	151	153	101	85	62	0	91	176	157
Fada	121	199	156	89	156	97	135	33	64	57
Gaoua	124	213	286	0	183	156	97	115	135	112
Kaya	269	91	169	100	186	138	97	19	14	20
Kongoussi	144	198	118	66	74	68	60	32	50	77
Koudougou	301	235	357	496	249	165	49	423	221	259
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	0	44	148	32	154	184	123	65	88	94
Manga	29	31	112	156	211	362	167	131	125	111
Nouna	-	-	39	79	56	108	65	26	46	85
Orodara	-	-	61	92	58	80	26	60	78	98
Ouagadougou	1096	358	349	436	270	221	587	687	359	392
Ouahigouya	178	134	169	0	150	97	119	282	189	125
Tenkodogo	0	591	530	0	325	301	333	223	197	103
Tougan	125	109	121	79	147	99	75	60	51	93
Yako	75	50	75	0	45	47	40	0	63	63
Ziniaré	73	86	158	99	21	74	148	125	109	106

III.3.2.3 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2016.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau III.69 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875
Affaires criminelles	870	812	929	772	562	732	881	882	788	633
Affaires correctionnelles	131	183	180	128	192	161	119	241	148	242

Tableau III.70 : Affaires nouvelles criminelles en instruction par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875
Banfora	46	43	43	32	25	33	26	32	54	23
Bobo-Dioulasso	84	95	73	75	59	52	65	103	62	91
Bogandé	37	38	44	23	25	24	34	94	56	28
Boromo	69	21	21	22	32	23	31	16	29	18
Dédougou	33	34	31	22	31	34	39	48	23	39
Diapaga	10	23	15	24	14	32	19	23	25	28
Diébougou	-	-	-	0	19	22	20	41	28	22
Djibo	-	-	94	14	11	14	15	20	21	44
Dori	28	26	26	21	26	24	22	20	17	19
Fada N'gourma	47	54	63	52	41	25	44	63	55	43
Gaoua	39	50	47	34	19	20	11	32	30	13
Kaya	49	57	55	23	12	21	31	31	23	10
Kongoussi	24	40	23	16	6	10	19	10	4	11
Koudougou	32	40	59	71	48	63	64	42	31	34
Koupéla										1
Léo	-	13	23	15	21	32	41	39	22	31
Manga	33	37	35	37	23	39	30	27	21	20
Nouna	-	-	14	60	23	18	15	14	10	5
Orodara	-	-	16	14	15	20	14	24	24	19
Ouagadougou	332	284	295	197	201	268	308	318	290	253
Ouahigouya	26	12	27	30	21	15	26	11	11	20
Tenkodogo	63	85	60	58	42	57	74	69	55	38
Tougan	14	9	12	10	11	9	15	11	9	19
Yako	21	24	15	13	7	10	6	12	8	11
Ziniaré	14	10	18	37	22	28	31	23	28	35

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non-lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non-lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif. Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

Tableau III.71 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	438	355	801	438	947	690	442	291	363	417
Affaires criminelles	320	293	637	328	715	584	383	225	304	307
Affaires correctionnelles	118	62	164	110	232	106	59	66	59	110

Tableau III.72 : Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	438	355	801	438	947	690	442	291	363	417
Banfora	41	1	9	15	40	16	14	7	0	0
Bobo-Dioulasso	40	45	136	50	133	129	49	19	4	10
Bogandé	14	2	14	14	14	7	3	0	1	30
Boromo	3	8	7	1	23	44	35	2	16	45
Dédougou	62	29	119	11	13	28	13	10	7	4
Diapaga	0	3	0	0	0	4	1	2	0	0
Diébougou	-	-	-	0	0	2	2	2	4	12
Djibo	-	-	2	7	11	7	18	2	0	38
Dori	16	2	0	0	0	29	3	15	14	13
Fada N'gourma	0	0	0	6	22	5	44	2	1	5
Gaoua	2	20	19	3	109	13	4	1	36	22
Kaya	44	39	5	3	38	6	3	0	2	12
Kongoussi	5	36	24	20	15	4	2	3	11	9
Koudougou	26	22	25	39	51	21	24	27	25	23
Koupéla										0
Léo	-	0	0	8	9	1	23	1	3	1
Manga	0	8	0	0	13	23	17	6	3	0
Nouna	-	-	0	0	20	13	0	7	5	6
Orodara	-	-	0	14	11	3	10	2	0	0
Ouagadougou	133	87	362	233	303	170	88	136	161	127
Ouahigouya	27	22	32	4	29	30	25	17	13	3
Tenkodogo	0	4	12	2	64	100	46	16	42	32
Tougan	25	6	23	1	12	8	9	12	4	4
Yako	0	3	0	6	11	21	9	2	9	9
Ziniaré	0	18	12	1	6	6	0	0	2	12

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau III.73 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885	9 172
Affaires criminelles	5 127	5 646	5 938	6 169	5 305	6 217	6 897	6 931	7 255	6 680
Affaires correctionnelles	1 135	1 256	1 272	1 417	2 096	1 440	933	1 993	1 630	2 492

Tableau III.74 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885	9 172
Banfara	192	234	268	268	286	293	192	366	424	401
Bobo-Dioulasso	738	788	725	677	589	406	404	663	109	235
Bogandé	76	112	142	137	141	151	183	273	324	323
Boromo	136	149	163	141	138	121	116	122	112	90
Dédougou	346	351	263	200	238	257	275	311	323	347
Diapaga	15	35	50	61	75	97	118	141	167	226
Diébougou	-	-	-	2	21	179	197	139	169	124
Djibo	-	-	92	100	92	106	105	122	136	148
Dori	214	238	264	279	298	286	238	330	338	297
Fada N'gourma	438	492	555	609	630	619	625	685	744	783
Gaoua	408	438	466	469	333	365	373	402	349	354
Kaya	290	308	358	320	390	307	339	343	378	385
Kongoussi	148	152	151	56	47	55	74	81	72	72
Koudougou	93	111	145	161	166	210	247	254	252	260
Koupéla										1
Léo	-	13	36	45	53	92	109	154	164	200
Manga	77	106	141	179	163	220	215	237	267	299
Nouna	-	-	14	60	37	41	56	66	65	67
Orodara	-	-	16	17	29	48	51	68	95	112
Ouagadougou	2 128	2 325	2 258	2 772	2 636	2 721	2 767	2 938	3 048	2 914
Ouahigouya	160	150	145	140	148	125	132	130	126	143
Tenkodogo	669	750	798	719	733	777	789	857	945	1 079
Tougan	73	76	65	73	40	58	58	53	61	71
Yako	26	47	62	56	56	46	44	48	52	51
Ziniaré	35	27	33	45	62	77	123	141	165	190

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau III.75 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	580	642	1449	587	515	717	635	643	534	530
Moins de 6 mois	262	234	507	167	174	314	236	239	161	134
De 6 mois à moins de 1 an	160	175	399	182	135	199	182	182	129	133
De 1 an à moins de 2 ans	112	179	359	156	154	101	142	159	156	135
De 2 ans à moins de 3 ans	18	31	135	61	36	44	45	35	68	68
De 3 ans à moins de 4 ans	20	23	49	21	16	56	30	28	20	60
De 4 ans à moins de 5 ans	6	0	0	0	0	3	0	0	0	0
5 ans et plus	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau III.76 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	580	642	1449	587	515	717	635	643	534	530
Banfora	19	65	26	32	17	14	38	12	16	16
Bobo-Dioulasso	74	67	52	44	48	25	56	37	59	43
Bogandé	28	7	3	8	7	14	27	17	13	7
Boromo	28	20	15	10	24	38	23	11	17	8
Dédougou	50	24	16	21	26	33	12	35	16	25
Diapaga	12	29	11	13	6	21	22	10	0	2
Diébougou	-	-	-	0	7	15	8	9	10	5
Djibo	-	-	8	12	11	8	5	5	2	25
Dori	13	11	13	17	9	20	9	10	4	22
Fada N'gourma	18	42	64	60	69	67	35	39	41	49
Gaoua	33	27	9	1	13	13	17	14	26	17
Kaya	29	38	37	18	12	24	31	24	11	20
Kongoussi	23	15	12	12	2	11	9	5	7	9
Koudougou	37	31	24	17	32	41	47	75	15	19
Koupéla										0
Léo	-	7	21	14	18	6	19	14	20	27
Manga	6	19	16	9	20	30	24	28	28	46
Nouna	-	-	2	5	0	30	0	24	13	1
Orodara	-	-	5	0	8	26	11	4	37	14
Ouagadougou	106	208	1007	178	93	198	174	132	102	81
Ouahigouya	10	13	20	28	29	10	13	20	9	10
Tenkodogo	75	9	77	66	29	29	36	96	72	59
Tougan	4	2	3	4	11	12	13	14	3	8
Yako	9	3	6	13	12	12	2	0	6	12
Ziniaré	6	5	2	5	12	20	4	8	7	5

Tableau III.77 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	262	234	507	167	174	314	236	239	161	134
Banfora	14	6	8	1	5	2	1	1	2	0
Bobo-Dioulasso	22	30	22	11	28	7	27	14	35	6
Bogandé	17	0	0	1	0	7	9	11	0	3
Boromo	11	1	4	2	8	15	6	2	0	0
Dédougou	22	7	16	3	13	8	4	7	0	5
Diapaga	8	18	3	2	1	5	3	2	0	2
Diébougou	-	-	-	0	4	5	4	0	1	0
Djibo	-	-	2	3	1	5	1	0	0	13
Dori	6	6	3	6	0	11	3	4	2	9
Fada N'gourma	8	7	20	26	32	10	11	25	22	26
Gaoua	9	3	0	1	1	2	0	1	4	0
Kaya	5	11	7	4	2	12	13	6	7	5
Kongoussi	5	2	1	6	0	1	0	0	0	0
Koudougou	18	11	15	7	11	23	22	33	1	8
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	7	15	2	8	1	12	9	6	11
Manga	6	12	9	1	5	12	11	16	7	3
Nouna	-	-	1	0	0	18	0	2	0	0
Orodara	-	-	5	0	2	24	2	1	1	1
Ouagadougou	62	98	344	58	30	115	82	71	46	21
Ouahigouya	5	6	7	8	11	4	1	2	1	1
Tenkodogo	36	6	21	21	5	9	16	21	17	10
Tougan	1	1	2	1	2	6	4	8	1	3
Yako	5	1	2	1	1	5	2	0	6	5
Ziniaré	2	1	0	2	4	7	2	3	2	2

Tableau III.78 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	422	409	906	349	309	513	418	421	290	267
Banfora	17	26	18	7	15	8	16	4	9	6
Bobo-Dioulasso	44	46	31	25	33	15	50	24	47	31
Bogandé	25	2	0	5	1	9	14	14	5	3
Boromo	26	13	7	6	16	34	10	2	5	3
Dédougou	35	19	16	4	16	24	4	16	1	7
Diapaga	10	21	7	8	6	11	9	4	0	2
Diébougou	-	-	-	0	7	11	4	3	2	2
Djibo	-	-	7	8	2	5	2	0	2	17
Dori	8	9	7	12	3	19	7	4	4	12
Fada N'gourma	17	27	30	44	50	27	18	32	32	36
Gaoua	14	5	3	1	2	6	9	7	17	8
Kaya	14	15	19	7	2	15	30	12	9	9
Kongoussi	10	5	3	8	0	7	1	1	0	1
Koudougou	31	16	21	17	21	31	34	59	4	11
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	7	21	6	11	4	15	10	12	16
Manga	6	18	12	3	9	19	19	19	13	8
Nouna	-	-	2	2	0	26	0	20	10	0
Orodara	-	-	5	0	8	24	4	2	9	2
Ouagadougou	85	157	617	112	53	153	133	106	72	42
Ouahigouya	8	9	14	17	23	5	3	6	1	4
Tenkodogo	57	7	58	48	19	26	26	59	27	29
Tougan	3	2	2	4	3	6	5	12	1	6
Yako	8	3	6	1	2	10	2	0	6	8
Ziniaré	4	2	0	4	7	18	3	5	2	4

Tableau III.79 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	158	233	543	238	206	204	217	222	244	263
Banfora	2	39	8	25	2	6	22	8	7	10
Bobo-Dioulasso	30	21	21	19	15	10	6	13	12	12
Bogandé	3	5	3	3	6	5	13	3	8	4
Boromo	2	7	8	4	8	4	13	9	12	5
Dédougou	15	5	0	17	10	9	8	19	15	18
Diapaga	2	8	4	5	0	10	13	6	0	0
Diébougou	-	-	-	0	0	4	4	6	8	3
Djibo	-	-	1	4	9	3	3	5	0	8
Dori	5	2	6	5	6	1	2	6	0	10
Fada N'gourma	1	15	34	16	19	40	17	7	9	13
Gaoua	19	22	6	0	11	7	8	7	9	9
Kaya	15	23	18	11	10	9	1	12	2	11
Kongoussi	13	10	9	4	2	4	8	4	7	8
Koudougou	6	15	3	0	11	10	13	16	11	8
Koupéla										0
Léo	-	0	0	8	7	2	4	4	8	11
Manga	0	1	4	6	11	11	5	9	15	38
Nouna	-	-	0	3	0	4	0	4	3	1
Orodara	-	-	0	0	0	2	7	2	28	12
Ouagadougou	21	51	390	66	40	45	41	26	30	39
Ouahigouya	2	4	6	11	6	5	10	14	8	6
Tenkodogo	18	2	19	18	10	3	10	37	45	30
Tougan	1	0	1	0	8	6	8	2	2	2
Yako	1	0	0	12	10	2	0	0	0	4
Ziniaré	2	3	2	1	5	2	1	3	5	1

Tableau III.80 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	46	54	184	82	52	103	75	63	88	128
Banfora	0	1	0	13	0	1	2	4	3	1
Bobo-Dioulasso	13	4	4	6	4	6	3	4	5	2
Bogandé	0	0	0	2	1	1	12	3	0	3
Boromo	0	2	3	0	4	1	3	4	0	4
Dédougou	1	0	0	3	5	4	0	2	1	12
Diapaga	2	1	0	3	0	8	2	1	0	0
Diébougou	-	-	-	0	0	0	0	4	2	2
Djibo	-	-	1	1	3	1	2	3	0	3
Dori	3	0	0	0	2	0	0	0	0	6
Fada N'gourma	0	5	19	5	4	27	12	1	7	6
Gaoua	12	9	1	0	0	5	2	2	2	0
Kaya	4	6	6	7	9	5	1	7	1	7
Kongoussi	5	4	3	0	0	2	4	3	5	6
Koudougou	0	4	1	0	3	5	2	4	3	3
Koupéla										0
Léo	-	0	0	1	0	2	0	1	4	9
Manga	0	1	1	3	0	5	4	2	4	28
Nouna	-	-	0	2	0	1	0	1	1	0
Orodara	-	-	0	0	0	2	0	1	14	1
Ouagadougou	4	14	138	18	7	23	17	9	3	12
Ouahigouya	0	0	1	2	0	1	3	3	1	4
Tenkodogo	2	2	6	5	2	0	3	1	28	16
Tougan	0	0	0	0	3	1	2	1	2	1
Yako	0	0	0	11	3	1	0	0	0	2
Ziniaré	0	1	0	0	2	1	1	2	2	0

Tableau III.81 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2011	29	130	141	112	87	458	957
	2012	52	74	80	61	75	348	690
	2013	34	79	50	39	45	195	442
	2014	24	58	46	26	28	110	291
	2015	19	54	44	39	27	180	363
	2016	22	65	72	61	41	156	417
Affaires en cours	2011	745	671	882	677	605	3726	7306
	2012	895	714	751	764	670	3863	7657
	2013	999	799	639	590	909	3894	7830
	2014	1093	968	768	661	558	4875	8924
	2015	931	1008	807	647	553	4939	8885
	2016	858	899	950	716	624	5125	9172
Affaires contre X en cours	2011	71	64	110	106	62	394	807
	2012	104	98	92	92	114	395	895
	2013	78	91	84	77	93	450	873
	2014	158	115	87	98	83	558	1097
	2015	107	131	87	81	81	600	1087
	2016	138	95	115	79	90	604	1121

Tableau III.82 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	34	24	19	22	79	58	54	65	50	46	44	72
Banfora	0	0	0	0	1	0	0	0	2	1	0	0
Bobo-Dioulasso	5	2	4	5	14	4	0	2	8	3	0	1
Bogandé	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	1	2
Boromo	3	2	0	2	6	0	6	10	7	0	4	13
Dédougou	1	0	0	1	4	2	5	1	7	7	0	1
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	1	0	0	0	1	0	1	4	0	2	0	2
Djibo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	5	0	1	0	1	0	2	1	1	1	2
Fada N'gourma	0	0	1	0	2	0	0	1	0	1	0	1
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
Kaya	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	4	2
Koudougou	3	0	2	3	12	6	12	9	6	8	4	6
Koupéla				0				0				0
Léo	2	0	0	0	3	0	0	1	4	1	3	0
Manga	0	0	0	0	1	1	0	0	2	1	1	0
Nouna	0	1	2	1	0	5	3	3	0	1	0	1
Orodara	2	2	0	0	4	0	0	0	3	0	0	0
Ouagadougou	11	9	7	4	14	24	15	18	3	14	19	22
Ouahigouya	1	2	0	0	10	9	7	3	6	1	2	0
Tenkodogo	1	0	0	1	0	1	2	3	0	1	2	5
Tougan	1	1	0	0	2	3	0	1	0	3	0	1
Yako	0	0	1	1	3	2	3	2	1	0	1	2
Ziniaré	0	0	2	2	0	0	0	5	0	0	0	2

Tableau III.83 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	39	26	39	61	45	28	27	41	195	110	180	156
Banfora	5	1	0	0	3	5	0	0	3	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	2	0	1	1	2	0	0	17	7	0	1
Bogandé	0	0	0	7	1	0	0	6	0	0	0	14
Boromo	0	0	4	6	0	0	2	1	19	0	0	13
Dédougou	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	2	0
Diapaga	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Diébougou	0	0	1	4	0	0	1	2	0	0	1	0
Djibo	0	0	0	2	11	0	0	6	6	2	0	30
Dori	2	1	3	0	0	0	2	4	0	7	8	4
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	0	0	0	42	1	0	3
Gaoua	3	1	6	8	1	0	8	3	0	0	22	3
Kaya	0	0	0	1	0	0	0	4	2	0	0	6
Kongoussi	0	2	4	5	0	0	0	1	1	0	3	1
Koudougou	2	1	3	3	1	6	3	1	0	6	1	1
Koupéla				0				0				1
Léo	10	0	3	0	4	0	0	0	0	0	1	1
Manga	2	0	1	0	3	0	1	0	9	4	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	5	9	10	19	12	13	6	10	43	67	104	1
Ouahigouya	4	4	2	0	0	1	1	0	4	0	1	0
Tenkodogo	0	1	1	3	2	1	2	2	43	12	35	54
Tougan	1	1	0	1	2	0	0	0	3	4	0	0
Yako	0	0	1	0	3	0	1	0	2	0	2	18
Ziniaré	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1

Tableau III.84 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure TGI

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	999	1093	931	858	799	968	1008	899	639	768	807	950
Banfora	26	32	55	23	32	27	36	57	23	29	26	34
Bobo-Dioulasso	65	81	57	81	34	72	19	51	29	57	12	29
Bogandé	35	95	56	27	23	34	91	56	24	23	30	92
Boromo	30	18	28	18	14	21	15	20	16	12	15	11
Dédougou	39	49	24	38	30	37	48	19	24	24	29	50
Diapaga	22	23	25	30	33	20	23	28	16	33	19	24
Diébougou	20	42	28	22	17	26	37	26	13	34	19	27
Djibo	14	20	23	44	14	14	20	22	12	14	12	20
Dori	22	23	16	20	24	22	20	15	28	21	20	17
Fada N'gourma	44	63	56	43	25	44	64	56	40	23	44	62
Gaoua	12	32	28	12	20	12	28	29	19	20	9	23
Kaya	32	31	22	10	20	31	31	24	12	20	30	28
Kongoussi	19	10	4	11	0	19	10	3	9	9	14	8
Koudougou	64	42	30	32	46	58	35	26	32	41	49	23
Koupéla				1				0				0
Léo	40	36	24	33	38	39	39	25	14	39	38	35
Manga	32	26	22	20	36	31	27	22	41	33	31	27
Nouna	18	13	7	5	16	15	12	6	9	15	11	9
Orodara	9	23	24	19	15	12	32	35	14	12	14	6
Ouagadougou	303	318	286	250	247	285	307	274	180	229	252	318
Ouahigouya	25	11	11	21	12	18	7	11	6	4	13	5
Tenkodogo	75	60	55	38	58	83	68	53	44	34	73	65
Tougan	14	10	9	17	9	11	11	10	8	6	14	10
Yako	6	12	8	10	9	5	11	8	3	8	2	8
Ziniaré	33	23	33	33	27	32	17	23	23	28	31	19

Tableau III.85 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	590	661	647	716	909	558	553	624	3894	4875	4939	5125
Banfora	27	24	33	24	35	23	22	17	49	231	252	246
Bobo-Dioulasso	15	49	5	18	17	41	6	5	244	362	10	51
Bogandé	22	24	24	25	36	22	23	18	43	75	100	105
Boromo	8	19	5	7	7	12	13	4	41	40	36	30
Dédougou	10	22	24	32	10	9	24	21	162	170	174	187
Diapaga	16	15	34	19	15	16	16	33	16	34	50	92
Diébougou	4	33	18	17	143	4	14	11	0	0	53	21
Djibo	13	12	12	12	52	13	9	8	0	49	60	42
Dori	20	24	20	18	26	20	20	17	118	220	242	210
Fada N'gourma	51	40	24	44	63	51	40	24	402	464	516	554
Gaoua	18	20	10	7	25	17	11	7	279	301	263	276
Kaya	19	12	19	29	53	18	12	16	203	231	264	278
Kongoussi	7	5	5	10	17	9	6	5	22	29	33	35
Koudougou	32	29	36	39	17	26	21	37	56	58	81	103
Koupéla				0				0				0
Léo	10	21	31	36	4	10	14	40	3	9	18	31
Manga	61	27	34	31	6	32	28	33	39	88	125	166
Nouna	8	9	11	12	5	5	10	12	0	9	14	23
Orodara	6	10	11	4	7	8	8	30	0	3	6	18
Ouagadougou	161	163	219	211	283	145	164	194	1593	1798	1820	1667
Ouahigouya	11	5	4	14	8	7	3	1	70	85	88	91
Tenkodogo	48	67	30	63	53	50	63	54	511	563	656	806
Tougan	2	7	5	12	4	1	1	4	21	18	21	18
Yako	6	3	6	1	7	4	3	5	13	16	22	19
Ziniaré	15	21	27	31	16	15	22	28	9	22	35	56

Tableau III.86 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	78	223	107	138	91	107	131	95	84	81	87	119
Banfora	2	7	6	3	2	2	5	5	2	1	1	1
Bobo-Dioulasso	2	11	1	9	5	8	2	2	5	6	2	2
Bogandé	2	7	5	6	0	1	2	4	4	1	0	3
Boromo	0	1	1	1	2	1	1	1	0	0	0	1
Dédougou	8	20	7	5	3	10	13	8	1	2	9	14
Diapaga	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0	1
Diébougou	2	6	4	7	1	2	4	5	0	1	2	2
Djibo	3	5	3	15	1	3	3	3	1	0	2	2
Dori	0	2	2	6	2	0	2	2	3	1	0	2
Fada N'gourma	2	9	2	4	1	3	7	3	0	1	3	7
Gaoua	2	2	3	0	2	2	0	3	0	1	2	0
Kaya	0	1	3	0	0	0	1	3	4	0	0	1
Kongoussi	2	2	1	3	0	0	2	0	0	0	0	0
Koudougou	2	4	0	4	3	1	0	0	4	2	2	0
Koupéla												14
Léo	5	21	4	3	5	13	11	4	2	2	3	7
Manga	0	3	7	4	2	2	3	0	4	2	2	1
Nouna	1	2	0	1	2	1	0	0	2	2	1	0
Orodara	1	1	0	0	4	1	0	0	4	5	1	44
Ouagadougou	30	85	49	46	43	37	61	47	38	44	37	1
Ouahigouya	3	4	2	6	1	3	1	0	0	1	4	6
Tenkodogo	4	18	1	5	9	10	6	1	7	7	7	0
Tougan	0	1	1	3	0	0	1	1	0	0	1	2
Yako	0	0	0	2	0	1	1	0	0	0	0	4
Ziniaré	7	11	5	5	3	6	4	2	2	2	8	4

Tableau III.87 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
Ensemble	77	91	81	79	93	77	81	90	450	520	600	604
Banfora	2	2	6	1	2	2	2	3	7	34	44	12
Bobo-Dioulasso	2	7	0	3	1	6	0	0	25	38	1	6
Bogandé	5	4	1	2	8	5	3	0	5	12	19	22
Boromo	0	3	2	0	0	0	0	1	2	2	1	0
Dédougou	0	1	3	6	1	0	1	3	22	21	18	5
Diapaga	1	1	0	0	2	1	1	0	0	2	3	3
Diébougou	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	4	1
Djibo	2	1	0	3	2	2	1	0	0	0	2	1
Dori	4	1	0	0	4	3	2	1	9	19	20	16
Fada N'gourma	8	0	1	3	2	7	1	1	20	22	32	43
Gaoua	0	2	1	2	5	0	1	2	15	18	17	19
Kaya	0	3	0	0	13	1	3	0	31	14	40	44
Kongoussi	0	1	1	2	3	2	0	0	2	3	4	5
Koudougou	2	2	2	2	0	0	2	2	1	0	2	3
Koupéla												
Léo	1	3	3	3	0	1	9	14	0	0	3	6
Manga	10	4	2	3	1	4	3	2	3	11	13	2
Nouna	2	2	2	1	1	2	2	1	0	2	3	6
Orodara	3	3	5	0	0	3	2	5	0	0	2	5
Ouagadougou	26	34	41	29	42	21	39	41	221	222	260	257
Ouahigouya	0	0	1	2	0	1	0	0	8	6	7	7
Tenkodogo	2	13	6	7	1	8	7	10	75	81	88	121
Tougan	0	1	0	1	0	0	1	0	0	2	3	2
Yako	1	0	0	0	1	1	0	0	4	7	6	7
Ziniaré	5	3	3	9	4	6	1	4	0	4	8	11

III.3.2.4 Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés: Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques : *Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau III.88 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bulletins de casier judiciaire n°3	101 140	87 603	96 208	99017	118 664	156 350	169 316	184 880	178654	237551
Certificats de nationalité des personnes	54 797	58 709	64 492	85424	79 670	92 662	90 142	106688	109492	126587
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	5 784	5 277	4 526	6 118	1 432	1651	2104	3204	2368	4629
<i>Immatriculation des personnes physiques</i>	3 724	3 432	3 598	3942	1 157	1393	1823	2782	1965	3739
<i>Immatriculation des personnes morales</i>	677	763	811	1078	96	53	70	97	112	581
<i>Modifications</i>	840	889	899	950	151	164	159	283	259	290
<i>Radiations</i>	98	112	138	135	26	31	46	36	29	19
<i>Sûretés mobilières</i>	445	81	117	13	2	10	6	6	3	0
Certificats de non faillite	69	23	22	9694	1 007	1 064	1 031	1 197	863	1187
Cessions volontaires de salaires	9 602	5 853	4 114	4515	4 668	3 141	4 202	3 873	22993	31917
Actes notariés du greffe	294	317	327	288	769	845	630	685	577	858
Autres actes de greffe	2 134	1 828	2234	2181	1 890	1 895	2 262	2 190	2133	2303

Tableau III.89 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	101 140	87 603	96 208	99017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237 551
Banfora	3 175	2 572	2 419	2 421	2 918	4 611	5 608	5 552	5 457	6 369
Bobo-Dioulasso	16 715	14 364	15 297	14 835	24 023	24 763	22 191	24 354	16 371	29 935
Bogandé	895	733	910	779	973	1502	1631	1359	2 257	2 500
Boromo	1 543	1 541	1 821	2 110	2 519	3 460	3 839	3 919	4 145	2 543
Dédougou	2 549	2 337	2 736	2 634	2 913	4 660	5 301	5 320	5 472	7 504
Diapaga	1 007	793	893	1 061	1 116	1 644	1 776	1 765	1 818	2 353
Diébougou	-	-	-	1 005	2 107	2 287	2 901	2 963	2 922	3 709
Djibo	-	-	198	903	1 235	1 420	1 676	1 917	1 548	2 239
Dori	1 157	1 047	1 103	1 330	1 034	1 765	2 182	2 693	2 418	3 800
Fada N'gourma	2 701	2 425	2 451	2 252	2 480	2 557	2 638	3 422	4 731	5 333
Gaoua	2 832	2 065	2 592	2 168	1 662	2 084	2 541	2 654	2 627	3 904
Kaya	3 272	2 999	3 515	3 640	3 913	5 066	6 034	6 023	5 586	8 153
Kongoussi	1 492	1 607	1 251	618	698	1 312	2 252	2 126	2 341	3 247
Koudougou	6 952	6 481	7 544	7 995	7 825	15 689	13 958	14 490	16 091	19 017
Koupéla										338
Léo	-	306	951	681	893	1 444	2 132	2 425	2 615	3 756
Manga	2 062	1 976	2 396	2 365	2 769	3 769	4 284	5 008	4 533	4 523
Nouna	-	-	0	710	986	1 759	1 902	1 945	2 046	3 120
Orodara	-	-	641	952	509	697	1018	2505	2 605	3 587
Ouagadougou	31 278	25 829	27 963	29 442	33 444	42 170	50 040	52 925	53 671	70 300
Ouahigouya	5 837	5 112	5 893	6 113	6 269	8 782	9 458	9 315	10 353	13 897
Tenkodogo	10 632	9 055	8 535	7 351	9 486	14 448	14 268	17 312	15 721	18 462
Tougan	2 795	2 487	3 002	3 125	3 597	3 281	3 207	4 597	3 452	6 214
Yako	1 881	1 732	1 768	2 420	2 801	3 854	4 643	4 689	4 189	6 924
Ziniaré	2 365	2 142	2 329	2 107	2 494	3 326	3 836	5 602	5 685	5 824

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents né au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux parents.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des parents.
- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : son extrait d'acte de naissance et l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabè du conjoint ou de la conjointe.
- Pour l'apatride son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA, au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie .

Tableau III.90 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	54 797	58 709	64492	85424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126 587
Banfora	1 843	1 760	2032	2699	2086	2 585	2 418	3 193	4 739	4 197
Bobo-Dioulasso	10 057	10 774	10311	13269	10178	12 322	10 102	10 050	11 095	17 205
Bogandé	334	243	290	389	338	548	657	647	1 010	1 110
Boromo	555	552	623	1837	1423	1 574	1 578	2 043	4 606	2 458
Dédougou	1 370	1 384	1297	1902	1442	1 816	1 805	1 424	2 402	3 097
Diapaga	382	298	399	455	403	578	649	850	812	732
Diébougou	-	-	-	696	783	977	1 095	1 208	1 336	1 456
Djibo	-	-	317	663	710	838	937	922	815	962
Dori	698	267	614	898	809	1 292	1 448	1 279	1 339	1 626
Fada N'gourma	1 264	236	1348	2283	1648	1 434	1 405	3 133	3 341	3 826
Gaoua	926	826	1068	1441	712	1 003	1 073	1 125	1 550	1 609
Kaya	1 236	1 092	1594	3861	2723	2 998	2 927	3 130	3 215	4 556
Kongoussi	678	767	867	985	617	1 167	1 222	1 420	1 391	1 540
Koudougou	3 776	3 415	3983	7635	5016	5 422	6 006	7 078	6 982	7 798
Koupéla										195
Léo	-	138	425	1002	635	985	943	1223	1 469	1 530
Manga	945	995	1555	2248	2238	2 110	2 330	3 573	5 985	6 620
Nouna	-	-	0	432	528	937	986	1528	1 576	1 574
Orodara	-	-	132	435	130	136	55	854	1382	1269
Ouagadougou	19 738	25 179	24241	25436	28411	31 019	32 724	35 657	31 916	40 757
Ouahigouya	2 251	2 262	2889	nd	3309	4 358	4 162	4 680	6 132	5 473
Tenkodogo	6 152	5 552	6002	7234	6786	10 280	8 352	10 874	9 302	8 818
Tougan	812	848	914	1914	1365	1 572	1 593	2 025	1 825	2 504
Yako	728	685	1070	2610	1687	771	1 700	2 172	1 933	2 485
Ziniaré	1 052	1 436	2521	5100	5693	5 940	3 975	6 600	3 339	3 190

Tableau III.91 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	4 401	4 195	4 409	5 020	1 253	1 446	1893	2 879	2 077	4 320
Banfora	70	55	76	61	73	67	115	159	167	244
Bobo-Dioulasso	588	486	393	469	-	-	-	-	-	0
Bogandé	23	16	18	18	27	17	22	44	54	123
Boromo	45	26	22	29	30	31	57	66	102	119
Dédougou	54	51	45	44	49	73	98	139	122	185
Diapaga	22	9	8	10	12	15	38	24	0	35
Diébougou	-	-	-	1	14	36	61	74	44	119
Djibo	-	-	18	21	23	32	54	54	35	91
Dori	7	17	28	56	72	64	91	141	115	172
Fada N'gourma	58	64	38	48	73	80	103	180	127	99
Gaoua	42	35	38	41	89	74	8	105	111	169
Kaya	60	31	83	96	94	101	126	164	109	265
Kongoussi	30	21	23	22	32	57	87	75	58	152
Koudougou	154	56	65	82	104	145	191	309	221	877
Koupéla										0
Léo	-	6	15	24	14	29	43	106	44	118
Manga	43	46	38	57	23	59	74	241	91	193
Nouna	-	-	0	20	20	22	37	30	14	34
Orodara	-	-	0	18	31	17	45	20	37	86
Ouagadougou	2 744	2 772	3071	3532	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	145	176	124	116	181	175	220	288	220	467
Tenkodogo	185	199	177	123	148	185	205	301	234	496
Tougan	20	23	32	25	32	33	51	52	48	88
Yako	32	20	23	27	28	38	69	128	26	31
Ziniaré	79	86	74	80	84	96	98	179	98	157

L'absence de RCCM à Bobo et Ouagadougou entre 2011 et 2013 s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles, le RCCM est désormais traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau III.92 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	3 724	3 432	3598	3942	1157	1393	1823	2782	1965	3739
Banfora	63	50	70	57	64	65	108	149	149	233
Bobo-Dioulasso	516	415	340	398	-	-	-	-	-	-
Bogandé	23	16	17	18	27	15	21	44	54	121
Boromo	42	26	22	28	30	31	52	64	96	114
Dédougou	49	48	42	40	43	73	96	138	122	172
Diapaga	21	8	6	8	11	14	36	23	0	0
Diébougou	-	-	-	0	14	36	57	70	41	115
Djibo	-	-	18	21	23	31	53	50	35	91
Dori	7	17	27	52	64	58	88	134	113	165
Fada N'gourma	55	62	33	45	71	75	102	168	113	89
Gaoua	36	34	35	40	81	73	4	99	106	166
Kaya	57	31	81	86	88	94	122	160	96	260
Kongoussi	28	19	23	21	32	56	86	74	56	146
Koudougou	150	48	55	73	88	139	191	298	212	446
Koupéla										0
Léo	-	5	12	22	13	29	40	105	41	116
Manga	42	46	36	56	23	59	71	239	87	189
Nouna	-	-	0	18	18	21	37	29	14	33
Orodara	-	-	0	18	31	16	42	20	36	83
Ouagadougou	2 194	2 121	2380	2609	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	141	170	115	106	178	170	214	276	208	453
Tenkodogo	178	194	169	119	124	179	194	288	219	485
Tougan	20	23	32	22	26	32	51	51	47	88
Yako	29	20	22	21	28	37	68	128	24	29
Ziniaré	73	79	63	64	80	90	90	175	96	145

Tableau III.93 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	677	763	811	1078	96	53	70	97	112	581
Banfora	7	5	6	4	9	2	7	10	18	11
Bobo-Dioulasso	72	71	53	71	-	-	-	-	-	-
Bogandé	0	0	1	0	0	2	1	0	0	2
Boromo	3	0	0	1	0	0	5	2	6	5
Dédougou	5	3	3	4	6	0	2	1	0	13
Diapaga	1	1	2	2	1	1	2	1	0	35
Diébougou	-	-	-	1	0	0	4	4	3	4
Djibo	-	-	0	0	0	1	1	4	0	0
Dori	0	0	1	4	8	6	3	7	2	7
Fada N'gourma	3	2	5	3	2	5	1	12	14	10
Gaoua	6	1	3	1	8	1	4	6	5	3
Kaya	3	0	2	10	6	7	4	4	13	5
Kongoussi	2	2	0	1	0	1	1	1	2	6
Koudougou	4	8	10	9	16	6	0	11	9	431
Koupéla										0
Léo	-	1	3	2	1	0	3	1	3	2
Manga	1	0	2	1	0	0	3	2	4	4
Nouna	-	-	0	2	2	1	0	1	0	1
Orodara	-	-	0	0	0	1	3	0	1	3
Ouagadougou	550	651	691	923	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	4	6	9	10	3	5	6	12	12	14
Tenkodogo	7	5	8	4	24	6	11	13	15	11
Tougan	0	0	0	3	6	1	0	1	1	0
Yako	3	0	1	6	0	1	1	0	2	2
Ziniaré	6	7	11	16	4	6	8	4	2	12

III.4 Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plumitif des référés des tribunaux de commerce.

Tableau III.94 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce

	Ensemble				
	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	336	356	426	451	468
Décisions rendues	282	311	297	372	444
Décisions rédigées	277	302	283	372	442
Décisions rendues sur opposition	10	15	30	33	13

Tableau III.95 : Activités commerciales des tribunaux de commerce

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	65	96	111	105	98	271	260	315	346	370
Décisions rendues	46	58	77	99	102	236	253	220	273	342
Décisions rédigées	41	49	70	99	99	236	253	213	273	343
Décisions rendues sur opposition	10	15	30	33	13	0	0	0	0	0

Tableau III.96 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type

	Ensemble				
	2012	2013	2014	2015	2016
Contradictoire	259	266	263	349	410
Réputé contradictoire	11	30	21	10	21
Défaut	12	15	13	13	13
Total	282	311	297	372	444

Tableau III.97 : Ensemble des décisions commerciales rendues par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Contradictoire	39	46	67	94	90	220	220	196	255	320
Réputé contradictoire	2	10	8	2	9	9	20	13	8	12
Défaut	5	2	2	3	3	7	13	11	10	10
Total	46	58	77	99	102	236	253	220	273	342

Tableau III.98 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Acceptation					Rejet				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	165	197	175	238	282	55	64	61	73	83
Bobo-Dioulasso	28	39	38	59	55	10	12	20	22	18
Ouagadougou	137	158	137	179	227	45	52	41	51	65

Tableau III.99 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Autres décisions														
	Incompétence					Irrecevabilité					Désistement				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	9	9	11	15	21	26	18	14	23	30	13	12	14	12	12
Bobo-Dioulasso	2	0	5	8	13	3	3	3	4	14	0	2	3	4	2
Ouagadougou	7	9	6	7	8	23	15	11	19	16	13	10	11	8	10

Tableau III.100 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	<i>Radiations</i>					Avant dire droit				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	4	4	7	0	2	14	11	22	11	16
Bobo-Dioulasso	0	1	2	0	1	3	2	8	2	0
Ouagadougou	4	3	5	0	1	11	9	14	9	16

Tableau III.101 : Référé des tribunaux de commerce

	Ensemble				
	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	254	277	343	397	488
Décisions rendues	230	256	313	341	472
Décisions rédigées	226	244	313	249	477
Décisions rendues sur opposition	0	0	0	0	0

Tableau III.102 : Référé par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	70	104	95	103	121	184	173	248	294	367
Décisions rendues	68	93	70	89	112	162	163	243	252	360
Décisions rédigées	64	81	70	86	112	162	163	243	163	365
Décisions rendues sur opposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau III.103 : Ensemble des décisions de référés rendues par type

	Ensemble				
	2012	2013	2014	2015	2016
Contradictoire	217	241	298	337	440
Réputé contradictoire	12	5	12	4	28
Défaut	1	10	3	0	4
Total	230	256	313	341	472

Tableau III.104 : Ensemble des décisions de référés rendues par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Contradictoire	57	78	60	88	104	160	163	238	249	336
Réputé contradictoire	10	5	7	1	4	2	0	5	3	24
Défaut	1	10	3	0	4	0	0	0	0	0
Total	68	93	70	89	112	162	163	243	252	360

Tableau III.105 : Répartition des décisions rendues sur le fond des référés par tribunal de commerce

	Acceptation					Rejet				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	137	162	162	178	280	46	52	60	72	94
Bobo-Dioulasso	53	65	34	43	62	4	13	14	13	15
Ouagadougou	84	97	128	135	218	42	39	46	59	79

Tableau III.106 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce

	Autres décisions														
	Incompétence					Irrecevabilité					Désistement				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	16	22	30	26	33	13	6	14	29	26	13	6	31	25	36
Bobo-Dioulasso	8	10	16	16	19	1	1	3	14	13	2	2	3	3	3
Ouagadougou	8	12	14	10	14	12	5	11	15	13	11	4	28	22	33

Tableau III.107 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit des référés par tribunal de commerce

	Radiations					Avant dire droit				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	8	11	12	2	9	5	8	16	11	8
Bobo-Dioulasso	0	7	0	0	0	0	2	0	0	0
Ouagadougou	8	4	12	2	9	5	6	16	11	8

Tableau III.108 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1062	1080	1257	1496	1172
Bobo-Dioulasso	252	340	388	536	562
Ouagadougou	810	740	869	960	776

Tableau III.109 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type

	Injonction de payer					Autres ordonnances				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	418	353	399	372	306	644	727	858	1124	1102
Bobo-Dioulasso	118	98	134	134	70	134	242	254	402	326
Ouagadougou	300	255	265	238	236	510	485	604	722	776

Tableau III.110 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	819	837	978	1 151	1035
Bobo-Dioulasso	255	302	335	391	310
Ouagadougou	564	535	643	760	725

Tableau III.111 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer					Autres ordonnances				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	251	251	281	268	230	568	586	697	883	805
Bobo-Dioulasso	75	81	116	108	54	180	221	219	283	256
Ouagadougou	176	170	165	160	176	388	365	478	600	549

Tableau III.112 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

		Immatri- culations des personnes physiques	Immatri- culations des personnes morales	Modifications du RCCM	Radiations du RCCM	Sûretés mobilières	Certificats de non faillite et autres
Ensemble	2012	3 829	1 277	896	130	158	16 990
	2013	4 577	1 372	1 260	151	63	18 469
	2014	5 349	1 506	1 385	149	203	20 349
	2015	4 471	1 666	1 286	155	288	12 486
	2016	6735	2486	1552	204	288	12795
Bobo-Dioulasso	2012	505	92	176	4	8	1 240
	2013	622	93	199	18	11	1 236
	2014	941	148	172	12	0	1 299
	2015	893	93	258	9	0	938
	2016	1566	170	272	27	0	1247
Ouagadougou	2012	3 324	1 185	720	126	150	15 750
	2013	3 955	1 279	1 061	133	52	17 233
	2014	4 408	1 358	1 213	137	203	19 050
	2015	3 578	1 573	1 028	146	288	11 548
	2016	5169	2316	1280	177	288	11548

Tableau III.113 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2012	59	79	79	43	8	0	268
	2013	84	77	102	37	8	2	310
	2014	95	80	92	22	3	5	297
	2015	110	100	125	20	8	7	370
	2016	135	119	134	47	8	1	444
Bobo-Dioulasso	2012	24	8	8	3	0	0	43
	2013	30	12	9	4	2	0	57
	2014	46	15	10	4	1	1	77
	2015	45	22	19	7	3	1	97
	2016	62	27	10	2	0	0	101
Ouagadougou	2012	35	71	71	40	8	0	225
	2013	54	65	93	33	6	2	253
	2014	49	65	82	18	2	4	220
	2015	65	78	106	13	5	6	273
	2016	73	92	124	45	8	1	343

Tableau III.114 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
Total	2012	22	19	15	3	0	3	62
	2013	154	79	41	7	6	15	302
	2014	138	47	63	13	16	6	283
	2015	130	79	118	25	11	7	370
	2016	193	137	65	37	7	3	442
Bobo-Dioulasso	2012	9	6	8	3	0	3	29
	2013	16	9	3	2	4	15	49
	2014	38	5	10	3	8	6	70
	2015	47	22	15	7	2	4	97
	2016	84	13	2	0	0	0	99
Ouagadougou	2012	13	13	7	0	0	0	33
	2013	138	70	38	5	2	0	253
	2014	100	42	53	10	8	0	213
	2015	83	57	103	18	9	3	273
	2016	109	124	63	37	7	3	343

III.5 Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant-dire-droit : Décision prise par le tribunal, pour ordonner soit une mesure provisoire soit une instruction complémentaire (voir cour d'appel).

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du tribunal sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond.

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à l'initiative du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau III.115 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance

Affaires nouvelles selon leur origine	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Saisines directes	510	554	466	577	559	511	486	303	405	399
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	1	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Ensemble	511*	554*	466*	577*	559*	511*	486*	303	405	403

Affaires nouvelles selon leur nature	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Injonction de payer	383	355	280	395	350	245	231	203	213	99
Affaires civiles	128	199	186	172	209	266	245	92	192	242
Affaires commerciales	0	0	0	10	0	0	10	0	0	23
Référés										23
Contraventions	101	66	55	96	113	170	144	66	34	51
Ensemble	612	620	521	673	672	681	630	361	439	438

Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	139*	213*	160*	158*	189*	259*	311*	343*	144*	348*
Avant dire droit	1	0	4	1	0	0	0	2	4	1
Décisions sur le fond	114	164	121	135	116	178	207	197	90	203
<i>Acceptation totale</i>	40	62	66	79	40	77	84	100	52	145
<i>Acceptation partielle</i>	73	74	38	40	62	77	94	66	20	45
<i>Rejet</i>	1	28	17	16	14	24	29	30	18	13
Autres décisions	11	28	23	8	20	29	27	30	18	19
<i>Irrecevabilité</i>	5	8	12	3	6	8	8	4	1	2
<i>Désistement</i>	2	10	5	2	9	7	12	12	5	3
<i>Incompétence</i>	4	10	6	3	5	14	7	14	12	14
Radiations	9	16	9	12	28	32	36	42	6	71
Conciliations	4	5	3	2	25	20	41	72	26	54

Jugements rédigés (hors injonctions de payer)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	123*	126*	112*	122*	113*	163*	182*	319	129	233

*sans les décisions pénales

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau III.116 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	128	199	186	182	209	266	255	124	192	265
Bobo-Dioulasso	59	70	66	73	53	61	70	43	32	72
Ouagadougou	69	129	120	109	156	205	185	81	160	193

Tableau III.117 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	383	355	280	395	350	245	231	203	213	275
Bobo-Dioulasso	190	142	126	202	214	64	40	24	37	88
Ouagadougou	193	213	154	193	136	181	191	179	176	187

Tableau III.118 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	114	164	121	135	116	178	207	197	90	203
Bobo-Dioulasso	52	44	35	53	41	35	51	87	6	72
Ouagadougou	62	120	86	82	75	143	156	110	84	131

**sans les décisions pénales

Tableau III.119 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	123	126	112	122	113	163	182	319	129	233
Bobo-Dioulasso	47	59	46	56	44	43	60	128	7	76
Ouagadougou	76	67	66	66	69	120	122	191	122	157

**sans les décisions pénales

Tableau III.120 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2012	167	38	2	0	0	207
	2013	184	43	10	1	0	238
	2014	173	41	7	0	0	221
	2015	87	26	13	2	0	128
	2016	133	44	21	3	0	201
Civiles	2012	147	36	1	0	0	184
	2013	177	41	10	0	0	228
	2014	153	38	7	0	0	197
	2015	67	22	13	2	0	104
	2016	122	34	15	3	0	174
Commerciales	2012	20	2	1	0	0	23
	2013	7	2	0	1	0	10
	2014	20	4	0	0	0	24
	2015	4	3	0	0	0	7
	2016	11	10	6	0	0	27

Tableau III.121 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso								Ouagadougou							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	28	54	65	62	75	62	14	21	27	42	48	108	69	58	20	30
Décisions rendues	19	37	46	57	88	77	4	37	7	34	16	46	46	29	18	53
Décisions rédigées	19	37	46	57	88	122	4	16	5	26	6	25	58	34	16	23

III.6 Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

Autres : Décision autre que : placement, remise aux parents et emprisonnement.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Confirmation : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps .voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Infirmation : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Réformation : Infirmation partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Remise aux parents : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

Sources statistiques

Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Tableau III.122 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	60	92	98	89	72	73	103	202	257	298
<i>Contraventions</i>	1	0	0	0	1	0	0	2	1	2
<i>Délits</i>	57	85	98	89	66	67	98	190	231	263
<i>Crimes</i>	2	7	0	0	5	6	5	10	25	33
Décisions rendues	61	94	99	73	59	47	97	191	263	286
<i>Placements</i>	21	15	25	15	15	19	18	34	48	52
<i>Remises à parents</i>	18	7	13	17	6	6	8	19	34	36
<i>Emprisonnements</i>	13	51	47	41	38	22	26	81	107	95
<i>Sursis</i>	-	-	-	-	-	-	26	26	13	9
<i>TIG</i>	-	-	-	-	-	-	5	12	25	33
<i>Incompétence</i>	-	-	-	-	-	-	5	9	3	0
<i>Relaxe</i>	-	-	-	-	-	-	6	10	21	60
<i>Remise à personne digne de confiance</i>	-	-	-	-	-	-	1	0	1	1
<i>Amende</i>	-	-	-	-	-	-	2	0	11	0
<i>Autres</i>	9	21	14	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	67	112	112	97	79	87	110	272	291	327
Affaires nouvelles en instruction	-	-	-	-	-	-	5	*12	13	33
Affaires dont l'instruction est terminée	-	-	-	-	-	-	3	*2	5	5
Affaires en cours d'instruction au 31/12	14	7	15	21	20	29	27	*37	42	74

Tableau III.123 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	6	20	7	11	11	56	24	*16	28	10
Mineurs concernés	7	48	227	32	19	109	24	27	50	13
Décisions rendues	5	18	230	32	19	96	23	*13	31	13
<i>Placements</i>	4	15	230	30	18	93	22	8	31	9
<i>Remises à parents</i>	1	2	0	0	0	1	0	0	0	4
<i>Autres</i>	0	1	0	2	1	2	1	0	0	0

*Données définitives après l'atelier de validation

Tableau III.124 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	60	92	98	89	72	73	98	194	232	298
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	8	10	23
Bobo-Dioulasso	32	29	26	21	33	23	31	32	31	59
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	16	25	11
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	21	25	37
Ouagadougou	28	63	72	68	39	50	67	102	126	116
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	15	15	23
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29

Tableau III.125 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	61	94	99	73	59	47	97	191	252	286
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	8	11	18
Bobo-Dioulasso	35	25	28	22	27	17	35	38	42	37
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	19	27	15
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	24	17	38
Ouagadougou	26	69	71	51	32	30	62	87	139	139
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	15	16	24
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15

Tableau III.126 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	6	20	7	11	11	56	24	16	28	10
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Bobo-Dioulasso	4	5	0	5	4	3	6	6	1	0
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	1	3	0
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	2	15	7	6	7	53	18	7	24	9
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	2	0	0
Tenkodogo										0

Tableau III.127 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	5	18	230	32	18	96	23	13	31	13
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Bobo-Dioulasso	3	13	3	6	3	3	5	5	4	0
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	1	3	0
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouagadougou	2	5	227	26	15	93	18	7	24	12
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo										0

Organisation et compétence des juridictions pour mineurs

Il existe deux types de juridictions pour mineurs:

Le tribunal pour enfants : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressort.

Le juge des enfants : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges des enfants ». Ils sont au nombre de sept (07) actuellement à être opérationnels.

La juridiction du juge des enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau III.128 : Activités des tribunaux pour enfants

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires nouvelles	1	15	1	15	9	5	8	1	1	17
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	1	4	1	0	2	1	2	0	1	4
Crimes	0	11	0	15	7	4	6	1	0	13

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Décisions rendues	0	11	10	0	16	2	16	5	0	5
Saisines directes	0	9	5	0	4	1	1	3	0	1
<i>Placements</i>	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1
<i>Remise à parents</i>	0	0	3	0	1	0	0	0	0	0
<i>Emprisonnements</i>	0	7	1	0	2	1	0	1	0	0
<i>Autres</i>	0	2	1	0	1	0	1	0	0	0
En appel	0	2	5	0	12	1	15	2	0	4
<i>Confirmation</i>	0	1	2	0	0	1	0	0	0	1
<i>Réformation</i>	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0
<i>Infirmité</i>	0	0	0	0	0	0	1	1	0	2
<i>Autres</i>	0	0	1	0	12	0	14	1	0	1

Tableau III.129 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1	15	1	15	9	5	8	1	1	17
Bobo-Dioulasso	1	13	1	3	4	1	3	-	0	15
Ouagadougou	0	2	0	12	5	4	5	1	1	2

Tableau III.130 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	0	11	10	0	16	2	16	5	0	5
Bobo-Dioulasso	0	11	10	0	4	2	5	5	0	2
Ouagadougou	0	0	0	0	12	0	11	0	0	3

III.7 Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non-paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau III.131 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	578	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241
Rupture de contrat de travail	325	448	424	364	390	545	547	510	632	747
Non-paiement de salaire	113	82	109	143	163	234	234	241	224	182
Reconstitution de carrière	19	30	15	10	16	65	28	26	31	53
Référés	52	52	89	70	79	104	111	118	142	138
Sécurité sociale	24	3	8	5	11	33	18	24	50	32
Autres	45	58	65	147	97	123	58	58	146	89

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	346	423	496	681	618	742	975	817	874	1 080
Décisions sur le fond	292	345	408	519	425	492	729	667	577	715
<i>Acceptation</i>	64	114	79	101	117	138	224	204	183	608
<i>Rejet</i>	42	72	74	103	70	91	79	76	60	107
Autres décisions	35	46	51	71	59	115	146	137	127	152
<i>Incompétence</i>	10	15	21	25	25	36	38	32	23	56
<i>Désistement</i>	12	20	12	29	30	40	46	16	32	18
<i>Irrecevabilité</i>			8	7	0	30	38	41	27	28
<i>Avant dire droit</i>	13	11	10	10	4	9	24	48	45	50
<i>Radiation</i>	19	32	37	91	134	135	100	13	170	213

Décisions rendues par type (y compris référés)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	327	390	454	590	484	607	875	804	704	866
Contradictoire	286	332	382	469	363	506	706	633	518	682
Réputé contradictoire	12	22	19	36	43	45	51	51	59	57
Par défaut	29	36	53	85	78	56	118	120	127	127

NB : Hors radiations

Recours	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Opposition	11	7	21	22	25	12	14	7	29	37
Appel	241	240	318	296	241	274	338	260	281	341
Ensemble	252	247	339	318	266	286	352	267	310	378

Décisions rédigées	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	336	344	470	527	472	554	852	796	629	805

*Hors radiations

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	21	75	162	81	53	44	436
2012	21	63	158	190	43	25	500
2013	58	105	164	162	24	20	533
2014	85	116	212	184	49	45	691
2015	41	119	226	127	39	9	559
2016	34	144	269	228	42	9	726

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009).

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau III.132 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	578	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241
Bobo-Dioulasso	148	129	110	130	127	220	224	184	277	247
Koudougou	45	71	27	53	49	156	71	68	83	43
Ouagadougou	385	473	573	556	580	728	701	725	865	951

Tableau III.133 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	325	448	424	424	390	545	547	510	632	747
Bobo-Dioulasso	109	73	14	83	17	149	153	118	202	138
Koudougou	26	40	2	34	30	61	35	30	30	16
Ouagadougou	190	335	408	307	343	335	359	362	400	593

Tableau III.134 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	113	82	109	143	163	234	234	241	224	182
Bobo-Dioulasso	16	25	77	83	78	25	38	41	37	48
Koudougou	13	9	12	16	11	33	23	26	22	14
Ouagadougou	84	48	20	44	74	176	173	174	165	120

Tableau III.135 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	346	423	488	674	618	607	875	804	704	866
Bobo-Dioulasso	82	140	100	102	85	112	240	151	136	224
Koudougou	47	48	56	50	29	60	128	66	50	54
Ouagadougou	217	235	332	522	504	435	507	587	518	588

Tableau III.136 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	292	345	408	519	425	492	729	667	579	714
Bobo-Dioulasso	68	102	91	84	56	89	187	116	98	178
Koudougou	34	41	29	31	22	44	98	36	40	30
Ouagadougou	190	202	288	404	347	359	444	515	441	506

Tableau III.137 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	336	344	470	527	472	554	852	796	629	805
Bobo-Dioulasso	89	116	102	83	47	80	217	143	74	171
Koudougou	44	41	37	34	29	60	128	66	50	54
Ouagadougou	203	187	331	410	396	414	507	587	505	580

IV Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1 Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des 'audiences de la Cour des comptes.

Tableau IV.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Comptes de gestion reçus	835	472	247	234	399	344	318	235	202	294
CCOE	120	112	76	74	73	71	72	86	83	81
CCOCT	470	336	158	144	304	255	180	134	100	131
CCEP*	245	24	13	16	22	18	66	15	19	82
Comptes de gestion attendus	nd	543	354	234	468	469	611	208	224	411
CCOE	nd	65	66	74	71	72	73	74	75	77
CCOCT	nd	364	267	144	364	364	364	116	116	116
CCEP*	nd	114	21	16	33	33	174	18	33	218
Décisions rendues	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Arrêts provisoires	24	24	94	36	22	0	60	36	0	43
CCOE	2	3	3	1	3	0	3	0	0	3
CCOCT	22	21	91	35	19	0	57	36	0	40
Arrêts définitifs	2	21	61	18	117	0	2	59	1	3
Quitus	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Débet	0	5	0	0	1	0	0	0	0	0
Décharge et amendes	0	16	61	18	116	0	2	59	1	3

* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau IV.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Contrôles effectués	13	11	11	3	8	5	7	11	11	39
CCOE	4	3	4	2	3	0	5	6	5	2
CCEP	6	6	4	1	4	2	1	3	4	3
CCOCT	3	2	3	0	1	3	1	2	2	34
Décisions rendues par chambre	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Référés	8	6	6	0	4	4	3	5	6	0
CCOE	1	0	4	0	2	0	0	4	2	0
CCEP	3	6	1	0	1	0	3	1	4	0
CCOCT	4	0	1	0	1	4	0	0	0	0
Lettres du président	4	25	2	0	1	0	4	1	1	5
CCOCT	0	0	0	0	0	0	0	1	1	3
CCEP	2	25	1	0	1	0	1	0	0	0
CCOE	2	0	1	0	0	0	3	0	0	2

Tableau IV.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Avis rendus	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Rapports	1	3	2	2	2	2	2	2	2	2
Public	0	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Exécution de la LDF	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2 Conseil d'État

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau IV.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	62	63	79	87	94	172	103	120	149	277
Fonction publique	21	21	24	24	13	25	10	31	25	26
Marchés publics	10	3	4	10	12	13	10	24	21	23
Foncier	23	24	29	26	30	37	36	30	53	54
Fiscal	0	4	0	5	0	2	1	0	3	2
Électoral	0	1	0	0	0	62	14	2	1	134
Contrat administratif										3
Sentences arbitrales	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	8	8	22	22	39	33	32	33	46	35

Affaires jugées selon la nature de la saisine	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	53	55	64	27	57	126	45	42	36	175
Saisines directes	10	4	13	6	10	36	6	8	2	27
Appel	36	46	42	18	41	87	37	33	33	146
Cassation	7	5	9	3	6	3	2	1	1	2

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	10	4	13	6	10	36	6	8	2	27
Acceptation	1	0	2	2	3	0	2	0	0	6
Rejet	5	1	4	2	1	14	0	4	1	13
Incompétence	2	3	4	1	1	7	3	3	1	7
Irrecevabilité	2	0	3	1	5	15	1	1	0	1

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	36	46	42	18	41	87	37	33	33	146
Confirmation (totale ou partielle)	21	29	25	11	26	48	27	22	22	106
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Incompétence	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0
Irrecevabilité	5	6	4	3	4	13	1	4	3	6
Annulation	10	10	13	4	11	25	9	6	8	33

Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	7	5	9	3	6	3	2	1	1	2
Cassation	1	0	2	1	2	0	0	0	0	1
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	2	5	7	1	4	2	2	1	0	1
Irrecevabilité	4	0	0	1	0	1	0	0	1	0

Décisions rédigées	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	23	46	57	25	47	80	26	28	39	89

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Institué par la loi organique n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau IV.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2016

Décisions rendues	Moins de 15 jours	De 15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 an et plus
Ensemble	126	3	6	0	0	56
Fonction publique	0	0	1	0	0	20
Marchés publics	0	0	0	0	0	5
Foncier	0	0	1	0	0	16
Fiscal	0	0	0	0	0	0
Électoral	126	3	2	0	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	2	0	0	15

Tableau IV.6 : Activités du Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	Affaires nouvelles							Conclusions rendues						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	67	68	108	58	83	105	218	42	65	96	50	30	12	152
Fonction publique	25	16	9	6	19	21	27	20	16	6	4	4	1	5
Marchés publics	4	9	6	9	9	13	12	3	8	4	7	4	4	4
Foncier	24	21	17	10	31	29	17	12	20	15	7	12	0	3
Fiscal	3	2	0	1	2	2	2	3	2	0	1	0	0	1
Électoral	1	0	62	14	2	1	134	0	0	62	14	0	1	134
Contrat administratif	-	-	0	0	0	0	0	-	-	0	0	0	0	0
Autres	10	20	14	18	20	39	26	4	19	9	17	10	6	5

IV.3 Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau IV.7 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	158	165	216	184	194	434	314	309	330	874
Fonction publique	43	51	72	59	50	71	65	46	83	73
Marchés publics	14	18	17	23	42	61	60	30	39	77
Foncier	65	60	68	64	81	119	100	124	124	195
Fiscal	3	2	16	2	0	5	4	15	3	11
Électoral	0	3	5	1	0	127	32	5	8	423
Contrat administratif	-	-	-	-	-	5	6	64	43	5
Autres	33	31	38	35	21	46	47	25	30	90

Décisions rendues selon leur nature	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	151	115	126	193	127	317	258	188	253	687
Décisions sur le fond	72	51	69	105	73	179	135	109	140	413
<i>Acceptation totale</i>	39	20	37	62	31	63	41	29	51	167
<i>Acceptation partielle</i>	17	19	18	19	17	41	40	33	17	29
<i>Rejet</i>	16	12	14	24	25	75	54	47	72	217
Autres décisions	79	64	57	88	54	138	123	79	115	274
<i>Incompétence</i>	14	10	8	16	10	40	16	11	14	69
<i>Irrecevabilité</i>	44	29	31	43	19	56	62	34	45	108
<i>Désistement</i>	7	14	10	9	14	20	17	14	16	38
<i>Avant dire droit</i>	14	11	8	20	12	22	28	20	38	59

Décisions rédigées	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	84	87	124	146	87	246	156	108	156	494

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	13	4	17	49	10	6	99
2012	23	4	36	95	34	1	193
2013	20	9	33	97	22	24	205
2014	19	1	30	86	21	9	166
2015	35	6	29	86	39	25	220
2016	23	12	45	83	65	44	272

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi organique n° 21-95/ ADP du 16 mai 1995 au siège de chaque tribunal de grande instance.

Le tribunal administratif comprend : un président (qui est toujours un magistrat de l'ordre judiciaire), un commissaire du gouvernement (qui est un magistrat de l'ordre judiciaire ou un fonctionnaire de l'administration générale titulaire au moins d'une maîtrise en droit) et un greffier.

Le tribunal administratif est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif.

Il statue en dernier ressort à charge de pourvoi devant le Conseil d'Etat dans les cas déterminés par la loi.

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif, compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle, relevant de sa compétence ainsi que les exceptions relevant de la compétence des juridictions administratives.

Tableau IV.8 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	158	165	216	184	194	434	314	309	330	874
Banfora	0	1	2	1	0	7	0	4	7	18
Bobo-Dioulasso	31	31	25	23	30	43	51	49	56	191
Bogandé	0	0	1	1	1	3	4	1	0	8
Boromo	1	2	0	0	3	3	5	2	1	8
Dédougou	3	2	2	2	4	6	4	3	3	18
Diapaga	0	0	0	0	2	2	0	2	0	6
Diébougou					0	7	1	2	0	12
Djibo	-	-	1	1	0	3	1	2	0	13
Dori	0	0	0	1	4	9	3	3	1	16
Fada N'gourma	3	4	3	2	0	1	0	3	4	24
Gaoua	1	8	6	0	5	4	3	6	1	12
Kaya	2	3	1	2	7	9	6	3	5	12
Kongoussi	5	2	3	0	0	1	4	1	2	20
Koudougou	4	3	18	5	3	15	15	3	4	45
Koupéla										0
Léo	-	1	2	2	0	15	1	1	1	7
Manga	0	3	1	4	0	9	0	3	1	11
Nouna	-	-	1	0	0	2	5	1	2	8
Orodara	-	-	0	0	0	6	0	3	1	6
Ouagadougou	75	105	121	127	126	262	193	206	221	304
Ouahigouya	26	0	2	4	2	10	6	3	7	31
Tenkodogo	1	0	21	5	5	4	4	5	8	51
Tougan	3	0	0	1	1	9	0	1	1	22
Yako	0	0	4	0	0	2	1	1	1	4
Ziniaré	3	0	2	3	1	2	7	1	3	27

Tableau IV.9 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	65	60	68	64	81	119	100	124	124	195
Banfora	0	1	0	0	0	3	0	1	6	0
Bobo-Dioulasso	18	15	17	17	21	15	25	29	41	70
Bogandé	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0
Boromo	1	1	0	0	3	0	2	1	1	0
Dédougou	1	1	1	1	3	4	2	1	1	6
Diapaga	0	0	0	0	2	1	0	0	0	0
Diébougou	-	-			0	1	1	0	0	0
Djibo	-	-	1	0	0	1	1	2	0	0
Dori	0	0	0	0	2	3	0	2	1	0
Fada N'gourma	1	2	3	0	0	0	0	0	4	1
Gaoua	1	3	2	0	2	0	0	3	1	1
Kaya	2	2	1	2	5	4	2	2	2	6
Kongoussi	0	2	2	0	0	0	2	0	0	2
Koudougou	3	1	8	5	2	12	12	1	1	7
Koupéla										0
Léo	-	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Manga	0	1	0	0	0	1	0	3	0	2
Nouna	-	-	0	0	0	0	1	1	2	0
Orodara	-	-	0	0	0	0	0	1	1	1
Ouagadougou	20	31	25	35	35	69	49	67	52	87
Ouahigouya	13	0	1	2	0	2	1	2	4	1
Tenkodogo	1	0	4	1	3	0	0	5	7	7
Tougan	3	0	0	0	1	2	0	1	0	1
Yako	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0
Ziniaré	1	0	0	1	1	0	2	0	0	3

Tableau IV.10 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	151	115	122	193	127	317	258	188	253	687
Banfora	1	1	1	1	0	4	0	2	0	13
Bobo-Dioulasso	35	31	26	21	22	44	51	29	80	137
Bogandé	0	0	0	1	1	3	3	2	1	7
Boromo	1	0	0	0	1	3	6	2	4	7
Dédougou	2	3	0	2	4	0	0	0	0	14
Diapaga	0	0	0	0	0	2	0	1	0	5
Diébougou	-	-	-	0	0	5	1	1	0	12
Djibo	-	-	0	0	0	3	0	0	0	13
Dori	3	1	0	0	2	5	2	0	0	16
Fada N'gourma	0	0	0	2	1	3	1	1	0	19
Gaoua	0	3	2	5	0	7	6	0	1	9
Kaya	2	1	1	1	3	2	5	1	0	3
Kongoussi	0	5	0	0	0	1	3	0	0	15
Koudougou	8	0	3	10	12	1	8	0	0	43
Koupéla										0
Léo	-	0	0	2	0	3	0	0	0	5
Manga	0	2	2	2	3	6	1	1	2	8
Nouna	-	-	0	0	0	2	2	0	0	7
Orodara	-	-	0	0	0	6	0	0	0	5
Ouagadougou	63	64	86	135	70	190	160	142	157	244
Ouahigouya	35	0	0	0	4	12	2	2	4	26
Tenkodogo	0	2	1	6	1	5	2	0	4	37
Tougan	0	0	0	3	0	8	0	2	0	23
Yako	0	0	0	0	0	1	1		0	3
Ziniaré	1	2	0	2	3	1	4	2	0	16

Tableau IV.11 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	72	51	67	105	73	179	135	109	140	413
Banfora	1	1	1	1	0	2	0	1	0	13
Bobo-Dioulasso	15	13	17	8	15	20	15	11	40	46
Bogandé	0	0	0	0	1	0	3	0	0	4
Boromo	1	0	0	0	0	1	5	1	3	1
Dédougou	2	1	0	1	3	0	0	0	0	12
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	1	0	5
Diébougou				0	0	3	1	1	0	5
Djibo	-	-	0	0	0	1	0	0	0	8
Dori	2	1	0	0	2	4	2	0	0	15
Fada N'gourma	0	0	0	1	0	2	1	1	0	13
Gaoua	0	2	1	1	0	4	3	0	1	5
Kaya	1	0	1	1	2	0	3	0	0	3
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	1	0	0	13
Koudougou	4	0	2	5	4	0	4	0	0	31
Koupéla										0
Léo	-	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Manga	0	0	1	2	2	6	1	1	0	5
Nouna	-	-	0	0	0	2	1	0	0	4
Orodara	-	-	0	0	0	6	0	0	0	3
Ouagadougou	30	33	43	78	40	107	90	88	92	155
Ouahigouya	15	0	0	0	2	8	1	2	3	17
Tenkodogo	0	0	1	4	1	3	2	0	1	21
Tougan	0	0	0	2	0	7	0	1	0	23
Yako	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Ziniaré	1	0	0	1	1	1	2	1	0	10

Tableau IV.12 : Décisions rendues contrairement par tribunal administratif

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	100	114	185	123	305	248	183	251	672
Banfora	1	1	1	0	4	0	2	0	13
Bobo-Dioulasso	31	25	21	22	44	50	28	79	157
Bogandé	0	0	1	1	0	3	2	1	6
Boromo	0	0	0	1	3	6	0	4	7
Dédougou	3	0	2	4	0	0	0	0	14
Diapaga	0	0	0	0	2	0	1	0	5
Diébougou	-	-	0	0	5	1	1	0	12
Djibo	-	0	0	0	3	0	0	0	13
Dori	1	0	0	2	5	2	0	0	17
Fada N'gourma	0	0	2	1	3	1	1	0	19
Gaoua	3	2	5	0	7	6	0	1	9
Kaya	1	1	1	3	2	5	1	0	3
Kongoussi	5	0	0	0	1	3	0	0	16
Koudougou	0	3	8	12	1	8	0	0	42
Koupéla									0
Léo	0	0	2	0	3	0	0	0	4
Manga	2	1	2	3	5	1	1	1	8
Nouna	-	0	0	0	2	2	0	0	7
Orodara	-	0	0	0	6	0	0	0	5
Ouagadougou	49	80	129	67	184	151	140	157	218
Ouahigouya	0	0	0	4	10	2	2	4	25
Tenkodogo	2	1	6	0	5	2	0	4	34
Tougan	0	0	3	0	8	0	2	0	22
Yako	0	0	0	0	1	1	0	0	2
Ziniaré	2	0	2	3	1	4	2	0	14

Tableau IV.13 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	158	149	147	158	151	295	336	205	271	735
Fonction publique	39	39	38	51	37	60	58	51	80	59
Marchés publics	14	1	12	18	25	26	65	44	35	49
Foncier	71	54	43	54	64	71	109	55	89	148
Fiscal	4	12	9	5	1	1	4	7	3	4
Électoral	0	2	2	1	0	106	27	3	7	401
Contrat administratif	-	-	-	-	-	0	0		0	12
Autres	30	41	43	29	24	31	73	45	57	62

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	150	89	177	185	134	278	282	213	241	694
Fonction publique	16	21	51	50	42	43	56	45	68	68
Marchés publics	22	1	15	23	19	32	44	43	30	45
Foncier	67	33	44	60	51	70	104	70	95	136
Fiscal	7	6	19	14	1	2	3	6	2	8
Électoral	0	2	2	1	0	91	24	4	7	386
Contrat administratif						0	0	0	0	18
Autres	38	26	46	37	21	40	51	45	39	33

Tableau IV.14 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	158	149	147	158	151	295	336	205	271	735
Banfora	0	1	0	1	0	8	0	2	0	13
Bobo-Dioulasso	28	35	26	20	20	44	41	19	47	161
Bogandé	0	0	0	1	0	3	3	0	0	6
Boromo	1	0	0	0	5	3	6	1	0	8
Dédougou	3	0	7	3	0	2	7	1	0	15
Diapaga	0	0	0	0	2	1	0	0	0	5
Diébougou	-	-	-	0	0	5	1	1	0	12
Djibo	-	-	0	0	0	3	0	0	0	13
Dori	3	1	0	1	0	10	2	0	0	16
Fada N'gourma	3	0	2	0	0	2	0	1	0	19
Gaoua	1	0	6	0	4	3	6	0	0	9
Kaya	2	2	1	1	0	5	8	1	0	17
Kongoussi	5	2	0	0	0	1	2	1	0	19
Koudougou	4	2	7	17	0	3	17	0	0	43
Koupéla										0
Léo	-	0	1	1	0	5	0	0	0	7
Manga	0	3	3	4	4	6	1	0	1	10
Nouna	-	-	0	0	0	2	2	1	0	8
Orodara	-	-	0	0	0	6	0	3	0	6
Ouagadougou	75	102	86	101	109	163	226	166	221	236
Ouahigouya	26	0	0	0	3	12	4	4	1	26
Tenkodogo	1	0	3	5	0	5	4	0	1	34
Tougan	3	0	0	3	1	0	0	2	0	21
Yako	0	0	3	0	0	2	1	0	0	4
Ziniaré	3	1	2	0	3	1	5	2	0	27

Tableau IV.15 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	150	89	177	185	134	278	282	213	241	694
Banfora	1	1	0	1	0	4	0	2	0	13
Bobo-Dioulasso	28	35	24	21	19	42	51	37	73	151
Bogandé	0	0	0	1	0	3	3	0	1	6
Boromo	1	0	0	0	2	0	6	0	0	7
Dédougou	2	0	7	3	1	0	2	1	0	16
Diapaga	0	0	0	0	2	2	0	0	0	5
Diébougou	-	-	-	0	0	5	1	1	0	12
Djibo	-	-	0	0	0	3	0	0	0	13
Dori	3	1	0	0	0	6	2	0	0	16
Fada N'gourma	0	0	0	0	2	2	0	0	0	19
Gaoua	0	0	2	1	0	3	6	0	0	9
Kaya	2	2	0	1	3	5	0	1	0	17
Kongoussi	3	0	0	0	0	1	2	1	0	11
Koudougou	8	0	7	17	0	2	25	0	0	43
Koupéla										0
Léo	-	0	0	1	0	3	0	0	0	10
Manga	0	2	2	4	6	6	1	0	1	9
Nouna	-	-	0	0	0	2	2	0	0	8
Orodara	-	-	0	0	0	6	0	0	0	5
Ouagadougou	65	47	130	128	91	163	172	163	163	224
Ouahigouya	35	0	0	0	4	12	2	4	2	26
Tenkodogo	1	0	3	5	1	5	2	0	0	34
Tougan	0	0	0	2	0	0	0	2	1	22
Yako	0	0	0	0	0	2	1	0	0	4
Ziniaré	1	1	2	0	3	1	4	1	0	14

V Etablissements pénitentiaires

V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt et de correction, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'avaient pas encore intégré leurs locaux propres en 2006 et 2010.

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.

Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des détenus	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670
Détenus en attente de jugement	1 805	1 803	2 328	1 849	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242	3 201
<i>Inculpés (en instruction)</i>	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883
<i>Prévenus</i>	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318
OMD	142	210	82	170	262	67	47	75	109	17
Condamnés	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452

Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Capacité d'accueil	2 660	2 780	3 140	3 260	3 380	3 500	3 500	4 000	4 000	4 120
Nombre de détenus au 31 décembre	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670
Taux d'occupation (en %)	158,2	172,7	172,0	159,4	149,1	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2

Tableau V.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des entrées	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876	10 008	10 335	9 601	7 998
Hommes	8 376	10 658	10 672	9 813	8 032	8 653	9 666	9 970	9 284	7 762
Femmes	269	287	405	309	225	223	342	365	317	236

Répartition des entrées selon l'âge

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Mineurs	470	702	716	540	483	501	545	673	536	529
<i>13 ans à moins de 15 ans</i>	69	70	117	93	75	70	96	152	83	74
<i>15 ans à moins de 18 ans</i>	401	632	599	447	408	431	449	521	453	455
Majeurs	8 175	10 243	10 361	9 582	7 774	8 375	9 463	9 662	9 065	7 469
<i>18 ans à moins de 21 ans</i>	1 082	1 386	1 318	1 227	966	1 086	1 118	1 216	1 275	810
<i>21 ans à moins de 25 ans</i>	1 612	2 013	1 731	1 615	1 446	1 365	1 542	1 632	1 653	1 147
<i>25 ans à moins de 30 ans</i>	1 779	2 646	2 891	2 251	1 888	1 870	2 117	2 211	2 111	1 788
<i>30 ans à moins de 40 ans</i>	2 230	2 639	2 757	2 728	2 119	2 427	2 747	2 815	2 441	2 262
<i>40 ans à moins de 60 ans</i>	1 303	1 375	1 481	1 601	1 219	1 427	1 657	1 594	1 360	1 299
<i>60 ans et plus</i>	169	184	183	160	136	200	282	194	225	163

Tableau V.4 : Autres mouvements, événements

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Évasions	106	116	48	88	41	30	44	42	19	21
Décès	45	68	62	119	79	47	68	73	76	54
Hospitalisations	215	268	292	301	287	220	221	295	267	244
Sorties autorisées	1 214	639	588	722	688	693	617	516	655	636

Tableau V.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670
Banfora	179	134	180	195	185	211	250	248	306	329
Baporo	82	43	24	43	48	39	34	16	32	28
Bobo-Dioulasso	497	547	513	552	487	477	571	604	656	746
Bogandé	151	145	183	136	125	128	176	333	342	288
Boromo	98	156	148	148	144	145	200	254	235	253
Dédougou	192	208	211	180	157	176	171	189	174	194
Diapaga	58	104	91	105	98	120	158	194	194	219
Diébougou	-	-	0	0	72	79	100	131	129	144
Djibo	-	-	83	97	105	115	110	102	119	171
Dori	119	161	161	144	141	132	161	194	212	161
Fada N'gourma	232	265	325	333	328	315	248	268	335	343
Gaoua	202	235	231	185	115	135	118	126	149	176
Kaya	279	313	282	245	224	212	309	353	365	267
Kongoussi	162	159	90	86	74	67	69	84	94	111
Koudougou	178	173	206	239	202	192	223	224	288	298
Koupéla										2
Léo	-	82	136	126	125	125	145	169	165	154
Manga	113	209	187	176	159	234	236	241	265	202
Nouna	-	-	33	57	54	41	71	94	72	109
Orodara	-	-	49	36	46	72	71	163	91	133
Ouagadougou* (MACO)	1 158	1 289	1 594	1 540	1 536	1 439	1 621	1 738	2 178	2 154
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	231	198	232
Ouahigouya**	170	233	274	170	109	111	189	206	218	222
Tenkodogo	302	299	315	292	293	243	521	435	381	368
Tougan	35	46	84	113	82	77	68	55	88	105
Yako	-	-	-	-	48	45	57	61	123	102
Ziniaré	-	-	-	-	82	105	99	114	135	159

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1 807	1 804	2 339	1 868	1 622	1 684	2 187	2 578	3 242	3 201
Banfora	94	36	49	48	41	64	73	79	140	173
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	175	214	217	209	150	146	150	257	336	388
Bogandé	94	77	95	62	59	88	104	238	230	196
Boromo	48	46	53	62	76	51	56	57	69	83
Dédougou	66	66	56	47	52	49	71	56	58	82
Diapaga	36	59	41	39	39	70	114	115	106	121
Diébougou	-	-	-	0	41	25	35	46	47	52
Djibo	-	-	26	25	26	43	40	45	51	70
Dori	38	77	44	28	43	24	50	74	88	60
Fada N'gourma	100	149	159	195	175	122	89	95	117	150
Gaoua	105	87	87	80	50	45	37	46	71	52
Kaya	120	143	107	90	63	51	86	106	132	91
Kongoussi	56	62	32	31	17	23	26	35	41	43
Koudougou	74	77	99	97	81	71	98	71	126	71
Koupéla										2
Léo	-	34	39	29	40	41	78	91	62	61
Manga	47	53	52	51	44	83	95	88	84	33
Nouna	-	-	14	30	27	17	38	45	38	33
Orodara	-	-	29	13	12	22	39	109	60	66
Ouagadougou* (MACO)	543	400	895	503	400	468	498	562	988	972
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	13	54
Ouahigouya**	62	88	103	58	33	39	76	48	65	61
Tenkodogo	142	125	111	115	73	65	239	218	206	174
Tougan	7	11	31	56	39	30	32	27	30	34
Yako	-	-	-	-	10	4	9	23	30	15
Ziniaré	-	-	-	-	31	43	54	47	54	64

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	142	210	82	170	262	67	47	75	109	17
Banfora	4	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	4	2	9	7	8	0	7	0	2	0
Boromo	4	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Dédougou	3	1	0	0	0	0	1	1	11	0
Diapaga	0	17	3	18	7	12	2	5	0	3
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	3	0	1	2	1	0	0	0
Dori	11	2	0	2	3	5	1	2	2	0
Fada N'gourma	30	0	4	3	14	7	4	11	2	0
Gaoua	2	1	10	4	0	5	0	2	0	0
Kaya	3	5	0	0	3	0	3	5	8	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Koudougou	3	6	0	7	0	2	0	0	0	0
Koupéla										
Léo	0	0	0	0	11	9	2	2	0	0
Manga	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	2	3	0	1	1	0	0	0
Orodara	0	0	5	0	0	0	1	11	0	0
Ouagadougou* (MACO)	58	169	29	106	210	15	20	30	27	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	9
Ouahigouya**	1	1	0	2	4	0	2	0	4	1
Tenkodogo	10	3	5	0	0	4	0	2	53	1
Tougan	5	2	0	0	1	1	0	1	0	3
Yako	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	11	17	0	3	0	2	0	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.8 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876	10 008	10 335	9 601	7 998
Banfora	324	266	354	335	303	312	335	285	269	283
Baporo	82	77	nd	86	59	76	58	49	71	44
Bobo-Dioulasso	859	1 144	957	926	672	640	913	669	647	720
Bogandé	284	230	358	292	310	375	347	390	361	170
Boromo	295	342	441	348	298	298	313	339	260	290
Dédougou	283	299	355	293	227	286	283	272	209	241
Diapaga	140	182	182	241	251	263	232	193	247	179
Diébougou	-	-	-	0	173	163	197	223	192	169
Djibo	-	-	173	159	199	163	183	160	136	186
Dori	256	333	400	298	244	280	276	371	368	207
Fada N'gourma	440	524	635	533	465	502	414	424	645	404
Gaoua	415	420	444	363	225	241	199	236	283	243
Kaya	449	556	506	431	366	396	503	590	442	262
Kongoussi	204	242	197	155	114	136	121	125	115	122
Koudougou	420	424	585	545	292	343	464	426	399	369
Koupéla										2
Léo	-	141	315	235	244	291	340	275	208	101
Manga	405	448	402	296	271	355	389	386	322	176
Nouna	-	-	64	118	107	113	205	161	124	128
Orodara	-	-	117	119	92	133	151	264	147	125
Ouagadougou* (MACO)	2 494	4 075	3 054	2 974	2 264	2 173	2 516	2 768	2 573	2 393
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	246	20	96
Ouahigouya**	406	405	495	378	273	221	311	401	375	256
Tenkodogo	742	679	853	793	450	695	863	672	688	457
Tougan	147	158	190	204	185	192	154	157	144	117
Yako	-	-	-	-	52	47	59	70	169	96
Ziniaré	-	-	-	-	121	182	182	183	187	162

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.9 : Incarcérations (entrées) OMD au cours de l'année 2016 par établissement pénitentiaire

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Ensemble	241	211	252	115	0	123	294	224	254	202	199	107
Banfora	1	0	0	0	0	0	0	0	2	5	3	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Bogandé	10	5	1	3	0	3	5	6	13	3	5	5
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	13	11	17	7	0	4	38	20	20	5	15	6
Diapaga	13	22	6	1	0	3	4	10	9	6	13	3
Diébougou	0	0	0	0	0	5	0	4	0	5	1	0
Djibo	1	3	5	0	0	0	4	5	5	4	7	1
Dori	4	0	0	3	0	2	2	0	1	0	0	0
Fada	31	35	79	9	0	23	38	28	30	35	20	30
Gaoua	14	12	7	20	0	0	14	22	12	13	2	6
Kaya	26	13	26	1	0	8	19	12	7	18	15	18
Kongoussi	0	1	0	0	0	1	0	0	0	4	0	0
Koudougou	10	0	5	3	0	0	29	12	7	3	5	0
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	4	3	10	6	0	3	8	8	9	10	5	3
Manga	0	0	2	0	0	5	7	3	6	9	3	3
Nouna	5	4	1	6	0	0	6	0	5	5	1	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	29	35	24	36	0	51	43	20	42	28	41	9
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	1
Ouahigouya	3	6	1	0	0	0	4	8	20	5	5	3
Tenkodogo	70	48	55	11	0	5	54	57	46	35	31	19
Tougan	4	6	6	2	0	3	11	4	9	0	0	0
Yako	1	4	7	2	0	1	6	5	11	8	7	0
Ziniaré	2	3	0	5	0	6	2	0	0	0	0	0

Tableau V.10 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	106	116	48	88	112	147	156	146	122	75
Banfora	2	4	1	2	2	4	8	8	5	3
Baporo	12	6	0	8	10	18	25	27	29	9
Bobo-Dioulasso	13	13	1	4	7	11	15	7	6	2
Bogandé	2	4	0	4	0	6	6	6	6	3
Boromo	2	3	5	1	8	2	4	4	3	2
Dédougou	6	9	4	0	4	6	8	2	6	6
Diapaga	2	1	2	0	2	4	8	3	1	1
Diébougou	-	-	-	0	4	5	2	1	2	5
Djibo	-	-	0	2	2	9	5	4	2	5
Dori	4	7	1	0	5	5	3	3	1	1
Fada N'gourma	6	6	0	0	5	15	2	5	4	1
Gaoua	5	3	5	1	7	3	3	4	5	0
Kaya	6	1	1	30	4	4	9	6	4	8
Kongoussi	1	3	0	1	0	1	0	1	0	0
Koudougou	4	2	12	0	7	6	2	10	14	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	4	1	0	4	6	5	1	3	0
Manga	4	2	0	3	3	7	11	18	2	9
Nouna	-	-	2	0	2	1	7	4	7	1
Orodara	-	-	0	3	4	4	1	1	0	0
Ouagadougou* (MACO)	16	29	7	16	16	6	9	7	3	7
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	1	1	0
Ouahigouya**	11	3	0	0	6	3	2	2	2	1
Tenkodogo	9	14	0	13	4	13	8	16	10	3
Tougan	1	2	6	0	4	3	8	2	0	1
Yako	-	-	-	-	2	1	4	2	5	6
Ziniaré	-	-	-	-	0	4	1	1	1	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.11 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	45	68	62	119	79	47	68	73	76	54
Banfora	2	0	1	0	0	3	4	2	1	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	8	5	7	1	5	1	6	5	4	3
Bogandé	4	1	1	5	1	1	0	2	5	1
Boromo	0	1	2	5	6	2	3	0	4	5
Dédougou	1	1	2	0	1	1	1	3	4	1
Diapaga	0	1	0	1	4	2	1	2	3	1
Diébougou	-	-	-	-	0	1	0	0	1	1
Djibo	-	-	1	3	2	1	1	1	4	5
Dori	2	1	4	3	15	3	5	7	9	3
Fada N'gourma	0	6	4	24	13	12	19	14	7	5
Gaoua	2	3	7	4	2	1	0	1	4	1
Kaya	5	5	3	1	0	0	1	2	1	2
Kongoussi	3	1	1	0	0	0	0	0	1	1
Koudougou	0	1	9	1	1	5	0	0	1	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	0	1	5	7	3	0	2	2	0
Manga	2	1	5	4	1	1	3	5	3	1
Nouna	-	-	0	3	0	1	0	0	1	0
Orodara	-	-	1	0	0	0	1	0	1	2
Ouagadougou* (MACO)	10	34	10	43	13	6	11	17	8	15
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	1	2	0
Ouahigouya**	1	3	2	12	2	0	0	0	4	0
Tenkodogo	5	3	1	3	5	1	8	8	2	1
Tougan	0	1	0	1	0	1	1	0	1	3
Yako	-	-	-	-	0	0	2	0	2	1
Ziniaré	-	-	-	-	1	1	1	1	1	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.2 Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements:

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.12 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des prévenus	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318
Répartition selon le sexe										
Hommes	655	558	962	675	517	607	771	950	1 430	1 289
Femmes	19	5	38	14	5	8	6	19	25	29
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	47	43	49	37	38	54	53	84	122	97
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105	58	82	100	161	193	155
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126	109	108	138	161	252	256
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157	120	128	167	207	313	260
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171	141	144	222	248	376	361
40 ans et plus	83	72	96	93	56	99	97	108	199	189
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518	407	433	518	634	1 069	920
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	422	384	687	459	355	381	458	568	937	745
<i>Abus de confiance</i>	33	43	62	45	34	22	49	43	101	67
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	9	0	9	10	13	24	4	8	23	22
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92	68	112	160	177	184	176
Dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	51	44	45	44	30	49	52	70	56	99
<i>Vols aggravés</i>	1	0	2	12	14	34	54	43	66	7
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59	28	37	53	81	98	161
Dont										
<i>Stupéfiants</i>	45	18	70	30	12	11	29	48	61	121
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	5	17	7	0	1	3	9	2	0
<i>Enlèvement d'enfant</i>	5	2	3	8	9	10	11	15	7	12
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	12	9	9	12	5	8	4	9	20	4
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17	17	28	27	52	87	39
Dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	8	4	20	9	7	4	15	20	26	25
<i>Evasion</i>	17	4	5	2	1	1	3	9	4	3
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3	2	5	19	26	17	12
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Répartition selon la durée de détention préventive										
Moins de 1 mois	329	311	323	390	310	324	497	458	655	439
De 1 mois à moins de 2 mois*	152	149	306	163	106	172	134	158	109	362
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67	49	41	52	169	358	234
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61	45	28	53	89	243	162
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6	8	28	25	68	76	76
12 mois et plus	1	3	6	2	4	22	16	27	14	45

*Les données de 2007 à 2011 prennent en compte l'intervalle [Moins de 3 mois]

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.13 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318
Banfora	28	8	6	10	12	13	34	27	14	56
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	29	51	55	87	53	44	35	120	178	235
Bogandé	24	6	6	6	11	29	20	54	45	16
Boromo	10	9	3	21	15	12	12	6	21	40
Dédougou	13	20	15	18	19	17	22	10	20	16
Diapaga	24	33	21	17	14	27	46	48	33	19
Diébougou	-	-	-	0	15	8	12	9	15	8
Djibo	-	-	3	2	11	22	13	14	13	11
Dori	20	44	17	13	15	9	25	35	52	33
Fada N'gourma	20	46	37	53	45	47	35	48	47	58
Gaoua	29	6	23	6	14	10	9	9	17	13
Kaya	39	38	21	29	22	13	32	27	56	29
Kongoussi	15	21	6	6	2	6	11	7	17	22
Koudougou	41	36	51	35	28	15	24	30	80	11
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Léo	-	20	17	13	26	7	28	29	6	3
Manga	21	22	13	6	4	22	23	24	26	10
Nouna	-	-	2	16	4	4	8	17	15	13
Orodara	-	-	18	6	3	4	17	47	12	9
Ouagadougou (MACO)	247	131	604	284	170	256	262	289	654	594
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	13	3
Ouahigouya	30	32	39	9	6	13	37	20	35	36
Tenkodogo	79	36	33	35	21	20	45	73	44	54
Tougan	5	4	10	17	5	7	8	10	14	9
Yako	-	-	-	-	3	0	3	8	12	3
Ziniaré	-	-	-	-	4	10	16	8	16	16

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.14 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	47	43	49	37	38	54	53	102	122	97
Banfora	0	0	0	0	0	0	1	4	2	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	2	6	7	9	7	6	24	11	13
Bogandé	3	2	1	0	0	2	2	1	6	1
Boromo	4	0	1	0	0	0	0	0	1	1
Dédougou	1	0	2	1	0	3	1	0	2	0
Diapaga	0	2	1	2	3	1	0	2	1	0
Diébougou	-	-	-	0	1	1	1	1	0	0
Djibo	-	-	0	0	2	3	0	3	2	0
Dori	1	2	0	0	0	1	1	1	2	0
Fada N'gourma	2	2	3	4	1	7	0	4	4	10
Gaoua	2	1	0	1	0	0	0	2	1	1
Kaya	2	3	0	2	3	0	5	10	5	9
Kongoussi	1	1	0	0	0	0	1	0	3	0
Koudougou	5	2	4	5	4	3	3	3	12	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	1	0	2	0	2	0	0	0	0
Manga	0	0	2	0	1	2	2	1	4	6
Nouna	-	-	0	0	2	0	1	0	0	3
Orodara	-	-	1	0	1	2	4	11	0	2
Ouagadougou (MACO)	10	7	20	7	6	15	13	28	57	36
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	5	3	6	0	2	3	3	2	3	4
Tenkodogo	7	15	2	5	1	2	3	2	6	8
Tougan	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1
Yako	-	-	-	-	2	0	0	1	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	5	2	0	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.15 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	278	227	394	278	205	244	291	406	567	508
Banfora	8	3	3	2	2	6	6	11	7	28
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	10	20	35	24	19	14	72	49	89
Bogandé	10	4	1	2	7	16	6	26	21	12
Boromo	8	3	2	20	9	3	6	0	3	11
Dédougou	10	10	8	4	7	10	11	5	6	4
Diapaga	4	16	6	5	9	8	20	17	13	4
Diébougou	-	-	-	0	5	3	3	3	4	4
Djibo	-	-	1	2	5	5	1	4	5	5
Dori	4	14	2	2	2	3	17	11	24	11
Fada N'gourma	10	11	18	31	18	30	11	20	18	30
Gaoua	11	2	7	3	4	1	0	6	7	5
Kaya	15	20	14	13	15	8	13	15	30	13
Kongoussi	6	8	1	4	1	4	5	4	9	1
Koudougou	23	16	30	21	17	9	10	9	38	3
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	11	4	5	10	2	11	9	5	0
Manga	13	9	4	4	1	10	7	12	12	6
Nouna	-	-	0	7	2	0	1	3	3	4
Orodara	-	-	4	1	2	3	8	25	4	7
Ouagadougou (MACO)	84	56	232	92	50	85	104	110	264	224
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	1	0
Ouahigouya	17	12	19	4	4	6	4	5	15	14
Tenkodogo	35	22	15	16	6	8	21	28	14	23
Tougan	3	0	3	5	1	0	3	1	6	3
Yako	-	-	-	-	3	0	0	5	5	0
Ziniaré	-	-	-	-	1	5	9	5	4	7

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.16 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	329	308	323	390	310	111	497	458	655	439
Banfora	23	8	6	10	2	2	24	20	13	8
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	14	51	43	34	32	12	24	0	97	4
Bogandé	21	4	6	4	10	13	8	25	30	6
Boromo	6	6	1	19	11	2	11	6	16	29
Dédougou	12	19	13	0	14	1	17	10	10	10
Diapaga	7	4	7	1	6	3	6	8	25	6
Diébougou	-	-	-	0	12	2	10	7	10	8
Djibo	-	-	3	2	0	1	8	10	11	7
Dori	14	37	6	4	9	1	16	26	32	12
Fada N'gourma	19	13	21	26	18	9	14	29	19	20
Gaoua	24	6	20	6	12	1	3	8	11	11
Kaya	0	6	19	27	15	3	23	18	18	16
Kongoussi	2	15	6	6	1	0	11	6	8	12
Koudougou	31	24	37	28	21	7	9	25	33	8
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Léo	-	0	10	2	9	2	20	8	1	3
Manga	16	18	13	4	2	3	19	7	16	9
Nouna	-	-	0	5	0	1	2	9	14	10
Orodara	-	-	1	0	2	0	5	3	2	3
Ouagadougou (MACO)	75	51	60	179	111	35	172	164	217	207
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	13	1
Ouahigouya	23	24	21	2	2	4	35	17	28	14
Tenkodogo	39	18	21	22	19	6	40	34	10	14
Tougan	3	4	9	9	0	1	7	6	7	5
Yako	-	-	-	-	0	0	3	6	9	0
Ziniaré	-	-	-	-	2	2	10	6	5	15

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.17 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	481	434	763	518	407	433	518	634	1 069	920
Banfora	22	8	6	5	11	11	21	15	12	46
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	26	45	37	69	45	38	28	93	145	198
Bogandé	17	4	5	2	8	24	8	35	27	0
Boromo	8	4	2	12	13	4	10	4	11	26
Dédougou	12	14	13	12	13	15	12	8	20	8
Diapaga	15	23	14	9	9	14	31	22	7	16
Diébougou	-	-	-	0	9	4	10	3	11	4
Djibo	-	-	2	1	9	11	5	9	9	6
Dori	19	34	14	10	11	2	23	24	32	10
Fada N'gourma	9	33	29	43	29	36	16	22	19	44
Gaoua	26	4	18	4	13	9	4	6	15	12
Kaya	19	31	19	24	7	8	17	14	43	22
Kongoussi	5	15	4	4	1	4	9	6	15	10
Koudougou	25	29	45	30	22	12	19	25	68	6
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	18	16	11	19	4	14	11	1	0
Manga	10	17	11	6	3	16	20	21	18	10
Nouna	-	-	1	3	4	2	6	13	14	5
Orodara	-	-	2	4	2	3	12	17	6	6
Ouagadougou (MACO)	182	104	465	221	144	180	200	209	502	433
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Ouahigouya	25	22	30	7	5	8	4	12	28	25
Tenkodogo	56	28	24	27	19	15	32	42	33	26
Tougan	5	1	6	14	5	6	2	9	10	3
Yako	-	-	-	-	3	0	2	7	10	1
Ziniaré	-	-	-	-	3	7	13	7	13	1

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.18 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	72	73	91	92	68	112	160	177	184	176
Banfora	0	0	0	5	0	1	4	1	0	6
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	2	12	10	6	2	3	6	10	21
Bogandé	7	0	1	4	0	2	1	4	2	11
Boromo	1	4	0	3	1	7	2	2	3	7
Dédougou	0	4	2	5	3	1	4	2	0	4
Diapaga	6	10	5	7	5	5	12	22	23	2
Diébougou	-	-	-	0	6	4	1	2	4	0
Djibo	-	-	1	1	2	4	3	3	4	4
Dori	1	6	0	3	4	7	1	11	18	20
Fada N'gourma	4	10	6	7	8	4	12	13	7	5
Gaoua	2	1	3	2	1	1	5	3	2	1
Kaya	3	3	1	4	11	2	11	5	8	6
Kongoussi	10	5	2	2	1	1	2	1	1	7
Koudougou	2	3	4	4	6	1	2	5	9	2
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Léo	-	2	1	2	1	2	11	16	5	1
Manga	5	4	1	0	1	5	2	2	1	0
Nouna	-	-	1	5	0	1	1	2	1	8
Orodara	-	-	1	0	0	1	2	29	5	3
Ouagadougou (MACO)	15	8	39	20	9	54	38	26	66	44
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	4	7	7	1	0	2	33	5	6	11
Tenkodogo	11	2	4	7	2	1	8	16	3	6
Tougan	0	2	0	0	0	1	0	0	2	5
Yako	-	-	-	-	0	0	1	0	2	1
Ziniaré	-	-	-	-	1	3	1	1	2	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.19 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	85	37	109	59	28	37	53	81	98	161
Banfora	2	0	0	0	1	1	3	8	2	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	1	4	7	0	4	1	14	20	9
Bogandé	0	2	0	0	3	2	1	8	6	5
Boromo	0	0	1	6	0	1	0	0	6	6
Dédougou	1	1	0	0	3	0	5	0	0	2
Diapaga	2	0	0	1	0	1	3	0	3	1
Diébougou	-	-	-	0	0	0	1	4	0	4
Djibo	-	-	0	0	0	0	0	2	0	0
Dori	0	4	0	0	0	0	0	0	2	1
Fada N'gourma	7	0	2	1	5	3	5	6	1	8
Gaoua	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	17	1	1	1	1	2	2	6	4	0
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0	0	1	5
Koudougou	13	3	1	1	0	1	1	0	1	2
Koupéla										0
Léo	-	0	0	0	4	0	1	1	0	1
Manga	6	1	1	0	0	0	1	0	2	0
Nouna	-	-	0	8	0	1	0	0	0	0
Orodara	-	-	15	0	0	0	3	1	1	0
Ouagadougou (MACO)	29	14	72	31	10	19	19	27	48	88
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	0	3	2	1	1	1	0	1	0	0
Tenkodogo	5	5	5	0	0	1	1	3	0	12
Tougan	0	1	3	2	0	0	4	0	0	0
Yako	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	2	0	1	15

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.20 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	34	14	31	17	17	28	27	52	98	39
Banfora	4	0	0	0	0	0	4	3	2	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	3	2	1	1	0	3	8	20	4
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	2	6	0
Boromo	0	1	0	0	1	0	0	0	6	0
Dédougou	0	1	0	1	0	1	0	0	0	1
Diapaga	1	0	2	0	0	7	0	2	3	0
Diébougou	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	-	-	0	0	0	6	5	0	0	0
Dori	0	0	3	0	0	0	0	0	2	1
Fada N'gourma	0	3	0	0	3	4	0	7	1	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	2	0	0	3	1	2	2	4	1
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Koudougou	1	1	1	0	0	1	2	0	1	0
Koupéla										0
Léo	-	0	0	0	1	1	2	1	0	1
Manga	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0
Nouna	-	-	0	0	0	0	1	2	0	0
Orodara	-	-	0	2	1	0	0	0	1	0
Ouagadougou (MACO)	20	3	22	12	7	3	2	11	48	19
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	1	0	0	0	0	1	0	2	0	0
Tenkodogo	7	0	0	1	0	3	4	10	0	10
Tougan	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0
Yako	-	-	-	-	0	0	0	1	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	0	0	1	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.3 Caractéristiques des inculpés

Concepts

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.21 : Effectifs des inculpés, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention de la détention préventive.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des inculpés	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 106	1 201	1 284	1 116	1 066	1 039	1 369	1 557	1 734	1 824
Femmes	25	39	44	44	30	30	39	52	53	59
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	23	25	40	14	24	24	38	47	63	47
18 ans à moins de 21 ans	93	116	112	97	87	71	91	126	132	82
21 ans à moins de 25 ans	185	210	242	185	177	158	175	187	199	215
25 ans à moins de 30 ans	292	309	329	266	246	218	280	326	395	386
30 ans à moins de 40 ans	322	351	378	374	363	384	476	573	568	650
40 ans et plus	216	229	227	224	199	214	348	350	430	503
Répartition selon la catégorie et la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les particuliers	782	760	843	837	759	787	1 066	1 081	1 210	1 148
Dont										
<i>Vols aggravés</i>	205	183	223	164	115	146	118	133	177	111
<i>Viols</i>	172	163	199	188	137	149	182	176	226	195
<i>Coups mortels</i>	96	100	99	119	109	133	126	165	169	178
<i>Homicides volontaires, Assassinats</i>	228	269	285	328	325	320	562	498	518	514
<i>Coups et blessures volontaires</i>	40	25	24	32	35	27	31	31	77	107
Crimes et délits contre les biens	99	137	142	102	121	72	79	131	124	154
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, Escroquerie</i>	75	109	90	67	69	47	52	69	62	71
<i>Destructions, dégradations, Dommages</i>	8	11	31	27	45	8	6	23	36	88
<i>Abus de confiance</i>	13	13	12	7	7	17	19	24	25	15
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	48	57	43	39	34	29	42	44	58	40
Crimes et délits contre la chose publique	147	263	291	167	156	175	125	213	274	185
Dont										
<i>Associations de malfaiteurs</i>	83	193	196	110	115	100	51	121	160	131
<i>Faux et usage de faux</i>	45	41	82	41	29	45	52	47	79	91
Infractions en matière d'armes et de munitions	55	23	9	10	26	6	59	134	100	68
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	58
Répartition selon la durée de la détention préventive										
Moins de 3 mois	139	279	249	173	227	229	264	236	192	205
3 mois à moins de 6 mois	199	214	167	127	167	136	214	197	264	227
6 mois à moins de 12 mois	421	272	362	276	178	219	442	415	331	275
1 an à moins de 2 ans	254	287	309	327	225	206	252	461	545	516
2 ans à moins de 3 ans	65	92	133	143	151	118	87	145	253	324
3 ans à moins de 4 ans	33	49	62	67	74	74	68	53	85	177
4 ans et plus	20	47	46	47	74	87	81	102	117	159

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.22 : Ensemble des inculpés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883
Banfora	66	28	43	38	29	51	39	52	126	117
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	146	163	162	122	97	102	115	137	158	153
Bogandé	70	71	89	56	48	59	84	184	185	180
Boromo	38	37	50	41	61	39	44	51	48	43
Dédougou	53	46	41	29	33	32	49	46	38	66
Diapaga	12	26	20	22	25	43	68	67	73	102
Diébougou	-	-	-	0	26	17	23	37	32	44
Djibo	-	-	23	23	15	21	27	31	38	59
Dori	18	33	27	15	28	15	25	39	36	27
Fada N'gourma	80	103	122	142	130	75	54	47	70	92
Gaoua	76	81	64	74	36	35	28	37	54	39
Kaya	81	105	86	61	41	38	54	79	76	62
Kongoussi	41	41	26	25	15	17	15	28	24	21
Koudougou	33	41	48	62	53	56	74	41	46	60
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Léo	-	14	22	16	14	34	50	62	56	58
Manga	26	31	39	45	40	61	72	64	58	23
Nouna	-	-	12	14	23	13	30	28	23	20
Orodara	-	-	11	7	9	18	22	62	48	57
Ouagadougou (MACO)	296	269	280	202	230	212	236	273	334	378
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	51
Ouahigouya	30	54	64	47	23	26	37	28	30	25
Tenkodogo	63	89	78	80	52	45	194	145	162	120
Tougan	2	8	21	39	34	23	24	17	16	25
Yako	-	-	-	-	7	4	6	15	18	12
Ziniaré	-	-	-	-	27	33	38	39	38	48

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.23 : Inculpés mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	23	25	40	14	24	24	38	47	63	46
Banfora	2	0	0	1	2	3	1	1	8	5
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	2	8	1	0	6	5	2	7	2
Bogandé	1	1	2	0	0	1	2	7	7	3
Boromo	2	0	6	0	0	0	0	2	1	0
Dédougou	3	0	1	0	1	4	7	2	1	2
Diapaga	0	1	0	0	0	1	2	1	3	3
Diébougou	0	0	0	0	0	0	2	1	0	2
Djibo	0	0	2	2	1	0	1	1	2	4
Dori	1	2	1	1	2	0	0	1	2	0
Fada	0	3	0	1	2	0	0	2	2	4
Gaoua	4	2	3	1	4	1	0	2	2	0
Kaya	2	6	6	0	0	0	1	8	5	0
Kongoussi	2	1	1	2	0	0	0	2	2	0
Koudougou	0	0	0	0	2	1	0	0	2	1
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	1	0	1	1	1	1
Manga	0	1	1	1	1	1	0	1	0	0
Nouna	0	0	0	1	1	0	2	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	1	3	3	4
Ouagadougou (MACO)	5	3	3	0	3	2	5	5	7	4
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	1	2	0	1	0	3	2	1	0
Tenkodogo	1	2	3	3	3	4	3	3	6	8
Tougan	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	1	0	1	3

Tableau V.24 : Inculpés de moins de 25 ans, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	301	348	394	296	286	253	304	360	394	344
Banfora	17	7	9	8	9	19	11	14	33	22
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	33	40	58	28	18	21	29	25	24	16
Bogandé	16	21	23	17	13	9	12	45	45	33
Boromo	19	11	18	11	12	8	4	5	13	6
Dédougou	20	13	7	8	10	8	13	18	15	12
Diapaga	2	9	6	4	3	7	13	15	19	23
Diébougou	-	-	-	-	2	2	8	5	1	7
Djibo	-	-	12	13	8	11	13	15	18	23
Dori	5	12	8	4	3	4	10	10	13	4
Fada N'gourma	9	22	34	29	32	17	7	9	14	15
Gaoua	22	18	8	19	10	9	3	8	10	5
Kaya	22	36	32	17	11	7	13	21	20	9
Kongoussi	16	15	9	4	2	4	6	11	8	6
Koudougou	10	11	16	11	16	11	15	11	14	14
Koupéla										0
Léo	-	2	9	10	6	8	10	12	8	8
Manga	8	7	12	7	13	27	14	10	6	1
Nouna	-	-	6	5	16	1	17	10	4	5
Orodara	-	-	1	1	2	5	5	24	29	29
Ouagadougou (MACO)	67	76	69	47	49	36	37	47	50	52
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Ouahigouya	14	20	21	17	11	10	7	8	6	2
Tenkodogo	20	25	31	24	19	16	42	30	34	31
Tougan	1	3	5	12	13	5	5	2	1	4
Yako	-	-	-	-	1	0	2	1	1	3
Ziniaré	-	-	-	-	7	8	8	4	8	12

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.25 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	782	760	843	837	759	787	1 066	1 081	1 210	1 149
Banfora	65	17	29	25	24	37	35	45	123	92
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	85	82	101	83	84	86	91	103	112	108
Bogandé	58	62	48	24	19	44	28	57	58	62
Boromo	29	21	46	40	39	34	48	37	42	36
Dédougou	40	37	34	27	27	29	48	41	36	37
Diapaga	9	17	20	19	21	27	65	61	68	63
Diébougou	-	-	-	0	18	13	22	32	30	39
Djibo	-	-	22	23	15	21	24	30	37	47
Dori	13	23	23	10	19	11	23	39	36	27
Fada N'gourma	43	84	68	106	94	55	46	35	42	57
Gaoua	68	51	47	65	28	33	27	30	32	33
Kaya	50	37	60	37	27	31	48	53	66	59
Kongoussi	29	26	14	16	11	14	14	16	14	14
Koudougou	27	31	39	47	35	39	48	30	34	43
Koupéla										1
Léo	-	10	18	14	9	24	26	44	44	47
Manga	12	11	17	23	29	46	59	39	46	21
Nouna	-	-	12	13	22	13	26	22	19	19
Orodara	-	-	3	7	7	12	14	36	43	46
Ouagadougou (MACO)	168	137	134	111	104	111	141	166	196	171
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	27	34	39	38	20	25	34	25	23	23
Tenkodogo	57	72	51	72	43	34	141	88	52	45
Tougan	2	8	18	37	34	23	23	16	14	19
Yako	-	-	-	-	7	3	6	7	11	9
Ziniaré	-	-	-	-	23	22	29	29	32	31

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.26 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	99	137	142	102	121	72	79	131	133	283
Banfora	1	1	6	4	1	0	1	0	2	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	6	17	7	3	3	3	11	11	20
Bogandé	3	3	9	1	1	1	1	6	6	43
Boromo	2	1	3	0	8	1	1	7	2	4
Dédougou	3	3	1	0	0	0	1	1	0	27
Diapaga	3	7	0	0	1	2	1	0	1	17
Diébougou	-	-	-	0	7	2	1	4	0	2
Djibo	-	-	1	0	0	0	0	1	0	2
Dori	2	1	2	2	1	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	7	21	10	5	2	1	5	29
Gaoua	6	8	0	0	0	0	0	3	6	0
Kaya	2	32	4	11	7	2	0	14	5	3
Kongoussi	4	8	12	4	2	0	1	1	0	7
Koudougou	0	1	6	6	7	2	13	4	7	8
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	0	1	0	3	0	7	9	9	9
Manga	11	16	18	13	6	11	4	5	4	0
Nouna	-	-	0	0	0	0	1	1	0	0
Orodara	-	-	6	0	1	2	0	2	1	2
Ouagadougou (MACO)	52	46	37	31	63	35	32	50	50	85
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	1	3	1	2	0	1	2	1	4	1
Tenkodogo	4	1	11	0	0	3	3	5	16	5
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Yako	-	-	-	-	0	0	0	0	1	1
Ziniaré	-	-	-	-	0	2	5	5	3	14

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.27 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	147	263	291	167	156	175	125	213	274	274
Banfora	0	4	8	8	2	13	2	6	0	23
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	27	45	36	26	3	11	17	19	31	21
Bogandé	7	6	29	28	20	8	2	8	31	25
Boromo	3	11	0	0	5	3	4	2	2	2
Dédougou	0	3	5	2	6	3	0	1	2	2
Diapaga	0	2	0	0	2	14	0	6	0	19
Diébougou	-	-	0	0	1	1	0	1	2	2
Djibo	-	-	0	0	0	0	0	0	0	9
Dori	3	9	1	3	8	4	2	0	0	0
Fada N'gourma	0	19	39	8	21	14	4	10	17	5
Gaoua	2	22	16	4	5	0	0	1	10	2
Kaya	25	27	18	11	7	5	5	8	5	0
Kongoussi	5	1	0	0	0	1	0	0	0	0
Koudougou	5	6	1	7	6	15	11	5	4	6
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	4	3	2	2	10	13	4	2	1
Manga	2	4	3	4	1	4	2	16	8	2
Nouna	-	-	0	1	1	0	2	0	4	1
Orodara	-	-	2	0	1	3	6	22	1	2
Ouagadougou (MACO)	65	79	95	50	53	56	51	46	67	89
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Ouahigouya	2	17	16	5	0	0	1	0	3	0
Tenkodogo	1	4	16	6	8	6	2	47	81	59
Tougan	0	0	3	2	0	0	0	0	0	0
Yako	-	-	-	-	0	1	0	7	4	1
Ziniaré	-	-	-	-	4	3	1	4	0	2

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.28 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	118	188	241	257	299	279	236	300	455	660
Banfora	3	0	1	3	6	6	9	12	19	13
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	36	63	65	59	53	53	46	47	83	96
Bogandé	1	10	23	23	31	16	3	19	33	105
Boromo	2	5	14	15	10	11	14	16	21	17
Dédougou	5	10	6	6	3	6	7	9	9	13
Diapaga	0	0	1	3	10	6	7	6	30	33
Diébougou	-	-	-	0	2	3	4	5	7	16
Djibo	-	-	4	4	2	4	5	6	15	16
Dori	1	2	0	3	0	2	6	0	4	16
Fada N'gourma	10	12	23	29	50	41	15	11	6	10
Gaoua	21	21	25	18	10	9	9	14	8	7
Kaya	12	23	24	23	23	18	18	18	20	39
Kongoussi	1	6	3	5	5	4	2	3	8	1
Koudougou	5	4	8	8	8	16	12	13	11	15
Koupéla										0
Léo	-	0	0	1	6	2	3	21	28	36
Manga	0	2	4	6	8	12	5	25	20	6
Nouna	-	-	1	6	3	2	4	3	7	12
Orodara	-	-	0	0	0	1	1	7	3	27
Ouagadougou (MACO)	19	16	29	28	37	38	39	32	70	116
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Ouahigouya	0	5	5	9	5	5	6	5	7	8
Tenkodogo	2	8	4	5	10	2	0	7		39
Tougan	0	1	1	3	12	11	7	5	31	7
Yako	-	-	-	-	2	1	1	2	5	3
Ziniaré	-	-	-	-	3	10	13	14	1	8

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.4 Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.29 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des condamnés	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452
Répartition selon le sexe										
Hommes	2 230	2 720	2 926	3 137	3 126	3 258	3 690	4 129	4 158	4 409
Femmes	30	68	64	42	33	26	54	45	35	43
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	37	58	94	59	47	50	62	107	53	87
18 ans à moins de 21 ans	333	331	389	379	347	318	348	406	455	495
21 ans à moins de 25 ans	512	580	591	608	649	573	648	827	839	817
25 ans à moins de 30 ans	582	695	769	843	831	889	982	991	1 064	1 117
30 ans à moins de 40 ans	527	714	779	902	891	996	1 158	1 267	1 238	1 316
40 ans et plus	269	410	368	388	394	458	546	576	544	620
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	1 681	1 902	2 137	2 303	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728	2 754
<i>Abus de confiance</i>	100	129	119	113	103	103	150	163	176	170
<i>Destruction, dégradation, dommages</i>	12	70	28	13	30	52	28	29	25	29
Crimes et délits contre les particuliers	129	175	238	314	336	454	557	565	548	418
Dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	80	97	108	106	113	119	135	161	117	135
<i>Vols aggravés</i>	6	12	42	100	104	202	263	266	301	113
<i>Homicides volontaires</i>	5	13	37	37	44	55	47	38	31	47
<i>Assassinats</i>										
<i>Viols</i>	2	1	8	12	13	14	9	13	4	36
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	190	364	313	259	213	204	332	353	347	364
Dont										
<i>Stupéfiants</i>	139	228	204	161	125	116	198	243	237	266
<i>Mutilations génitales féminines</i>	23	76	42	20	16	13	33	22	19	16
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	14	35	48	56	49	60	62	72	60	41
Crimes et délits contre la chose publique	89	78	110	123	148	136	137	289	314	172
dont										
<i>Association de malfaiteurs</i>	0	5	7	8	32	41	15	112	166	39
<i>Faux et usage de faux</i>	21	22	38	46	50	46	61	75	54	43
Infractions en matière d'armes et de munitions	25	30	22	33	45	32	56	44	32	48
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 3 mois	126	96	49	9	8	28	42	47	17	5
3 mois à moins de 6 mois	273	306	222	149	89	76	141	96	69	41
6 mois à moins de 12 mois	424	651	529	465	399	338	374	374	310	322
1 an à moins de 2 ans	696	993	1 140	1 027	905	1 001	1 099	1 224	1 197	1 230
2 ans à moins de 3 ans	371	336	483	579	601	552	622	814	873	793
3 ans à moins de 5 ans	269	289	361	529	611	613	693	759	817	910
5 ans à moins de 10 ans	85	102	144	313	397	468	522	560	521	689
10 ans à 20 ans	10	8	49	72	102	136	172	211	279	318
Plus de 20 ans	-	-	1	17	24	47	47	63	78	110
Perpétuité	3	3	6	12	13	14	21	16	21	22
Peine de mort	3	4	6	7	10	11	11	10	11	12

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.30 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452
Banfora	81	98	130	146	144	147	177	169	166	156
Baporo	82	43	24	43	48	39	34	16	32	28
Bobo-Dioulasso	322	333	296	343	337	331	421	347	320	358
Bogandé	53	66	79	67	58	40	65	95	110	92
Boromo	46	110	95	86	68	94	143	196	166	170
Dédougou	123	141	155	133	105	127	99	132	105	112
Diapaga	22	28	47	48	52	38	42	74	88	95
Diébougou	-	-	-	0	31	54	65	85	82	92
Djibo	-	-	54	72	78	70	69	57	68	101
Dori	70	82	117	114	95	103	110	118	122	101
Fada N'gourma	102	116	162	135	139	186	155	162	216	193
Gaoua	95	147	134	101	65	85	81	78	78	124
Kaya	156	165	175	155	158	161	220	242	225	176
Kongoussi	106	97	58	55	57	43	42	49	53	68
Koudougou	101	90	107	135	121	119	125	153	162	227
Koupéla										0
Léo	-	48	97	97	74	75	65	76	103	93
Manga	63	155	135	125	115	151	141	153	181	169
Nouna	-	-	17	24	27	23	32	49	34	76
Orodara	-	-	15	23	34	50	31	43	31	67
Ouagadougou (MACO)	557	720	670	931	926	956	1 103	1 146	1 163	1173
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	231	185	177
Ouahigouya	108	145	171	112	76	72	113	158	149	160
Tenkodogo	150	171	199	177	220	174	282	215	122	191
Tougan	23	33	53	57	42	46	36	27	58	71
Yako	-	-	-	-	38	41	48	38	93	87
Ziniaré	-	-	-	-	51	59	45	65	81	95

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.31 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	37	58	94	59	47	50	62	107	53	87
Banfora	0	1	0	0	1	0	1	2	0	3
Baporo	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0
Bobo-Dioulasso	9	3	5	3	3	2	5	1	4	11
Bogandé	1	1	1	2	0	0	1	0	0	2
Boromo	0	2	7	0	0	1	3	10	1	8
Dédougou	0	1	3	0	0	1	3	0	5	0
Diapaga	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	0	0	3	3	4	0	1
Djibo	-	-	0	0	3	0	0	0	0	1
Dori	0	0	2	0	1	3	1	5	1	0
Fada N'gourma	2	1	10	7	4	5	6	4	0	4
Gaoua	2	0	1	1	2	1	0	1	1	1
Kaya	9	14	11	4	6	5	3	5	1	5
Kongoussi	1	3	2	0	2	1	1	2	0	0
Koudougou	1	4	2	3	2	2	3	8	3	7
Koupéla										0
Léo	-	2	1	1	5	3	1	1	1	0
Manga	3	4	5	3	1	3	2	2	3	5
Nouna	-	-	1	0	0	0	0	1	0	0
Orodara	-	-	1	2	1	1	0	3	0	0
Ouagadougou (MACO)	6	21	21	26	11	11	18	40	19	20
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	0	1	3	0	2	0	2	6	1	10
Tenkodogo	3	0	17	4	1	5	6	8	4	2
Tougan	0	0	0	2	0	0	0	0	1	0
Yako	-	-	-	-	0	2	3	1	3	2
Ziniaré	-	-	-	-	2	0	0	2	5	5

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.32 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	882	969	1 074	1 046	1 043	941	1 058	1 340	1 347	1 399
Banfora	31	23	40	42	46	36	49	53	57	63
Baporo	39	16	7	12	21	11	10	2	7	4
Bobo-Dioulasso	147	72	82	95	120	77	113	104	81	94
Bogandé	15	23	26	23	13	12	19	29	34	22
Boromo	13	36	53	24	22	25	39	84	53	60
Dédougou	44	44	48	27	30	26	23	39	40	37
Diapaga	6	14	19	19	20	13	10	24	27	33
Diébougou	-	-	-	0	8	18	29	34	28	27
Djibo	-	-	22	28	41	22	18	21	33	49
Dori	16	23	38	39	42	29	31	35	30	26
Fada N'gourma	32	41	76	49	36	65	39	51	80	64
Gaoua	32	40	35	25	23	26	22	14	26	40
Kaya	74	77	74	54	47	46	67	87	74	44
Kongoussi	31	32	18	18	22	17	18	17	14	17
Koudougou	40	36	45	51	45	49	44	53	61	78
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	23	41	36	33	27	23	32	32	31
Manga	34	60	39	40	40	44	47	52	56	40
Nouna	-	-	5	6	8	5	9	15	5	14
Orodara	-	-	5	7	5	6	9	15	7	16
Ouagadougou (MACO)	213	269	256	319	268	251	306	332	382	397
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	52	42	39
Ouahigouya	40	48	51	28	27	26	8	62	62	65
Tenkodogo	66	79	83	71	79	64	81	84	43	63
Tougan	9	13	11	33	10	10	11	13	21	21
Yako	-	-	-	-	15	17	16	13	30	26
Ziniaré	-	-	-	-	22	19	17	23	22	29

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.33 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1 681	1 902	2 137	2 303	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728	2 754
Banfora	71	77	113	122	119	104	124	122	125	93
Baporo	66	37	21	33	37	33	29	15	27	23
Bobo-Dioulasso	215	207	203	223	217	202	262	201	208	236
Bogandé	41	54	63	45	39	16	42	73	75	36
Boromo	34	83	63	53	40	62	97	128	127	124
Dédougou	102	101	119	102	76	80	75	99	76	82
Diapaga	9	21	39	23	23	25	21	36	59	38
Diébougou	-	-	-	0	23	41	48	58	64	61
Djibo	-	-	40	52	46	47	55	45	60	84
Dori	55	53	90	85	56	64	70	74	89	78
Fada N'gourma	72	84	139	101	102	121	103	87	103	78
Gaoua	61	86	97	72	43	40	39	53	48	83
Kaya	121	116	144	120	124	129	169	175	156	119
Kongoussi	94	72	42	47	43	29	28	34	43	45
Koudougou	77	63	79	107	94	96	97	116	130	171
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	44	80	78	63	58	47	55	61	51
Manga	45	101	102	89	89	123	107	106	121	103
Nouna	-	-	12	19	23	18	21	27	26	63
Orodara	-	-	5	14	31	31	19	27	22	48
Ouagadougou (MACO)	399	427	426	665	663	673	660	691	722	734
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	141	74	47
Ouahigouya	90	113	100	81	54	47	98	106	113	116
Tenkodogo	113	140	126	126	148	126	163	138	73	102
Tougan	16	23	34	46	35	35	20	20	34	48
Yako	-	-	-	-	37	36	37	31	55	54
Ziniaré	-	-	-	-	41	44	30	44	37	37

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.34 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447
Banfara	76	81	118	129	123	119	133	133	136	122
Baporo	75	39	22	39	40	36	30	15	30	24
Bobo-Dioulasso	238	259	231	230	226	217	280	220	239	265
Bogandé	41	57	66	47	42	16	44	76	76	60
Boromo	41	87	75	67	44	70	102	147	132	138
Dédougou	112	111	123	106	81	104	78	104	79	86
Diapaga	10	23	39	28	32	29	22	38	67	68
Diébougou	-	-	0	23	42	53	65	67	72	
Djibo	-	-	43	55	51	50	62	47	61	89
Dori	58	57	96	91	61	71	73	84	92	81
Fada N'gourma	82	93	143	102	111	135	107	93	116	173
Gaoua	65	110	75	47	42	47	61	53	99	
Kaya	123	126	153	131	128	132	174	180	160	122
Kongoussi	95	77	51	48	44	31	30	35	44	48
Koudougou	83	71	87	113	102	104	106	123	139	182
Koupéla										0
Léo	-	44	82	86	66	60	49	56	65	69
Manga	48	105	113	97	95	130	116	113	131	125
Nouna	-	-	13	20	23	18	23	27	26	63
Orodara	-	-	8	18	33	43	26	28	25	52
Ouagadougou (MACO)	447	508	695	712	701	732	770	797	940	
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	143	75	127
Ouahigouya	91	118	84	58	49	100	115	120	131	
Tenkodogo	123	152	150	136	161	137	182	152	86	112
Tougan	19	23	53	36	39	23	20	38	58	
Yako	-	-	-	-	37	37	39	31	61	78
Ziniaré	-	-	-	-	41	46	31	47	37	63

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.35 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	129	175	238	314	336	454	557	565	548	418
Banfara	3	9	9	7	5	16	15	8	15	
Baporo	4	3	0	3	2	2	1	0	1	0
Bobo-Dioulasso	21	23	62	69	78	99	73	32	56	
Bogandé	5	5	12	3	18	6	4	8	14	
Boromo	0	7	9	12	8	14	19	21	14	15
Dédougou	3	10	19	18	16	18	20	18	21	
Diapaga	5	3	14	16	3	10	21	14	7	
Diébougou	-	-	0	3	8	7	10	6	10	
Djibo	-	-	13	24	13	7	6	6	10	
Dori	11	11	13	22	14	31	18	22	16	
Fada N'gourma	9	9	13	11	22	9	35	40	7	
Gaoua	19	11	16	14	39	20	10	10	6	
Kaya	6	0	7	8	16	27	37	43	45	
Kongoussi	9	7	4	5	4	6	9	5	16	
Koudougou	5	10	10	9	14	7	19	14	11	
Koupéla										0
Léo	-	2	1	3	4	6	6	29	9	
Manga	6	9	11	8	9	15	15	9	14	
Nouna	-	-	0	3	4	4	4	4	9	
Orodara	-	-	3	0	3	2	7	3	6	
Ouagadougou (MACO)	14	40	53	61	142	174	133	158	56	
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	17	24	28	
Ouahigouya	4	5	14	14	11	9	31	12	9	
Tenkodogo	3	7	19	16	7	50	34	9	13	
Tougan	2	4	1	5	0	5	5	15	7	
Yako	-	-	-	0	0	0	1	5	2	
Ziniaré	-	-	-	7	8	9	14	39	16	

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.36 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	190	364	313	259	213	204	332	353	347	364
Banfora	2	6	5	7	6	20	15	9	11	9
Baporo	1	1	2	1	5	1	2	0	1	4
Bobo-Dioulasso	48	34	17	37	24	23	26	28	40	29
Bogandé	3	3	0	3	0	1	0	0	1	6
Boromo	2	12	7	4	7	3	15	16	13	13
Dédougou	4	9	9	7	5	7	2	6	5	3
Diapaga	0	1	2	5	3	1	5	8	7	13
Diébougou	-	-	-	0	3	2	4	9	9	6
Djibo	-	-	3	4	2	3	0	2	0	2
Dori	1	13	8	5	11	8	6	12	4	3
Fada N'gourma	5	8	8	14	13	6	25	8	8	8
Gaoua	8	17	7	7	1	3	10	1	6	9
Kaya	22	34	9	11	16	9	11	16	11	7
Kongoussi	1	12	4	1	5	4	3	2	2	4
Koudougou	3	3	4	5	2	0	4	1	2	6
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	2	9	4	3	8	9	11	5	11
Manga	7	30	11	11	4	5	7	19	16	12
Nouna	-	-	0	4	0	0	2	0	1	2
Orodara	-	-	3	2	0	3	1	2	1	3
Ouagadougou (MACO)	66	158	140	105	90	74	137	160	140	141
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	23	20	15
Ouahigouya	2	13	39	9	2	3	2	11	15	7
Tenkodogo	14	8	24	13	10	10	29	6	17	33
Tougan	1	0	2	0	1	5	5	1	3	3
Yako	-	-	-	-	0	3	8	1	5	4
Ziniaré	-	-	-	-	0	2	4	1	4	11

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.37 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	89	78	110	123	148	136	137	289	314	172
Banfora	0	2	4	1	7	2	10	12	11	10
Baporo	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Bobo-Dioulasso	11	15	14	14	12	13	16	26	9	3
Bogandé	4	0	0	0	2	5	3	2	12	1
Boromo	3	4	3	3	9	7	6	8	6	3
Dédougou	3	5	2	1	1	0	1	2	3	2
Diapaga	0	0	0	1	1	5	4	6	0	6
Diébougou	-	-	-	-	1	2	1	0	0	4
Djibo	-	-	1	0	1	4	0	2	1	0
Dori	0	1	4	5	1	10	0	4	4	1
Fada N'gourma	6	4	3	2	3	3	8	26	52	3
Gaoua	3	2	3	2	2	1	4	3	9	9
Kaya	5	5	7	6	6	4	4	7	9	2
Kongoussi	1	1	1	2	3	1	0	1	0	0
Koudougou	6	3	5	4	4	1	3	6	7	25
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	0	1	3	1	2	1	3	3	1
Manga	2	6	5	4	7	7	3	4	22	18
Nouna	-	-	0	0	1	0	2	17	3	1
Orodara	-	-	1	0	1	0	2	6	2	6
Ouagadougou (MACO)	25	12	29	60	52	39	50	75	66	28
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	48	62	3
Ouahigouya	10	9	15	5	2	5	2	1	2	10
Tenkodogo	9	4	8	8	29	20	14	23	10	31
Tougan	0	5	4	2	0	2	2	0	1	2
Yako	-	-	-	-	0	0	0	3	20	1
Ziniaré	-	-	-	-	2	3	1	3	0	2

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.38 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	25	30	22	33	45	32	56	44	32	48
Banfara	0	0	0	0	1	1	3	0	0	0
Baporo	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	2	2	0	6	0	0	0	0	5
Bogandé	0	1	1	0	11	0	12	13	13	11
Boromo	0	0	1	0	0	0	1	4	1	1
Dédougou	1	6	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	7	1	0	0	0	0	1	1	1	0
Diébougou	-	-	-	-	1	0	0	1	0	0
Djibo	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	2	3	4	1	20	6	0	0	2
Gaoua	0	7	0	1	1	0	0	3	0	1
Kaya	0	0	0	0	0	0	4	2	2	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	3	3	2	2	0
Koudougou	4	3	0	3	4	0	5	4	0	3
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	0	0	3	1	1	0	0	1	3
Manga	0	5	1	2	1	0	0	2	3	0
Nouna	-	-	1	0	0	1	1	1	0	1
Orodara	-	-	0	0	0	1	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	5	2	12	18	11	0	10	8	2	5
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	4	4
Ouahigouya	1	0	0	0	0	4	0	0	0	3
Tenkodogo	1	0	1	1	4	0	7	0	0	2
Tougan	1	1	0	1	0	0	1	1	1	1
Yako	-	-	-	-	1	1	1	2	2	2
Ziniaré	-	-	-	-	1	0	0	0	1	3

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.39 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP

	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	741	742	1 050	1 529	1 758	1 841	2 088	2 403	2 600	2 816
Banfara	44	48	62	88	112	112	135	123	62	75
Baporo	17	26	15	28	25	21	10	11	20	18
Bobo-Dioulasso	30	32	112	143	157	183	239	244	170	223
Bogandé	19	21	21	19	20	20	26	55	67	58
Boromo	8	19	28	26	23	40	80	64	92	95
Dédougou	60	66	88	84	77	68	56	67	79	83
Diapaga	1	5	13	19	21	20	32	44	47	77
Diébougou	-	-	-	0	18	26	30	40	48	50
Djibo	-	-	15	24	34	36	47	31	36	55
Dori	45	44	66	46	66	69	67	64	77	62
Fada N'gourma	20	33	55	46	49	86	79	115	123	141
Gaoua	31	39	40	42	31	35	51	48	60	82
Kaya	41	40	59	76	99	93	117	147	152	124
Kongoussi	37	27	25	34	29	23	17	0	34	41
Koudougou	40	32	33	55	67	69	17	18	91	92
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	-	6	36	36	37	34	33	33	71	63
Manga	0	45	8	74	73	99	88	95	130	123
Nouna	-	-	0	4	12	9	7	19	26	38
Orodara	-	-	2	2	8	19	5	15	20	20
Ouagadougou (MACO)	272	180	265	542	578	599	692	692	718	785
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	66	177	155
Ouahigouya	37	47	52	46	33	39	33	194	71	70
Tenkodogo	32	30	32	80	119	79	150	140	51	108
Tougan	7	2	23	15	24	28	27	21	45	50
Yako	-	-	-	-	25	22	25	28	77	69
Ziniaré	-	-	-	-	21	12	25	29	56	59

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC 2016

Tableau V.40 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées en 2016 selon le sexe

sexe	F	M	Ensemble
Nombre	16	452	468
<i>dont enquête clôturé en 2016</i>	15	415	430

Tableau V.41 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2016 selon le sexe

	F	M	Ensemble
Nombre enquêtes clôturées	15	410	425
Nombre d'enquêtes clôturées avec durée indeter*	0	5	5
Durée moyenne (en jour)	14	18	18

*indeter: indéterminée, ces valeurs ne sont pas pris en compte lors des calculs des durées moyennes

Tableau V.42 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2016 selon le délai de 15 jours

	F	M	Ensemble
Inférieur à 15 jours	11	254	265
Supérieur à 15 jours	4	156	160
Ensemble	15	410	425

Tableau V.43 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2016 selon le service social

Service social	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)
Banfara	16	17
Bobo-dioulasso	36	26
Bogandé	13	20
Boromo	23	15
Diapaga	5	39
Diébougou	5	13
Djibo	13	18
Dori	30	14
Fada n'gourma	25	27
Gaoua	17	15
Kaya	20	14
Kongoussi	6	11
Koudougou	37	21
Léo	1	12
Ouagadougou (MACO)	99	16
Manga	12	9
Nouna	2	11
Orodara	5	28
Ouahigouya	25	18
Tenkodogo	15	14
Dédougou	8	13
Tougan	4	6
Yako	6	12
Ziniaré	2	14
Ensemble	425	18

Tableau V.44 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2016 selon l'infraction

INFRACTION		Nombre d'enquêtes	Durée moyenne (en jour)
Crimes et délits contre la chose publique	Associations de malfaiteurs	2	11
	Evasion	2	5
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Attentat aux mœurs	3	12
	Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	5	30
	Enlèvement d'enfant	3	14
	Stupéfiants	12	13
Crimes et délits contre les biens	Abus de confiance	1	15
	Destructions, dégradations, dommages	3	12
	Vols, extorsion, recel, escroqueries	302	17
Crimes et délits contre les particuliers	Assassinats	3	10
	Coups et blessures volontaires	29	17
	Coups mortels	3	11
	Homicides et blessures involontaires	2	11
	Homicides volontaires (meurtres, parricides, infanticides), empoisonnements	1	14
	Viol	32	27
	Vols aggravés	8	32
	Indéterminé	14	25
Ensemble		425	18

Tableau V.45 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2016 selon le service social et le délai de 15 jours

Service social	Inférieur à 15 jours	Supérieur à 15 jours	Ensemble
Banfora	9	7	16
Bobo-dioulasso	15	21	36
Bogande	2	11	13
Boromo	13	10	23
Diapaga	1	4	5
Diébougou	5	0	5
Djibo	12	1	13
Dori	19	11	30
Fada n'gourma	4	21	25
Gaoua	8	9	17
Kaya	13	7	20
Kongoussi	5	1	6
Koudougou	22	15	37
Léo	1	0	1
Ouagadougou (MACO)	75	24	99
Manga	11	1	12
Nouna	2	0	2
Orodara	3	2	5
Ouahigouya	18	7	25
Tenkodogo	10	5	15
Dédougou (TGI)	5	3	8
Tougan	4	0	4
Yako	6	0	6
Ziniaré	2	0	2
Ensemble	265	160	425

Tableau V.46 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2016 selon l'infraction et le délai de 15 jours

INFRACTION		Inférieur à 15 jours	Supérieur à 15 jours	Ensemble
Crimes et délits contre la chose publique	Associations de malfaiteurs	2	0	2
	Evasion	2	0	2
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Attentat aux mœurs	2	1	3
	Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	0	5	5
	Enlèvement d'enfant	1	2	3
	Stupéfiants	7	5	12
Crimes et délits contre les biens	Abus de confiance	0	1	1
	Destructions, dégradations, dommages	3	0	3
	Vols, extorsion, recel, escroqueries	202	100	302
Crimes et délits contre les particuliers	Assassinats	3	0	3
	Coups et blessures volontaires	20	9	29
	Coups mortels	2	1	3
	Homicides et blessures involontaires	1	1	2
	Homicides volontaires (meurtres, parricides, infanticides), empoisonnements	1	0	1
	Viol	11	21	32
	Vols aggravés	1	7	8
		7	7	14
Ensemble		265	160	425

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	19	20	23	24	24	24	24	24	24	25
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	2	2	2	2	7	7	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	19	20	23	24	24	24	24	24	24	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	19	20	23	24	24	24	24	25	25	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	6 942	7 003	7 167	8 931	8 204	11 534	15 307	13 619	17 086	19 136
Effectifs des magistrats au Ministère	308	333	361	369	391	415	409	428	449	480
Effectif du personnel greffier au Ministère	279	306	301	300	352	343	340	372	414	419
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	170	155	183	158	169	206	236	225	167	231
Décisions rendues	161	145	145	122	112	159	152	138	108	161
Décision rédigées	124	115	117	100	108	130	125	105	117	106
Conclusions rendues par le parquet général	154	146	113	76	133	137	128	96	57	179
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	964	1 200	1 275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641
Décisions rendues	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372
Décision rédigées	573	480	717	588	543	910	983	851	846	1 096
Affaires nouvelles pénales	353	526	593	371	530	585	634	434	639	492
Décisions des chambres d'accusation	185	234	188	260	153	168	205	222	110	399
Décisions des chambres criminelles	55	111	414	201	167	123	99	54	39	52
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	3 143	3 642	4 567	5 220	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 062
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	nd	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	5 247	6 183	6 950	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit		1 mois 20 jours	1 mois 20 jours	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours	3 mois 6 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe		14 mois	14 mois	11 mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours	10 mois 12jours	10 mois 12 jours	12 mois 29 jours
Affaires nouvelles en instruction	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875
Affaires en instruction terminées	438	355	801	438	934	690	442	291	363	417
Affaires en cours d'instruction	6 262	6 902	7 210	7 586	7 4011	7 657	7 831	8 924	8 885	9 172
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction		3 ans	3ans	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	3ans	4 ans	4 ans 1 mois
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction		4 ans	4 ans	3 ans 9 mois	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	229	265	241	278	322	436	399	158	226	316
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	208	269	186	229	261	259	311	343	144	144
Décision rédigées	123	198	238	362	227	163	182	319	129	233
Temps moyen pour rendre une décision					2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours	3 mois 1 jour
Juges des enfants										
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	60	92	98	89	72	73	103	202	257	298
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	61	94	99	73	59	47	97	191	263	286
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	6	20	7	11	11	56	24	16	28	10
Décisions rendues (mineurs en danger)	5	18	230	32	18	96	23	13	31	13
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	1	15	1	15	9	5	8	1	1	17
Affaires terminées	0	11	10	0	16	2	16	5	0	5

Les chiffres clés de la justice (2/2)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	-	339	336	356	426	451	468
Décisions rendues	-	-	-	-	319	282	311	297	372	444
Décisions rédigées	-	-	-	-	199	277	302	283	372	442
Temps moyen pour une décision commerciale					9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	578	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241
Décisions rendues	346	423	496	681	618	742	975	817	874	1 080
Décision rédigées	336	344	470	527	471	554	852	796	629	805
Temps moyen pour rendre une décision	-	-	-	-	1 an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	835	472	247	234	399	344	318	235	202	294
Arrêts provisoires et définitifs rendus	26	45	155	54	139	0	62	95	1	46
Contrôles de gestion effectués	13	11	11	3	8	5	7	11	11	39
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	62	63	79	87	94	172	103	120	149	274
Affaires jugées	53	55	64	27	57	126	45	42	36	175
Décision rédigées	23	46	57	25	47	80	26	28	39	89
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	158	165	216	184	194	434	314	309	330	874
Décisions rendues	151	115	126	193	127	317	258	188	255	687
Décision rédigées	84	87	124	146	87	246	156	108	156	494
Temps moyens pour rendre une décision	-	-	-	-	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois
Etablissements pénitentiaires										
Ensemble de détenus au 31 décembre	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670
Nombre d'inculpés au 31 décembre	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883
Nombre de prévenus au 31 décembre	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318
Nombre d'OMD	142	210	82	170	262	67	47	75	109	17
Nombre de condamnés au 31 décembre	2 260	2 788	2 994	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452
Taux d'occupation (100%)	158,2	172,7	172,0	159,4	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2

Liste des tableaux

Tableau II.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels	23
Tableau II.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2016 par localité	23
Tableau II.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel.....	25
Tableau II.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)	27
Tableau II.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)	27
Tableau II.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)	28
Tableau II.7 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA).....	29
Tableau II.8 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	29
Tableau II.9 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps	31
Tableau II.10 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position	32
Tableau II.11 : Magistrats par type de juridiction	32
Tableau II.12 : Magistrats par juridiction	33
Tableau II.13 : Personnel du corps des greffiers par sexe	35
Tableau II.14 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	35
Tableau II.15 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):	36
Tableau II.16 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	38
Tableau II.17 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)	39
Tableau II.18 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	41
Tableau II.19 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite).....	42
Tableau II.20 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe	44
Tableau II.21 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention.....	44
Tableau II.22 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre .	46
Tableau II.23 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre .	47
Tableau II.24 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12	48
Tableau II.25 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre	49
Tableau II.26 : Personnel des droits humains par sexe et par position en 2016	50
Tableau II.27 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon par sexe	51
Tableau II.28 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe	51
Tableau II.29 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position.....	53
Tableau II.30 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	53
Tableau III.1 : Activités du siège de la Cour de cassation	56
Tableau III.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation	56
Tableau III.3 : Affaires nouvelles du parquet général de la Cour de cassation.....	57
Tableau III.4 : Conclusions rendues par le parquet général de la Cour de cassation	57
Tableau III.5 : Activités des cours d'appel.....	59
Tableau III.6 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel.....	61
Tableau III.7 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel	61
Tableau III.8 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations).....	61
Tableau III.9 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel	61
Tableau III.10 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel	61
Tableau III.11 : Décisions rédigées par Cour d'appel	61
Tableau III.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel	62
Tableau III.13 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine	62
Tableau III.14 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel	62
Tableau III.15 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel	62
Tableau III.16 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	62
Tableau III.17 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation	62
Tableau III.18 : Décisions rendues par chambre d'accusation	63
Tableau III.19 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles.....	63
Tableau III.20 : Décisions rendues par chambre criminelle	63
Tableau III.21 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure.....	63
Tableau III.22 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance	65
Tableau III.23 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)	65
Tableau III.24 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance.....	67
Tableau III.25 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance	67
Tableau III.26 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance	69
Tableau III.27 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)	70
Tableau III.28 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	70
Tableau III.29 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	71
Tableau III.30 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance	71
Tableau III.31 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	73

Tableau III.32 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	73
Tableau III.33 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite).....	74
Tableau III.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire.....	77
Tableau III.35 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil	77
Tableau III.36 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil.....	79
Tableau III.37 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil.....	79
Tableau III.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance	81
Tableau III.39 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance	83
Tableau III.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI	83
Tableau III.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	85
Tableau III.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance.....	85
Tableau III.43 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance	87
Tableau III.44 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI	87
Tableau III.45 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance	89
Tableau III.46 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	89
Tableau III.47 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	90
Tableau III.48 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	90
Tableau III.49 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance.....	91
Tableau III.50 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance	91
Tableau III.51 : Mineurs concernés par les activités des parquets	93
Tableau III.52 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance	93
Tableau III.53 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	95
Tableau III.54 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance	97
Tableau III.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance.....	97
Tableau III.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance.....	99
Tableau III.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance	99
Tableau III.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance	100
Tableau III.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance	100
Tableau III.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	101
Tableau III.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance	101
Tableau III.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure	102
Tableau III.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure	102
Tableau III.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	102
Tableau III.65 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	103
Tableau III.66 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	103
Tableau III.67 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)	104
Tableau III.69 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	106
Tableau III.70 : Affaires nouvelles criminelles en instruction par tribunal de grande instance.....	106
Tableau III.71 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance.....	108
Tableau III.72 : Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance	108
Tableau III.73 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance.....	110
Tableau III.74 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	110
Tableau III.75 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire	112
Tableau III.76 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance	112

Tableau III.77 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance.....	113
Tableau III.78 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois.....	113
Tableau III.79 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance.....	114
Tableau III.80 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance.....	114
Tableau III.81 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure.....	115
Tableau III.82 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	115
Tableau III.83 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite).....	116
Tableau III.84 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure TGI.....	116
Tableau III.85 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite).....	117
Tableau III.86 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI.....	117
Tableau III.87 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite).....	118
Tableau III.88 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance.....	120
Tableau III.89 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance.....	120
Tableau III.90 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance.....	122
Tableau III.91 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	122
Tableau III.92 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	124
Tableau III.93 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance.....	124
Tableau III.94 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce.....	126
Tableau III.95 : Activités commerciales des tribunaux de commerce.....	126
Tableau III.96 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type.....	126
Tableau III.97 : Ensemble des décisions commerciales rendues par tribunal de commerce.....	126
Tableau III.98 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	126
Tableau III.99 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	126
Tableau III.100 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	127
Tableau III.101 : Référé des tribunaux de commerce.....	127
Tableau III.102 : Référé par tribunal de commerce.....	127
Tableau III.103 : Ensemble des décisions de référés rendues par type.....	129
Tableau III.104 : Ensemble des décisions de référés rendues par tribunal de commerce.....	129
Tableau III.105 : Répartition des décisions rendues sur le fond des référés par tribunal de commerce.....	129
Tableau III.106 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce.....	129
Tableau III.107 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit des référés par tribunal de commerce.....	129
Tableau III.108 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce.....	129
Tableau III.109 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type.....	130
Tableau III.110 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce.....	130
Tableau III.111 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce.....	130
Tableau III.112 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce.....	131
Tableau III.113 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	131
Tableau III.114 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	131
Tableau III.115 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance.....	133
Tableau III.116 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance.....	135
Tableau III.117 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance.....	135
Tableau III.118 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance.....	135
Tableau III.119 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer).....	135
Tableau III.120 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance.....	135
Tableau III.121 : Activités des tribunaux de simple police.....	135
Tableau III.122 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi.....	137
Tableau III.123 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger.....	137
Tableau III.124 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants.....	137
Tableau III.125 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants.....	137
Tableau III.126 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants.....	138
Tableau III.127 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants.....	138
Tableau III.128 : Activités des tribunaux pour enfants.....	140
Tableau III.129 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants.....	140
Tableau III.130 : Décisions rendues par tribunal pour enfants.....	140
Tableau III.131 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail.....	142
Tableau III.132 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail.....	144
Tableau III.133 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail.....	144

Tableau III.134 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail.....	144
Tableau III.135 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés)	144
Tableau III.136 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail	144
Tableau III.137 : Décisions rédigées par tribunal du travail	144
Tableau IV.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes.....	147
Tableau IV.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes	147
Tableau IV.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes.....	147
Tableau IV.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat	150
Tableau IV.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2016	152
Tableau IV.6 : Activités du Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat	152
Tableau IV.7 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs	154
Tableau IV.8 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif	156
Tableau IV.9 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif.....	156
Tableau IV.10 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif.....	157
Tableau IV.11 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif	157
Tableau IV.12 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif	158
Tableau IV.13 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs.....	158
Tableau IV.14 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement	159
Tableau IV.15 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement.....	159
Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre	162
Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	162
Tableau V.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	162
Tableau V.4 : Autres mouvements, évènements	162
Tableau V.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	163
Tableau V.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	163
Tableau V.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire	164
Tableau V.8 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire	164
Tableau V.9 : Incarcérations (entrées) OMD au cours de l'année 2016 par établissement pénitentiaire.....	165
Tableau V.10 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	165
Tableau V.11 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	166
Tableau V.12 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive	168
Tableau V.13 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	170
Tableau V.14 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	170
Tableau V.15 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire	171
Tableau V.16 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire	171
Tableau V.17 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire	172
Tableau V.18 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire	172
Tableau V.19 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	173
Tableau V.20 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire	173
Tableau V.21 : Effectifs des inculpés, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention de la détention préventive.	175
Tableau V.22 : Ensemble des inculpés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	177
Tableau V.23 : Inculpés mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	177
Tableau V.24 : Inculpés de moins de 25 ans, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	178
Tableau V.25 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	178
Tableau V.26 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	179
Tableau V.27 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	179
Tableau V.28 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	180
Tableau V.29 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée.....	182
Tableau V.30 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	184
Tableau V.31 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire	184
Tableau V.32 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	185
Tableau V.33 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	185
Tableau V.34 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	186
Tableau V.35 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP	186
Tableau V.36 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	187
Tableau V.37 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	187
Tableau V.38 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP	188
Tableau V.39 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP	188
Tableau V.40 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées en 2016 selon le sexe	189
Tableau V.41 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2016 selon le sexe	189

Tableau V.42 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2016 selon le délai de 15 jours	189
Tableau V.43 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2016 selon le service social.....	189
Tableau V.44 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2016 selon l'infraction	190
Tableau V.45 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2016 selon le service social et le délai de 15 jours	190
Tableau V.46 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2016 selon l'infraction et le délai de 15 jours	191